

L'IRA contre tout dialogue

L'ASSASSINAT du député conservateur Ian Gow a été revendiqué le lendemain, mardi 31 juillet, par l'IRA. Il s'inscrit d'ailleurs dans une campagne entamée depuis plusieurs semaines par cette dernière et qui vise à relancer son action, particulièrement contre des cibles civiles chargées de symboles politiques, comme le Carlton Club ou le Stock Exchange à Londres.

Certes, Ian Gow était à Westminster le porte-parole d'un courant « unioniste » intransigeant, et il s'était même opposé à M^{me} Thatcher à propos de l'accord anglo-irlandais de 1985 qui donnait à Dublin un certain droit de regard, en particulier en matière de justice, sur les affaires de l'Ulster. Au-delà de la suppression d'un adversaire particulièrement déterminé - dont les arguments, au demeurant, n'avaient pas prévalu - le meurtre de Ian Gow paraît relever d'une stratégie beaucoup plus générale de « terreur pour la terreur ».

Ce regain de violence ne peut en effet que rendre plus difficiles encore les efforts entrepris depuis quelques mois par le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, pour amener les parties concernées à engager des consultations sur l'avenir de la province.

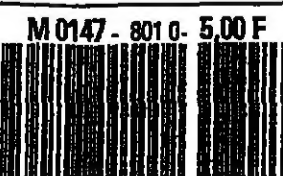
Les principaux leaders unionistes de l'Ulster y trouveront inévitablement prétexte pour durcir leurs positions à l'approche des pourparlers que M. Brooke souhaitait voir s'ouvrir en septembre et qui devaient porter sur une éventuelle dévolution à une assemblée régionale élue des pouvoirs directement exercés par Londres depuis 1972. Dublin désirait être dès le départ associé à ce processus, ce que refusent les unionistes, du moins tant que l'accord intergouvernemental de 1985 n'aura pas été suspendu.

M. Brooke s'était engagé dans son entreprise avec beaucoup de prudence, s'efforçant de n'effrayer personne, mais on semblait discerner chez certains dirigeants des partis d'Irlande du Nord une volonté de s'engager sur le terrain depuis longtemps inexploré des conversations politiques. Une lueur d'espoir apparaissait ainsi que la violence laisse la place au dialogue, au plus grand soulagement d'une population lasse de deux décennies de troubles meurtriers.

La démonstration que fait actuellement l'IRA est que cette perspective ne l'intéresse aucunement, et force est de constater qu'elle n'a même pas suggéré l'ouverture de conversations avec son aile politique, le Sinn Féin. M. Brooke, il est vrai, avait lui-même exclu dès le mois de février dernier d'entrer sous quelque forme que ce soit en contact avec l'organisation terroriste tant que celle-ci ne renoncerait pas à la lutte armée.

Il est clair aujourd'hui qu'il ne saurait même pas être question d'une simple trêve. Le risque, pour une société démocratique comme celle du Royaume-Uni, est de se laisser entraîner dans un combat où de graves bavures ne sont pas exclues, comme on a pu le voir dans les années 70. Aussi comprend-on que le découragement puisse saisir les hommes de bonne volonté à la recherche d'un chemin vers la paix.

Lire nos informations page 4



La guerre civile au Libéria

Six cents civils massacrés dans une église de Monrovia

Plus de six cents civils, en majorité des femmes et des enfants, ont été massacrés par des soldats fidèles au président Samuel Doe, dimanche soir 29 juillet, dans une église de Monrovia où ils avaient trouvé refuge sous la protection du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Après la révélation, lundi, de cette tuerie, le CICR a déclaré être désormais dans l'incapacité de remplir sa mission dans la capitale, où les règlements de comptes ethniques se multiplient.



Lire nos informations page 3

Un entretien avec le président de Roussel-Uclaf

Polémique sur la diffusion de la « pilule abortive »

Dans un entretien au « Monde », M. Edouard Sakiz, président de Roussel-Uclaf, dément que sa société freine, en particulier aux États-Unis, la commercialisation du RU 486, plus connu sous le nom de « pilule abortive ». L'un des inventeurs du produit, le professeur Etienne-Emile Beaulieu, avait lancé la polémique dans une déclaration au « New York Times ». Aux États-Unis, les débats sur l'avortement s'amplifient dans la perspective des élections au Congrès. (Lire page 7 l'article d'Henri Piere).

« Que pensez-vous des déclarations du professeur Beaulieu sur le RU 486 ? Les considérez-vous comme une mise en accusation de votre stratégie commerciale concernant ce produit ? »

« Ces accusations m'ont grandement surpris. Je ne pense pas, pour ma part, que le professeur Beaulieu ait pu dire des choses pareilles. Il les a, d'ailleurs, démenties par la suite en expliquant n'avoir jamais voulu attaquer notre stratégie sur le RU 486. »

« Ce qui est clair, au-delà de cette affaire, c'est que le but visé par le professeur Beaulieu et par notre groupe est identique. Les seules différences tiennent dans les méthodes d'approche et dans le calendrier. »

« Pouvez-vous préciser ? »

« Je veux dire que nous avons eu une chance inouïe en France, dans la mesure où les opposants à l'avortement étaient véritablement en minorité, et dans la mesure où nous avons eu l'appui des médias sans exception ou presque. Nous avons bénéficié aussi du soutien de notre ministre de la santé. Les conditions étaient ainsi réunies et tout a très bien marché. Plus de 50 000 femmes ont déjà eu recours à cette méthode abortive. Le protocole d'utilisation se déroule comme prévu. On compte 96 % de succès, il n'y a aucun marché noir, aucune augmentation du nombre des avortements. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 7

Les prisons américaines, Vietnam intérieur

I. - Tribunal d'abattage dans le Bronx

Il y a plus d'un million de détenus aux États-Unis. Près de 100 000 purgent des peines égales ou supérieures à vingt ans. 2 000 condamnés à mort attendent d'être exécutés. 2,3 millions sont en liberté surveillée. Un Noir sur quatre, entre vingt et trente ans est, soit détenu, soit frappé d'une condamnation pénale sous le contrôle d'un tribunal.

Si certains spécialistes commencent à parler de « Vietnam domestique » et de faillite du système judiciaire, on continue inlassablement à construire des prisons : 128 000 nouvelles places l'année prochaine. Et les tribunaux fonctionnent à plein régime.

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Ici, le cancrelat est chez lui. Il avance tranquillement sur le trottoir, s'arrête devant la porte étroite du poste de police, hume l'odeur de sueur, de crasse, d'urine. Mis en appétit, il disparaît vers les cellules où s'entassent, abrutis par le bruit d'un téléviseur qui hurle, ceux qui viennent d'être arrêtés.

C'est une nuit ordinaire du tribunal criminel du Bronx, grand pourvoyeur des prisons de New-York. Des enfants par dizaines chahutent encore devant les portes à tambour du palais de justice, déboulent en riant le long des escalators. Des femmes donnent le sein aux bébés, les hommes font rouler leurs muscles et admirent leurs tatouages. Sur le trottoir, les hanches cha-jouent à la mesure du rap qui sort de postes de radio grands comme des valises. Il n'est pas encore minuit et le tribunal n'a

pas fini d'avaler sa ration de prévenus présentés à ces audiences préliminaires que sont les « night arraignments ».

Soixante mille personnes ont été arrêtées dans le Bronx l'an dernier. Le nombre de crimes - plus de dix mille - y a été multiplié par deux en un an. 85 % de ces crimes sont commis par des jeunes entre seize et vingt-cinq ans. Soixante-dix s'apprennent à défilier ce soir devant le juge Nicholas Iacovetta. L'affaire la plus compliquée dure - c'est un record - cinq minutes : il faut dire qu'ils sont trois prévenus à comparaître ensemble pour quinze milligrammes de crack trouvés dans leur voiture. Le procureur requiert, l'un des quatre avocats commis d'office plaide. Le juge fixe la caution : 2 500 dollars (14 000 francs environ). Aucun ne peut payer. Direction : la prison.

La seule Blanche jugée ce soir-là est grande, mince, distinguée. Épileptique, elle s'est fait

un œil au beurre noir en perdant l'équilibre. Elle en est à son vingt-deuxième vol de petites culottes dans un grand magasin. Elle n'a pas, comme la plupart de ceux qui se présentent à cette barre, de « garantie de représentation ». Direction : la prison. A raison d'une ou deux minutes par affaire, la soirée passe assez vite.

Détention d'armes illégales, vente de crack à un policier infiltré (on dit « undercover ») comme pour les agents secrets), rixes familiales, vol de voitures : « leurs histoires se ressemblent toutes, il n'y a qu'à changer les noms. Être un délinquant, c'est leur boulot. Ils le disent eux-mêmes », ironise Josi Karpoff, un agent de probation.

Bien peu, après une garde à vue qui dépasse parfois soixante-douze heures, échappent à la prison préventive.

AGATHE LOGEART
Lire la suite page 8

Rapprochement soviéto-albanais

Les relations diplomatiques, rompues il y a vingt ans, ont été rétablies

page 5

Le FLNKS reparte d'indépendance

Un rappel de l'objectif du mouvement sans remise en question des accords de Madagone sur le Nouvelle-Calédonie

page 6

Les perspectives électorales en Algérie

Le Front islamique du salut se dit prêt à gouverner avec le FLN et les autres partis

page 3

Frissons fin de siècle

La feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX Les « Christos » d'Aigues-Mortes

page 2

Fonction publique

La réforme de la grille progressivement mise en application

page 15

Agitation des détenus

Après la grâce accordée à Anis Naccache le mouvement de protestation a gagné de nouveaux établissements

page 7

Le blues

de la presse rock Les pionniers déclinent. Les grands groupes s'intéressent au secteur

page 6

La mort de l'écrivain Georges Conchon

Un peintre des mœurs modernes.

page 12

SCIENCES ♦ MÉDECINE

La complexité d'« oedipus » Loin d'être cousin de l'homme, le ouistiti pourrait servir de modèle pour étudier l'évolution de notre système immunitaire.

La vitamine du moindre mal Les bienfaits de la vitamine A dans le tiers-monde.

Les huîtres cadmiées de la Gironde

pages 9 et 10

Le sommaire complet se trouve page 20

La mort de Michel Guy

Fondateur du Festival d'automne, l'ancien secrétaire d'État à la culture est mort le 30 juillet à soixante-trois ans

Michel Guy apparaît dans la vie publique en 1972. Il a été chargé par Jacques Duhamel, alors ministre de la culture, de relancer les activités artistiques parisiennes, trop hexagonales, trop ardues sur le plan pratique, trop dépendantes finalement de la décentralisation. Et c'est le Festival d'automne.

Michel Guy est amateur de peinture contemporaine, il connaît parfaitement les chorégraphes et les compositeurs en pointe, il voyage beaucoup, sa curiosité est sans limites, il apprend à tout savoir du théâtre et des hommes de théâtre, et s'enthousiasme pour certains - Bob Wilson, Grotowski, Richard Foreman, Alfredo Arias, Patrice

Chéreau, Antoine Vitez, Giorgio Strehler, Peter Brook, Peter Stein, Klaus Gruber...

Lui qui n'est pas un politique, mais un homme des arts regrettant de ne pouvoir être un mécène, devient secrétaire d'État à la culture, en 1974, dans le gouvernement de Jacques Chirac, et c'est un bienfait.

Pendant les deux ans de sa mission, Michel Guy bouleverse, bouscule, invente, déborde de projets, secoue la décentralisation dramatique, y installe les jeunes loups apparus dans le mouvement de 1968.

COLETTE GODARD
Lire la suite page 11

THÉORIE DU BORDEL AMBIANT :
Entendu au poste, vu à la télé !

Roland Merleau devine la vie d'un ténor... Sentant des choses à inventer et à dire sur tout. Un homme qui a réussi à mettre en scène 100 millions de téléspectateurs et à faire entrer le rock à la télévision de l'Académie Charles Cros. Roland Merleau n'est pas un homme comme tout le monde. Dans la *Théorie du Bored Ambient*, il nous parle du sujet qui nous tient le plus à cœur : notre société et ses multiples travers. C'est un livre complètement fou, déjanté, baroque, drôlement et surtout instructif.

Le Figaro Littéraire, Paris, 1989.

Collection « Bored Ambient »
1989, 128 pages, 120 F.

Pour l'abonnement de la Bibliothèque, le desordre est une philosophie qui mène à la vraie vie. Si vous aimez Merleau, vous pouvez vous le faire.

L'Est Républicain, Pascal Soudant

1989, une véritable et salutaire déconographie

éditions belfond

Francis de Closets

TELECARTE 50

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 S. ; Belgique, 32 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Israël, 180 DR ; Italie, 2,000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 14 KRN ; Suisse, 1,70 FS ; USA, 1,75 \$; USA (Canada), 2,50 \$.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

Un million d'étrangers, dont 300 000 Italiens, ont choisi la France. La xénophobie s'installe. Aux Salins du Midi, sept « Macaronis » sont tués lors de graves affrontements.

AIGUES-MORTES est endormie, assommée de vent et de soleil, dévorée de moustiques, sursautant tout juste au galop des manades. Saint Louis jadis l'avait fondée pour mieux partir en croisade. Des camisards libres, ces fous de Dieu enfermés dans sa tour de Constance, y avaient chanté le beau mot de « résistance ». Ce passé-là est mort. Tout respire désormais la mélancolie d'un modeste chef-lieu de canton, des ruelles désertées aux platitudes aqueuses des sentiers parsemés de vignes et de salines. Mireille est moins accorte : après Mistral, la petite cité de Camargue n'a plus guère enchanté qu'un Barrès venu y cultiver nonchalamment son *Moi au Jardin de Bénédicte*. Or voici qu'elle fait irruption dans l'actualité à l'été 1893. Tragiquement, avec une chasse au faciès qui tourne au pogrom.

La Compagnie des Salins du Midi, explique Pierre Milza, qui a minutieusement reconstitué l'affaire, exploite à quelques kilomètres de là des marais salants où l'on ne chôme pas aux beaux jours. Il faut alors récolter et battre le sel, l'acheminer dans les vasiers pour l'entasser ensuite en grosses pyramides, à recouvrir de glaise ou de chaume pour sa conservation. Le travail exige une



Le départ des ouvriers italiens, après les troubles d'Aigues-Mortes, fait la « une » du Petit Parisien le 3 septembre 1893.

à un monde ouvrier hétérogène. On en compte 240 000 en 1881, 286 000 dix ans plus tard, 330 000 en 1901 : ils forment alors la première colonie étrangère en France, dépassant les 323 000 Belges qui ont transité sur les porosités de la frontière du Nord, les 90 000 Allemands de l'Est, les 80 000 Espagnols de l'Aquitaine et du Languedoc et les 72 000 Suisses des confins jurassiens.

Au total, on estime - avec une minutie inquiète qui justifie une publication séparée du décompte dans les recensements - à 1 130 000 le nombre des étrangers vivant en France en 1891, et à 1 037 000 en 1901, soit respectivement 2,5 et 2,6 % de la population totale. C'est dire que, paradoxalement, la xénophobie monte dans une période d'eaux étrangères étiées ou plus basses. C'est donc bien une lisibilité nouvelle de l'Autre, sa concentration géographique, sa concurrence sur des lieux névralgiques de l'activité économique qui portent à le surveiller plus étroitement ou à le rejeter. La République se fait plus tatillonne : une loi votée le 8 août 1893, une semaine avant les événements d'Aigues-Mortes, impose aux étrangers une stricte déclaration de résidence à la mairie, dans les quinze jours qui suivent l'arrivée, et la possession d'une pièce d'identité ; ils seront écartés du bénéfice de la loi de 1898 sur les accidents du travail, et des décrets d'août 1899 fixeront même les premiers quotas pour leur emploi dans des travaux exécutés pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales.

On encarte donc et l'on tient à l'œil les nouveaux nomades, on les prive d'un embryon de protection sociale réservé aux autochtones. Mais la France des droits de l'homme demeure pourtant vaillante que vaille une terre d'accueil, où le droit du sol l'emporte sur celui du sang. La loi de 1889 sur la naturalisation, considérée comme le premier vrai Code de la nationalité, concède sans doute aux partisans de la « race » et de l'« hérédité » que les nouveaux Français ne seront pas éligibles pendant dix ans, mais elle ne transige pas sur le jus soli. Un signe encourage ceux qui n'enten-

12. Les « Christos » d'Aigues-Mortes

main-d'œuvre nombreuse et dure à la peine : un bon millier de manœuvres au bas mot, recrutés en hâte par les chefs d'équipe qui maugnonnent dans la foule de journaliers du cru, de vagabonds douteux et de migrants saisonniers descendus des Cévennes ou du Vivarais, assemblée chaque année pour le « coup de feu » du sel.

Parmi eux, beaucoup d'étrangers et surtout des « Christos », ces faux chrétiens, ces Italiens au poil dur, venus directement de leur Péninsule ou transitant par Marseille avec armes et bagages. Tous, s'ils sont vaillants et triment seize heures par jour sans gémir avant de regagner leurs paillottes minables, peuvent se faire pendant quelques semaines jusqu'à douze francs par jour, presque deux fois le salaire d'un ouvrier moyen. A ce jeu-là, la Compagnie, on l'imagine, a depuis longtemps laissé mettre féroce en compétition les indigènes et les moricauds transalpins. Pour survivre et aider la famille, pour mieux s'ôter le pain de la bouche, les uns et les autres s'épient et se haïssent, prêts à tout, et tous aussi querelleurs.

Le 16 août 1893, ces malheureux ont épousé le lot habituel des rixes après boire, des incidents de chantier entre métiers voisins et des sorties de bal tumultueuses quand les filles du pays ont été serrées de trop près par les « envahisseurs ». Au sein de la Fangouse, dans les équipes mixtes, les « bricoles », on en vient aux mains dès le matin entre Français et Italiens, pour d'obscures affaires de brouettes mal chargées ou de chemises lavées en cachette dans le seul baquet d'eau potable. Mais juste après le déjeuner, pendant l'heure de la sieste, on sort de la routine. Une cinquantaine d'Italiens fondent brutalement sur une vingtaine de Français et les tabassent à coups de manches de pelles et de bouteilles, tout en brandissant des couteaux. Les Français rescapés de l'échauffourée s'enfuient jusqu'à Aigues-Mortes, traînant leurs cinq blessés, qu'ils vont confier à un médecin.

La ville était alors pleine, dira le procureur de Nîmes, d'un ramassis de vagabonds et de gens sans aveu qui n'avaient pas trouvé d'embauche aux salins et qui attendaient là de tenter leur chance pour les prochaines vendanges. La rumeur galope parmi eux, puis gagne toute la population sédentaire mâle : les « Christos » ont tué trois Français, des

blessés leur ont été abandonnés. Dans la soirée, une foule armée de fourches et de pioches parcourt la cité et y débusque une cinquantaine d'Italiens qui réussissent à se barricader dans une boulangerie ou dans la prison, sous la frêle protection de quelques gendarmes et douaniers.

Dans la nuit, le juge de paix et le gendarmier demandent des renforts au préfet, tandis que le maire, de cœur avec les émeutiers, reste coi. Au matin du 17, le feu reprend quand les forces de l'ordre acheminent les Italiens assiégés vers la gare pour les évacuer en urgence. Vociférations, jets de pierres, *Marseillaise*, drapeaux rouges et tricolores mêlés, la foule gronde et n'écoute guère le préfet du Gard, débarqué en catastrophe pour prêcher le calme. Tant et si bien qu'une troupe de trois cents excités prend la route de la Fangouse, y débusque quatre-vingts Italiens dans leurs baraques, les pandores les sauvent in extremis et les acheminent vers la ville.

Alors survient le drame. En chemin, gendarmes et Italiens groupés, suivis par la foule des premiers agresseurs toujours vociférants, se heurtent à une nouvelle colonne de cinq cents ou six cents hommes passablement avinés qui viennent d'Aigues-Mortes à leur rencontre, armés cette fois de matraques et de fusils. Bousculés, pris en tenaille, les Italiens ne peuvent plus être protégés à l'entrée de la ville : molestés, piétinés, frappés à terre, certains couverts jusqu'au bout par des gendarmes héroïques qui font rempart de leur corps, pris dans la mêlée devenue générale, ils se réfugient dans la tour de Constance ou dans les fortifications de la ville, mais on a déjà relevé parmi eux six morts et une quarantaine de blessés graves.

DANS la soirée, la foule en abat un septième, tandis qu'aux environs on chasse l'Italien à la lanterne à travers les marais. Seule l'arrivée depuis Nîmes de deux compagnies d'infanterie et d'un contingent d'artilleurs à cheval apaise enfin le tumulte. Dans la ville occupée militairement, la police inculpera le lendemain trente-neuf personnes, dont trente-huit Français, pendant que tous les ouvriers italiens de la région font leurs bagages, embarquent leurs familles et gagnent péniblement Marseille à pied : leurs

convois familiaux et transis émeuvent les premiers journalistes parisiens venus suivre la « collision » d'Aigues-Mortes, tandis que la presse régionale ne dissimule guère son soulagement.

Alerté par son consulat de Marseille, le gouvernement italien réagit vivement. A Rome, des foules vengeresses assaillent le palais Farnèse aux cris de « Vive Sedan ! », des incidents francophobes éclatent de Turin à Messine, une campagne de presse d'une rare violence se déchaîne dans toute la Péninsule. L'Italie lorgnant encore avec application du côté de Vienne et de Berlin, la France tenant en lisère le gouvernement de Crispi, les opinions publiques de part et d'autre des Alpes, échauffées dans leurs nationalismes respectifs, n'étaient pas disposées à laisser passer pareilles offenses et avaient toute latitude pour tenter l'escalade. C'est ainsi que la tuerie d'Aigues-Mortes fut à deux doigts d'ouvrir un conflit européen. Et, l'année suivante, l'assassinat de Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio fera encore rebondir la haine.

Environ trois cent mille « Ritals » vivent alors en France. Les trois quarts d'entre eux campent au plus près des frontières du Sud-Est, du Var à l'Hérault, de Nice à Lyon, et tout particulièrement sur le gisement d'emplois de la région marseillaise, où ils sont près de 100 000. Seule l'agglomération parisiennne en a finé beaucoup très loin de leurs bases de départ. Cette très forte concentration géographique a sans aucun doute été à l'origine de la xénophobie dont ils sont victimes, les communautés locales traduisant en hostilité teintée de racisme la compétition économique dont elles croient être frappées depuis l'arrivée des immigrés.

Il est vrai, ces Italiens acceptent des salaires bas, des logements de misère, disent d'un quignon rassis et d'oignons crus, raillent toutes les basses besognes déqualifiées dont les Français ne veulent plus. A Paris, par exemple, la moitié des égoutiers et des balayeurs est transalpine, et un conseiller municipal a crûment avoué : « Il y a peu de Français qui se présentent pour les travaux pénibles de balayage. Si vous ne voulez pas d'étrangers, vous n'avez qu'une chose à faire : vous ne pouvez pas recruter de Français. » Les patrons les emploient volontiers, ces braves brutes affamées qui brisent les grèves et s'épuisent sans rechigner. Ils ne les paient pas nécessairement au rabais, mais le bruit court, ravageur : les

« Macaronis » nous ôtent le pain de la bouche en envahissant les chantiers, les mines, les industries chimiques, les défrichements et autres travaux ruraux ou forestiers.

La rivalité économique est redoublée vers 1893 par la tension entre la France et l'Italie. Mais aussi par le traditionnel affrontement entre nomades et sédentaires dans tous les lieux touchés par une immigration massive, dont les migrants saisonniers français eux-mêmes avaient eu tant à souffrir au début du siècle. La presse s'empile de sombres descriptions de l'invasion. Et c'est sous ce titre que Louis Bertrand décrit Marseille menacée de décadence irrémédiable sous la poussée des envahisseurs : « On voyait passer des individus à chevalures hirsutes qui parlaient un langage barbare : Siciliens ou Catalans, maîtres bandits aux prunelles luisantes, enragés de misère et de fanatisme. [...] Le flot sans cesse grossissant de l'invasion italienne augmentait dans des proportions alarmantes le nombre des meurtres de faim. »

Sur de telles prémisses, toute prolifération des stéréotypes terrifiants est dès lors permise : sales, loqueteux, jouant tout à tour du couteau et de l'accordéon, vérolés, brutaux, voleurs en puissance, les Italiens cumulent tous les vices, souillent et gangrèment impunément le corps robuste de la douce France. « La nation hospitalière entre toutes, note la *Patrie* le 3 août 1896, est devenue enragée à l'égard d'une race limotrophe que ravage la misère. Est-ce jalousie des autochtones pour des envahisseurs qui avilissent la main-d'œuvre ? [...] Il y a de cela. Mais il y a surtout le sentiment qu'on se trouve devant des éléments dangereux, en même temps que bourrés de vanité, d'ambitions et de vantardise. »

Cette hostilité touche aussi prioritairement les Italiens, parce qu'ils constituent la vague d'immigration la plus massive et la plus récente, la nouvelle crue qui n'a pas encore déposé son limon fertile. Depuis les années 1880, les musiciens, les cochers, les chapeliers, les tailleurs, les fumistes ou les figaros « ritals » auxquels on s'était habitué sont relayés par une masse de terrassiers, de journaliers, de carriers, de mineurs ou de manœuvres qui peuplent les zones industrielles dynamiques, s'amalgamant

dent pas céder aux cris d'exclusion : ces étrangers font souche ; dès 1888, le nombre des mariages mixtes augmente, et une nette majorité de fils de naturalisés extrêmes : les racistes s'activent, les plumitifs de l'antisémitisme brossent déjà le tableau apocalyptique d'une France livrée aux méteques et aux juifs. Mais il serait faux de croire que l'esprit de 1789 aurait été lui aussi assassiné là-bas, au cruel soleil de Camargue.

Prochain épisode
Un Cézanne
pour 75 francs

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

► Mardi 31 juillet : Les « Christos » d'Aigues-Mortes.
► Mercredi 1^{er} août : Un Cézanne pour 75 francs.

Pour en savoir plus

► « Étrangers, immigrés, Français », Vingtième siècle. Revue d'histoire, n° 7, juillet-septembre 1985.
► La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France, Yves Lacroix dir., Larousse, 1988.
► L'Expansion marseillaise et l'invasion italienne (1830-1918), de René Lopez et Emile Téminis, Edisud, 1990.
► « Le racisme anti-italien en France. La tuerie d'Aigues-Mortes » (1893), de Pierre Milza, L'Histoire, n° 10, mars 1979.
► Français et Italiens à la fin du XIX^e siècle, de Pierre Milza, 2 vol., Ecole française de Rome, 1981.
► Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles), de Gérard Noiriel, Le Seuil, 1988.

سازمان چاپ

ÉTRANGER

LIBÉRIA : règlements de comptes entre ethnies

Plus de six cents civils réfugiés dans une église de Monrovia ont été massacrés

Plus de 600 civils réfugiés dans une église de Monrovia ont été massacrés par des soldats fidèles au président Samuel Doe, ont rapporté, lundi 30 juillet, des témoins. Selon des survivants, une trentaine de soldats ont fait irruption, dimanche soir, dans l'église luthérienne de Saint-Peter, à 5 kilomètres du centre de la capitale, où se massaient environ deux mille réfugiés et ont massacré hommes, femmes et enfants.

Les soldats ont envahi le rez-de-chaussée en tirant à l'arme automatique, puis sont montés au premier étage et ont massacré des réfugiés dans leur sommeil. Des survivants ont raconté qu'ils tuaient les hommes à coups de couteau et les femmes et les enfants à la mitrailleuse. Les assaillants ont ordonné à des femmes qui tentaient de prendre la fuite avec leurs enfants de ne plus bouger et ont alors tiré sur elles.

« Nous pensions qu'ils étaient venus pour nous interroger. Mais ils ont commencé à tuer et tout le monde s'est mis à crier et à tenter de se cacher », raconte un homme qui s'est dissimulé sous le toit de l'église pour échapper à la tuerie. Les soldats appartenaient à l'ethnie krahn, celle du président Doe. Les réfugiés étaient membres des ethnies ghio et mano qui se sont ralliées au Front national patriotique du Libéria (NPFL).

L'église était l'un des six centres de réfugiés mis en place par le Comité international de la Croix-

Rouge (CICR). Tout le sol de l'église était couvert de sang et des corps étaient entassés derrière les bancs sous lesquels les réfugiés avaient tenté de se mettre à l'abri. Les cadavres de deux garçons de sept et huit ans étaient étalés sur l'autel. Une femme gisait sur le sol avec son enfant toujours attaché dans son dos par un pignone. Le crucifix de l'église avait été jeté au sol.

Les soldats gouvernementaux avaient enlevé, mercredi dernier, environ soixante-dix malades de l'hôpital John-Kennedy et en avaient sommairement exécuté une trentaine, selon Médecins sans frontières-Belgique. Les autres patients enlevés ce jour-là ont été libérés mais les militaires sont revenus vendredi et les médecins belges qui s'occupent de cet établissement ont eu beaucoup de mal à les dissuader d'enlever d'autres malades ou blessés.

Pas d'intervention américaine

Un porte-parole du président Doe a rejeté la responsabilité du massacre, affirmant, dans un appel à la BBC, qu'il avait été commis par des rebelles portant des uniformes des troupes gouvernementales. Pour sa part, M. Stephen Hart, l'un des responsables du service de presse de la Maison Blanche, a condamné ces tueries, qualifiées par lui d'« acte de terreur insensée » qu'il a attribué aux forces loyalistes. « Nous appelons de nouveau toutes les parties au conflit à se retenir d'infirmer des violences à des hommes, des femmes et des enfants innocents et sans défense », a-t-il déclaré.

M. Hart a, cependant, jugé que, « actuellement, il ne serait pas sage » pour Washington d'envoyer des troupes sur place. Prince Johnson, le chef rebelle dissident, a indiqué qu'il avait demandé, jeudi, à l'ambassade des États-Unis d'envoyer les deux mille « marines » qui se trouvent au large des côtes libériennes pour rétablir l'ordre. « On m'a répondu, à-t-il raconté, que notre guerre civile était une affaire intérieure, comme si les États-Unis n'étaient jamais intervenus dans les affaires d'autres peuples comme à la Grenade, aux Philippines ou à Panama ».

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a dit « (son) horreur et (sa) consternation ». Un de ses porte-parole a souligné que « tout au long de la crise du Libéria, il a appelé à la protection de la population civile et souhaite, une fois encore, renouveler cet appel ». Quant au CICR, il a demandé, lundi, « à toutes les parties au conflit de respecter l'intégrité physique et morale de la population », indiquant qu'il se trouvait dans l'incapacité de remplir sa mission à Monrovia.

Des soldats loyalistes ont apparemment forcé des rebelles du Front national patriotique du Libéria à quitter, lundi, des positions qu'ils tenaient à Paynesville, à 9 kilomètres du centre de Monrovia. Les combats faisaient rage depuis la veille autour d'une station de radio gouvernementale qui s'écroula depuis plusieurs semaines. Par ailleurs, les maquisards de Charles Taylor, équipés de mitrailleuses lourdes et de canons sans recul B-10, avaient réussi à s'approcher, dimanche, à moins de 3 kilomètres

de la résidence du président Doe, où il vit retranché sous la garde de quelques centaines de fidèles. Un groupe dissident du NPFL a attaqué Monrovia par le nord-ouest, sous la conduite de Prince Johnson. Il compterait de 500 à 1 000 hommes et aurait récemment bénéficié de l'appui de 400 maquisards ayant choisi de fausser compagnie à Charles Taylor.

« Je veux des élections justes »

M. Taylor a indiqué qu'il pensait pouvoir s'entendre avec Prince Johnson alors que, jusqu'à présent, il menaçait de le passer par les armes et ses troupes chassaient à la capture. Mais celui-ci a déclaré que ses forces étaient sur le point de se saisir du président Doe et en mesure d'empêcher son ancien compagnon d'armes de devenir chef de l'Etat. « Je rencontrerai Taylor après le renversement de Doe. Je ne veux pas le pouvoir, je veux des élections justes. Taylor, lui, manipulerait les élections », a déclaré le chef dissident.

On estime, dans les milieux diplomatiques, que Prince Johnson ne commande qu'à quelques centaines d'hommes alors que Charles Taylor aurait sous ses ordres quelque 15 000 combattants. Mais, les forces du premier sont plus proches du centre de Monrovia que celles du second qui, prenant les devants, s'est déjà proclamé chef d'un nouveau gouvernement et a promis des élections libres dans les six mois. — (AFP, Reuters, AP)

KENYA : après les émeutes anti-gouvernementales

Le président Moi refuse de s'engager sur la voie du multipartisme

Malgré un calme apparent, la situation reste incertaine après les graves troubles qui ont fait, début juillet, vingt-deux morts et plus de soixante blessés. Le régime du président Daniel Arap Moi, un moment débordé, semble vouloir calmer le jeu mais n'a encore rien décidé pour remédier au mécontentement populaire. M. Herman Cohen, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, doit s'entretenir, en fin de semaine, avec les dirigeants kenyans de la situation des droits de l'homme dans le pays, a indiqué, lundi 30 juillet, un porte-parole de l'ambassade des États-Unis.

NAIROBI

Correspondance

« Un seul peuple, un seul gouvernement, un seul parti » : le credo du président Moi n'a pas changé d'un iota trois semaines après les émeutes anti-gouvernementales. Rien ne permet d'affirmer que le chef de l'Etat s'apprête à amorcer un dialogue avec l'opposition et encore moins à autoriser le multipartisme. Après l'arrestation, le 5 juillet, de MM. Kenneth Matiba et Charles Rubia, deux anciens ministres qui s'étaient publiquement prononcés pour le multipartisme, et les émeutes qui ont suivi, les cadres du régime ont multiplié les déclarations incendiaires contre les opposants, dénonçant ici un « complot contre l'Etat », là un « cabinet fantôme » prêt à prendre le pouvoir.

C'est la première fois, en douze ans de pouvoir, que le président Moi est confronté à une contestation populaire d'une telle ampleur. Les interventions publiques des partisans du changement ont trouvé un écho dans la population touchée, par la crise économique. Aux exigences politiques des intellectuels et des étudiants s'est ajoutée l'exaspération des plus démunis, dont le clergé kenyan s'est fait le porte-parole.

Zizanie ethniques

Tous les dimanches, les églises résonnent de sermons dénonçant, entre deux versets bibliques, les inégalités, la corruption, le tribalisme. Les plus modérés, des évêques lancent un appel au dialogue ; les plus engagés, forts d'une certaine immunité épiscopale, réclament le multipartisme et de nouvelles élections. Les ecclésiastiques, en général, refusent de réduire le malaise actuel à un simple problème ethnique.

Pourtant, depuis l'indépendance, les rivalités tribales jouent un rôle

essentiel dans la politique kenyane, en l'absence d'un sentiment national que le « père de la nation », Jomo Kenyatta, d'ethnie kikuyu (l'ethnie la plus importante), n'a pas su faire émerger. Son successeur, M. Moi, n'a fait qu'accroître ce phénomène, surtout après la tentative de coup d'Etat d'août 1982, en réservant nombre de postes-clés à ses proches, membres de l'ethnie très minoritaire des Kalenjins.

On prête, aujourd'hui, aux Kikuyus, progressivement évincés du pouvoir, l'intention de reconquérir le terrain perdu, en s'alliant notamment aux Luos, la seconde tribu en importance. Mais ces derniers hésitent, craignant de retomber sous la coupe des Kikuyus. Beaucoup de Luos se disent persuadés, pourtant, que l'assassinat de l'ancien ministre (Ivo) des affaires étrangères, M. Robert Ouko, le 16 février, a été commandité par des membres du gouvernement.

Mais, en public, le débat est centré, en ce moment, sur la question du parti unique, qui représente pour M. Moi, la meilleure garantie de l'unité, de la stabilité et de la prospérité du pays : il le répète inlassablement, surtout en cette période trouble. La semaine dernière, le plus influent des opposants, M. Oginga Odinga, ancien vice-président (Ivo) de la République, a adressé au président une lettre ouverte que la presse, pourtant assez libre, n'a pas osé reproduire. Dans une analyse exhaustive de la crise actuelle, il affirmait que la « séparation des pouvoirs n'était plus respectée » et que le régime avait dévoyé les institutions.

Que va décider le chef de l'Etat face à cette opposition qui se sent soutenue à l'étranger ? Les États-Unis et les pays scandinaves ont menacé de geler leur aide si le gouvernement s'obstinait à réprimer les opposants. La CEE, quant à elle, a simplement « fait part de sa préoccupation » à propos des détonations politiques.

Refusant avec entêtement le multipartisme, le président semble maintenant privilégier une ouverture au sein de la KANU, le parti unique au pouvoir, qui, depuis plusieurs années, exclut tous ceux qui se risquent à des critiques. Un comité spécial a commencé à recueillir les doléances des citoyens et ce sera peut-être l'occasion pour M. Moi de réformer le parti en douceur, sans paraître céder aux exigences des dissidents. Mais quelles réformes pourrait proposer ce comité lorsque l'on sait que plusieurs de ses membres se sont fait remarquer récemment par une farouche opposition au changement ?

JEAN HÉLÈNE

Pagaille dans les rangs du Front national patriotique

« Je ne veux pas de pousse-avec-moi, fiche le camp ! » : le commandant Gorgbah Junior tente, en gesticulant, de rassembler quelques hommes pour former une unité du Front national patriotique du Libéria (NPFL) et monter au combat dans les faubourgs de Monrovia. En hurlant, il fait sortir du groupe un jeune garçon. Le fracas d'armes automatiques éclate à proximité. Le commandant Junior, trente-deux ans, tente de sélectionner les éléments sûrs dans une troupe d'environ soixante-dix jeunes hommes. Un des recrues s'éloigne, pédalant sur une bicyclette d'enfant. Il est vêtu d'une robe de fille, fusil-mitrailleur AK47 en bandoulière. Il avoue treize ans mais paraît plus jeune.

« Où partez-vous ? »

Dans la rue, tous les magasins, comme d'habitude tous les bâtiments semblent contenir quelque chose, ont été mis à sac. La chaussée est jonchée de briques, de bouteilles, de verre brisé, de balles et de chargeurs. Partout, des carcasses de véhi-

cules de toute sorte, abandonnés, accidentés ou détruits dans les combats.

Deux camions de rebelles armés arrivent, précédés par leurs appels de phares en guise de code. Samuel Lartoe, un autre commandant d'un rang plus élevé, saute à terre. Le fusil en l'air, il s'élance à la poursuite d'un groupe qui s'éloigne rapidement dans la direction opposée. « Où partez-vous ? », hurle-t-il. « Venez ici, maintenant, ici... ! » Il arrache son arme à l'un des fuyards et tente d'en ramener un autre avec lui. Ne cessant de brailler en direction des déserteurs il tire une rafale en l'air. Finalement, environ vingt-cinq hommes reviennent et s'alignent sans bien que mal.

Le commandant Lartoe s'empare de chacune de leurs armes. Pour la deuxième fois en quarante-huit heures (le Monde du 31 juillet), la Chambre des députés a renouvelé sa confiance, lundi 30 juillet, à une très large majorité, au gouvernement de M. Giulio Andreotti à propos d'un projet de loi portant sur la limitation de la publicité à la télévision. Ce vote, public, a été obtenu par 358 « oui », 34 « non » et 3 abstentions. — (AFP)

Les soldats de l'armée régulière sont visibles, à quelques encablures, mais hors de portée de tir.

Trois unités de combattants du NPFL, d'environ vingt hommes chacune, font mouvement, tentant d'encercler les soldats fidèles au président Samuel Doe. Certains déclenchent un feu nourri, l'avant-garde. Une tactique désormais classique chez les rebelles. Les troupes gouvernementales semblent en revanche mieux entraînées. Les tirs sont plus précis et dirigés sur des cibles bien définies.

Les conquêtes territoriales se font plus au gré des reculs de l'adversaire, quand les munitions manquent, plutôt qu'à l'issue de combats meurtriers. Les rebelles, eux, se replient là où ils peuvent recharger leurs armes et repartir à l'assaut. A moins qu'ils ne choisissent de rester dans un endroit sûr avant d'en être chassés par un officier en colère. — (AFP)

ALGERIE : après l'annonce de prochaines élections

Le FIS se dit prêt à gouverner avec les autres partis

Le président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, s'est déclaré, lundi 30 juillet, prêt à gouverner avec le FLN ou les mouvements d'opposition démocratiques si le FIS n'obtient pas la majorité absolue lors des élections législatives anticipées prévues pour le début de 1991 (le Monde du 31 juillet). Interrogé sur Antenne 2, M. Madani a affirmé : « Nous sommes prêts à collaborer avec quiconque est animé de bonne foi et avec tous les partis honnêtes qui recherchent l'intérêt du pays et du peuple ».

Le leader du FIS a par ailleurs indiqué que son parti avait « établi des contacts » avec le FLN avant la décision prise par le président Chadli Bendjedid de convoquer des élections anticipées, mais s'est refusé à parler de « négociations ». Ce terme, a-t-il précisé, « n'est pas vraiment adéquat car la relation entre le FLN et le FIS n'est pas une relation d'hostilité, ni d'animosité, ni de querelles ».

D'autre part, l'Assemblée populaire nationale a adopté, lundi 30 juillet, deux projets de loi, le premier portant amnistie des crimes et délits à caractère politique, antérieurs à la Constitution du 23 février 1989. L'équivoque est ainsi levée sur le libre retour de l'ancien président Ahmed Ben Bella qui, selon le procureur général du tribunal d'Alger, était susceptible d'être poursuivi pour des actes qui auraient été commis en Algérie, en son nom ou au nom de son parti, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA).

La loi d'amnistie met en outre un terme à l'affaire Bouyali, du nom du chef islamiste activiste, tué par les forces de l'ordre en janvier 1987, dans les maquis de l'Algérie après une chasse à l'homme de deux ans. La loi porte aussi la période des émeutes sanglantes d'octobre 1988 et les victimes de la répression auront toute latitude pour demander réparation des dommages corporels subis à l'occasion des « opérations de rétablissement de l'autorité de l'Etat ». — (AFP)

EN BREF

■ CANADA : Elections anticipées en Ontario, le 6 septembre. — M. David Peterson, premier ministre de l'Ontario, a annoncé lundi 30 juillet des élections anticipées pour le 6 septembre, soit deux ans avant la fin de son mandat de cinq ans. M. Peterson, chef du Parti libéral dans la province la plus grande et la plus riche du Canada, semble avoir pris cette décision pour éviter d'affronter l'élection l'an prochain, au moment où entrera en vigueur une taxe nationale de 7 % sur les biens et les services. — (Reuters)

■ CAP-VERT : M. Pedro Pires élu secrétaire général du PAICV. — Le premier ministre capverdien, le commandant Pedro Pires, a été élu, samedi 28 juillet, secrétaire général du Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) par le 4^e congrès extraordinaire de ce parti. M. Pires, qui était le secrétaire général adjoint du PAICV depuis sa création en 1981,

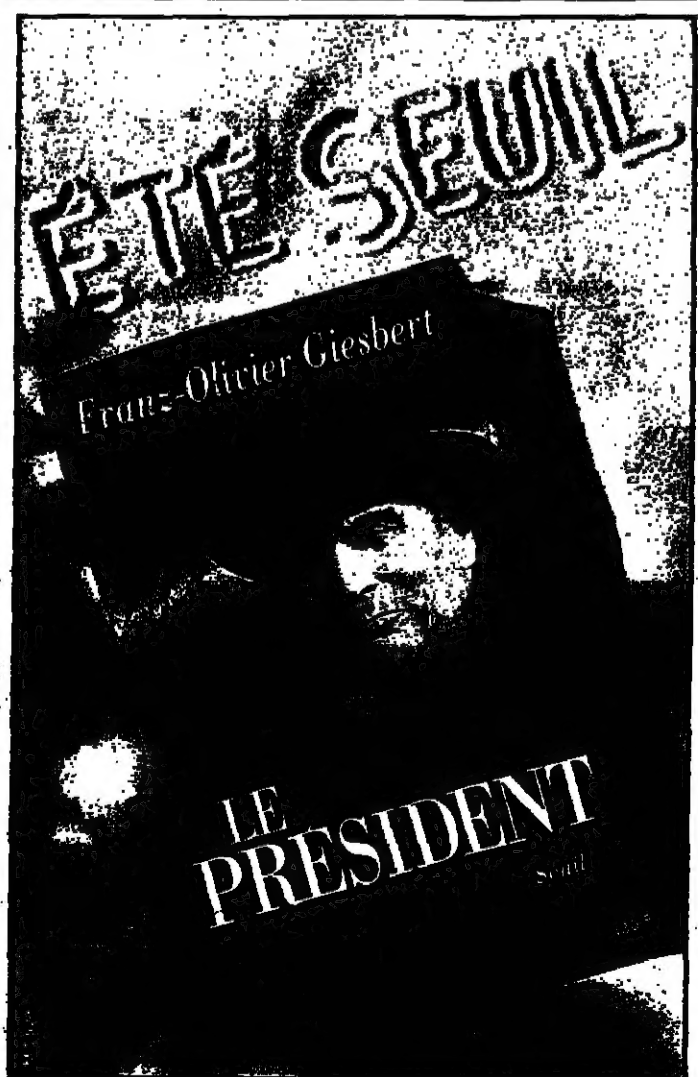
remplace le président Aristides Pereira, qui a décidé d'abandonner ses fonctions de secrétaire général en prévision de l'instauration prochaine du multipartisme au Cap-Vert. — (AFP)

■ ITALIE : nouveau vote de confiance pour le gouvernement. — Pour la deuxième fois en quarante-huit heures (le Monde du 31 juillet), la Chambre des députés a renouvelé sa confiance, lundi 30 juillet, à une très large majorité, au gouvernement de M. Giulio Andreotti à propos d'un projet de loi portant sur la limitation de la publicité à la télévision. Ce vote, public, a été obtenu par 358 « oui », 34 « non » et 3 abstentions. — (AFP)

HAÏTI : deux personnes, dont un sous-officier, tuées à Port-au-Prince. — Deux personnes, dont un sous-officier de l'armée haïtienne, ont été abattues lundi après-midi 30 juillet, en plein centre de Port-au-Prince, par des inconnus qui

circulaient en automobile. Ces assassinats font suite à l'attentat à la grenade perpétré dans la nuit de samedi à dimanche, près de Hinche, à 130 kilomètres au nord-est de la capitale, et qui a fait trois morts et un blessé grave. — (AFP)

■ ZAMBIE : libération des auteurs d'une tentative de coup d'Etat. — Cinq personnes condamnées à des peines de prison à vie pour avoir tenté de renverser le gouvernement en 1980 ont été libérées, lundi 30 juillet, par le président Kenneth Kaunda. Le chef de l'Etat avait déclaré le 25 juillet qu'il gracierait tous les auteurs de coup d'Etat afin de se réconcilier avec eux et d'aider à l'instauration de la paix dans le pays. Il avait indiqué qu'il pardonnait également au lieutenant Mwanbe Luchembe, arrêté après la tentative de coup d'Etat du 30 juin dernier, ainsi qu'à quatre autres militaires impliqués dans une autre tentative de coup d'Etat en 1987. — (AFP)



مكتبة الأمل

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'assassinat de Ian Gow, député conservateur

L'ensemble de la classe politique britannique a rendu hommage à la mémoire de Ian Gow, député à la chambre des Communes et président de la sous-commission des affaires irlandaises du groupe parlementaire conservateur, victime, lundi 30 juillet, d'un attentat à son domicile (le Monde du 31 juillet) et a appelé à continuer la lutte contre le terrorisme. « Il aurait été le premier, a notamment déclaré Mme Margaret Thatcher, à dire qu'il ne faut jamais permettre aux terroristes de triompher, si barbares que soient leurs méthodes ».

Un confident de Mme Thatcher et un farouche adversaire de l'IRA

Ian Gow, cinquante-trois ans, tué lundi 30 juillet, à Londres, par l'explosion d'une bombe était un adversaire déclaré de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Réputé pour son franc-parler, il n'avait jamais mâché ses mots pour condamner les attentats terroristes en Irlande du Nord et en Grande-Bretagne.

Président de la Commission des députés conservateurs pour l'Irlande du Nord, il passait pour un des confidents privilégiés de Mme Margaret Thatcher, qu'il voyait « tous les jours ». Passionné de politique — il aimait réciter les discours de Winston Churchill et du général de Gaulle — il avait été nommé secrétaire parlementaire privé de Mme Thatcher lorsqu'elle accéda au poste de premier ministre en 1979. Il conserva ce poste jusqu'en juin 1983, avant de devenir secrétaire d'Etat au logement, puis secrétaire d'Etat au Trésor. Très influent parmi les députés conservateurs, il avait

notamment tenté d'introduire un projet de loi à la Chambre des Communes prévoyant d'interdire la remise des peines pour les terroristes.

En novembre 1985, il avait démissionné du poste de secrétaire d'Etat au Trésor afin de protester contre la signature de l'accord anglo-irlandais, accordant à Dublin un certain droit de regard sur les affaires de l'Ulster.

Farouche avocat de la cause unioniste, il refusait l'intervention d'un « pouvoir étranger » dans l'administration interne de la province. Il dénonçait régulièrement le refus, systématiquement selon lui, du gouvernement irlandais d'extraire les terroristes présumés de l'IRA vers la Grande-Bretagne.

Marié et père de deux garçons, il était député d'Eastbourne, une station balnéaire de la côte sud-est de l'Angleterre, depuis février 1974. — (AFP)

Les principaux attentats de l'IRA en Angleterre

Voici la liste des principaux attentats commis par l'IRA en Grande-Bretagne (c'est-à-dire hors d'Irlande du Nord) au cours des vingt dernières années :

- 1972**
- Février : sept morts dans l'explosion d'une voiture piégée à Aldershot, près de Londres.
- 1974**
- Février : douze morts dans un autocar transportant des militaires et leurs familles, sur une route du Yorkshire.
 - 7 juin : bombe à la chambre des Communes (11 blessés).
 - Octobre-novembre : série d'attentats dans des pubs, à Guildford, Woolwich et Birmingham (28 morts, 180 blessés).
- 1979**
- 30 mars : le député conservateur Airey Neave, ami personnel de Mme Thatcher, est tué par l'explosion de sa voiture.

— 27 août : lord Mounbatten est tué, avec les personnes qui l'accompagnaient, par une bombe posée dans son bateau au large des côtes irlandaises. Dix-huit soldats britanniques sont tués par une autre explosion.

1982

- 20 juillet : onze morts et cinquante et un blessés dans deux attentats à Hyde Park et Regent Park à Londres.

1983

- 17 décembre : l'explosion d'une voiture piégée devant le grand magasin Harrods à Londres fait six morts et quatre-vingt-dix blessés.

1984

- 12 octobre : l'explosion d'une bombe dans un hôtel de Brighton, où se déroulait le congrès du Parti conservateur, fait deux morts, dont le ministre du commerce et de l'industrie, M. Norman Tebbit et

vingt-cinq blessés. Mme Thatcher échappa à cet attentat qui était dirigé contre elle.

1988

- 1^{er} août : un mort et neuf blessés par une explosion dans une caserne de l'armée britannique à Mill Hill, dans le nord-ouest de Londres.

1989

- 22 septembre : dix morts et vingt-deux blessés dans l'attentat à la bombe qui a dévasté l'école de la famille des Royal Marines à Deal, dans le Kent.
- 9 juin : dix-sept civils blessés par une explosion au cours d'une fête dans un bâtiment militaire de la City de Londres.

1990

- 20 juillet : l'explosion d'une bombe à la Bourse de Londres provoque d'importants dégâts sans faire de victimes.

ITALIE : polémique autour d'une ex-reine

Marie-José de Savoie réclame une pension à la République

Elle s'appelle Marie-José de Savoie, elle fut reine d'un jour — de trente-huit jours exactement — aux alentours de mai 1946 en Italie. Quatre-vingts ans bien sonnés aujourd'hui, une jolie résidence en Suisse et... un solide appétit. La République italienne, qui se voit réclamer par la vieille dame la coquette somme de 1 milliard de lires, en sait désormais quelque chose.

ROME

de notre correspondant

C'est simple, expliquent les avocats, notre cliente est la veuve d'un officier supérieur de l'armée et, à ce titre, elle a droit à une pension qui ne lui a jamais été versée. Avec les arriérés et les intérêts qui continuent de courir, cela fait dans les... 1 milliard de lires (4 millions et demi de francs), le ministère a calculé. Inutile de dire que l'Italie républicaine trouve la note un peu salée et que la polémique fait rage. « C'est immoral et scandaleux », rétorque d'une seule voix le monde politique. « Nous ne paierons pas l'ancienne reine, nous ne paierons pas les armées, sauf si la justice nous l'ordonne ». « D'ailleurs, affirme pour sa part M. Giorgio Spini, un historien socialiste, son mari, le général Umberto, n'avait droit à rien. Il aurait même dû être fusillé pour une trahison commise en France en 1943 et qui coûta de nombreuses vies. »

« Le petit roi de mai », était le dauphin de Victor-Emmanuel III, le monarque « Nansu » qui, selon M. Spini, « évita les infamies du fascisme » et tenta, mais un peu tard (1946), de sauver la couronne italienne en abdiquant en faveur de son fils. Comme il s'agissait d'un prince, ce dernier fit une vertigineuse carrière dans les armées : Ecole militaire à quatorze ans, général à trente.

Au début de la guerre, le futur petit roi était chef de l'armée italienne d'occupation en France. Ses faits d'armes ne sont pas tous honorables, mais là n'est pas la question. La vieille reine qui fut, sinon la compagne — puisqu'ils ne vivaient plus ensemble depuis dix à quinze ans — du moins l'épouse du prince-soldat jusqu'à sa mort il y a quelques années en France, la vieille dame, donc, a besoin d'argent.

Un royal pragmatisme

« Ce ne peut être que pour ses œuvres, murmure-t-on effaré dans les milieux monarchistes. Sa majesté ne s'abaîsserait pas à paraître demander pour elle-même. » D'ailleurs, même son fils le prince héritier, Victor-Emmanuel, retiré lui aussi dans les affaires en Helvétie, n'y croit pas. « Mon père lui-même, affirme-t-il, aurait déploré pareille réclamation. Si elle est vraie, et malgré tout le respect dû à la reine mère, ma famille et moi nous nous en dissocions fermement. »

Révolution dans un palais invisible ? Il y a beau temps déjà que l'irascible Marie-José n'entre-tient plus que des relations épistolaires avec son prétendant de fils. Reste que celui-ci attend depuis quatre décennies l'autorisation de pouvoir rentrer dans son ancien royaume et que la démarche saugrenue de sa vieille maman tombe plutôt mal. « Pour notre part, a-t-elle poursuivi le prince, qui n'a jamais renoncé formellement au trône, et qui rêve d'une carrière militaire en Italie pour son jeune fils de dix-huit ans, nous nous engageons à ne jamais réclamer un sou à l'Etat italien sur les biens confisqués au roi mon père. »

C'est ce qu'on appelle un royal pragmatisme. La Constitution italienne élaborée après le référendum républicain de 1946 et la chute concomitante de la maison de Savoie, interdisent en effet « aux ex-rois, à leurs consorts et à leurs descendants mâles d'entrer et de séjourner sur le territoire national ». On parle cependant, ces derniers temps, d'abroger cette disposition, et une majorité du peuple italien, d'après les sondages, y semble favorable.

Les caprices financiers d'une vieille dame, qui croit que comme fer qu'on peut être reine et profiter des lois de la République, risquent aujourd'hui de tout faire capoter...

PATRICE CLAUDE

ROUMANIE

Nouvel appel pour la libération de Marian Munteanu

Un appel pour la libération immédiate de l'étudiant roumain Marian Munteanu, détenu depuis le 18 juin, a recueilli en France et en Roumanie quelque deux cents signatures, dont celles de quatre-vingt intellectuels roumains, et paraîtra prochainement dans la presse roumaine indépendante.

Lancé en France par le comité « Marian Munteanu » qui l'a rendu public lundi, l'appel souligne que « l'illusion » de voir « la Roumanie devenir enfin un pays libre et démocratique... » est « la vie dissipée », car « les apparitions et les nomenclatures roumaines ont certes abandonné l'idéologie du communisme mais pas ses méthodes ».

Marian Munteanu, président de la ligue des étudiants, avait été grièvement blessé le 14 juin lors de l'arrivée des mineurs à l'université de Bucarest, admis le même jour à

l'hôpital des urgences puis arrêté le 18 juin et transféré à l'hôpital du pénitencier de Jilava.

Parmi les quatre-vingt signataires vivant en Roumanie figurent les écrivains Octavian Paler, Gabriel Liiceanu et Mariana Marin, le metteur en scène Lucian Pintilie, les peintres Sorin Dumitrescu et Horia Bernea, la poétesse Ana Blandiana, le président du parti national paysan Corneliu Coposu, ainsi que Mihai Bacanu, rédacteur en chef du journal indépendant *Romania Libera* qui publiera l'appel et les quatre-vingt signatures.

En France, le texte a été signé notamment par les écrivains Eugène Ionesco, Bertrand Poirot-Delpech et Jacques Soustelle, tous trois de l'Académie française, les artistes César et Arman, le président du Parti républicain, François Léotard, les députés Charles Millon, Hervé de Charette et Alain Lamassouze (UDF), Bernard Debré, Jean-Claude Mignon

(RPR), Jean-Marie Daüllet (CDS), ainsi que l'ancien ambassadeur de Roumanie Alexandru Paleologu.

A Cluj, en Roumanie, Doina Cornes, la plus célèbre des dissidentes roumaines, a d'autre part participé lundi soir à une manifestation pour la libération de Marian Munteanu à l'appel de l'union mondiale des roumains libres. Selon des sources proches de la dissidente, interrogées par téléphone depuis Bucarest, près de 10 000 personnes ont participé à la manifestation.

A Bucarest, le procureur général de la Roumanie a annoncé lundi dans un communiqué qu'il allait « examiner » le dossier de Marian Munteanu. Dans ce texte, transmis par l'agence officielle Romspre, le procureur précise qu'il « vérifiera les preuves et l'opportunité des décisions prises par le juge d'instruction chargé du dossier » et que ses conclusions seront rendues publiques d'ici à « trois jours ».

ESPAGNE :

huit mois après l'assassinat d'un député basque de Herri Batasuna

Sept personnes liées à l'extrême droite ont été arrêtées

MADRID

de notre correspondant

Plus de huit mois après les faits, l'attentat qui avait coûté la vie à un parlementaire de la coalition basque radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, semble finalement en passe d'être éclairci. Sept personnes, liées pour la plupart à l'extrême droite, dont deux seraient les auteurs directs du crime, ont ainsi été arrêtées dans la nuit du 29 au 30 juillet à Madrid. L'attentat avait eu lieu le 20 novembre dernier, alors que les sept parlementaires de Herri Batasuna, élus un mois plus tôt, s'étaient déplacés à Madrid afin d'assister à l'inauguration de la session des Cortes. Alors qu'ils dînaient dans le restaurant de leur hôtel, dans le centre de la capitale, deux hommes firent irruption, faisant immédiatement feu sur le groupe. Un des députés, M. Josu Muguruza, était tué sur le coup, tandis qu'un autre, M. Inaki Etxebarria, était grièvement blessé.

Forte émotion à Madrid

Cet attentat avait provoqué une forte émotion à Madrid, alors que la coalition Herri Batasuna, rompant avec son attitude antérieure de boycottage, venait justement d'annoncer qu'elle était enfin disposée à participer, au moins de manière ponctuelle, aux travaux du Parlement. Tandis que Herri Batasuna mettait immédiatement en cause « l'appareil répressif de l'Etat », le ministre de l'Intérieur, lui, orientait les recherches vers les milieux d'extrême droite.

De source policière, on indique que les auteurs directs de l'attentat sont un membre de la Police nationale, M. Angel Duce (dont l'épouse, elle aussi fonctionnaire de police, a été également écrouée), ainsi qu'un jeune homme de vingt-quatre ans, M. Ricardo Saez de Ynestillas. Ce dernier est le fils d'un commandant de l'armée assassiné en juin 1986 par l'ETA. La famille Saez de Ynestillas a été impliquée à plusieurs reprises dans les activités des milieux ultras. La personnalité des détenus renforce, à première vue, la thèse officielle, selon laquelle l'attentat serait essentiellement l'œuvre d'éléments d'extrême droite incontrôlés. Herri Batasuna, à pour une fois qualifiée de « positive » l'action de la police, en ajoutant toutefois qu'elle ne devait pas servir à « cacher les responsabilités qui peuvent exister à un niveau supérieur ».

THIERRY MALINIAK

BIBLIOGRAPHIE

« J'ai vu brûler Tokyo » de Robert Guillain

La guerre au Japon

On ne peut que saluez la réédition, enrichie de photographies, de l'un des meilleurs ouvrages de Robert Guillain. Ce récit d'une page d'histoire (le Japon de 1941, année de l'attaque aérienne sur Pearl Harbor, à 1946) est aussi un témoignage direct sur l'épopée guerrière nipponne qui s'achève dans le grand éclair d'Hiroshima, dont l'auteur fut parmi les premiers à découvrir l'horreur. Robert Guillain, qui sait mêler à la finesse de l'analyse un sens exceptionnel de la description, et qui passa près de quarante ans en Asie, d'abord comme correspondant de l'agence Havas puis du Monde, précise que le Japon qu'il a décrit n'existe plus. C'est exact. Il reste que, à relire ces pages, bien des traits demeurent : un appétit de vivre, dont témoigne la truculence du Tokyo qui s'amuse au début de la guerre, ou un sens aigu de l'irréductible lorsque la défaite qui s'annonce se traduit par une farouche endurance chez la majorité, sans autre choix que de nager dans le courant et, chez les autres, par le fanatisme et l'exaltation sacrificielle des escadrons de kamikazes. Deux âmes du Japon, le récit émouvant de cette femme d'Hiroshima, rencontrée par l'auteur, étant l'expression de la plus attachante d'entre elles.

C'est finalement un pragmatisme foncier, où se mêlent le renoncement bouddhique et un sens aigu de la précarité des choses, qui prévaut lorsque, inopinément, les Japonais accueillirent leurs vainqueurs avec le sourire. MacArthur

L'impossible « printemps de Pékin »

Première anthologie de cet impossible printemps chinois qui dérape dans le sang, ce livre est un document inestimable, publié alors que la Chine commémore le premier anniversaire du massacre du 4 juin. Chen Lichuan, responsable de la presse à la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC) et spécialiste de Valéry, et Christian Thimonnier qui, du temps où il était attaché culturel à Pékin, a beaucoup fait pour promouvoir la littérature chinoise en France, ont compilé des textes exprimant les espoirs et les illusions d'une jeunesse et d'intellectuels en pleine ébullition.

On y retrouve à la fois des poèmes du dirigeant étudiant Wang Dan ou d'intellectuels aujourd'hui en prison, un tract ouvrier sur la « prise de la Bastille des années 80 », et les mises en garde sans fard lancées par M. Deng Xiaoping. Lyrique ou polémique, poétique ou idéologique, ce foisonnement de textes exprime bien l'atmosphère du « printemps de Pékin ».

P. DE B.

« L'impossible Printemps », une anthologie du « printemps de Pékin », Chen Lichuan et Christian Thimonnier, Rivages, 240 p., 95 F.

HORS SERIE
SCIENCE & ENVIRONNEMENT
SPECIAL
ENVIRONNEMENT
PRECIEUSE PLANETE
EN VENTE PARTOUT 25 F

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

سكول لادى

DIPLOMATIE

Rompues il y a vingt-neuf ans

Les relations diplomatiques entre l'URSS et l'Albanie ont été rétablies

L'Union soviétique et l'Albanie ont annoncé, lundi 30 juillet, la reprise de leurs relations diplomatiques, rompues il y a vingt-neuf ans après la crise sino-soviétique de 1961. C'est l'agence officielle Tass qui a annoncé la nouvelle, reprise au journal télévisé soviétique du soir. L'agence albanaise Telegraf a confirmé l'information.

L'accord sur le rétablissement des relations a été signé lundi au ministère des affaires étrangères albanais, à Tirana, par le vice-ministre des affaires étrangères soviétique Iouli Kvitinski et son homologue albanais Sokrat Plaka. Il prévoit la réouverture d'ambassades et a été acquis après une première série de discussions tenues les 29 et 30 juin à Sofia, en Bulgarie. La semaine dernière, le ministre soviétique des affaires étrangères rappelle que Moscou cherchait à rétablir ses relations avec Tirana, ce qui laissait présager une conclusion rapide.

Dans un style très « socialiste », Tass précise que les deux parties ont été guidées « par un désir mutuel de développer les relations d'amitié et de coopération sur la base de la souveraineté, de l'égalité et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures respectives ». L'agence albanaise ATA a de son côté cité un message du ministre soviétique des affaires étrangères Chevardnadze saluant la « nouvelle ère de coopération fructueuse » qui commence entre les deux pays. Le message est adressé au ministre des

affaires étrangères Reis Mëlle, artisan de la nouvelle ouverture de la diplomatie albanaise (le Monde du 28 juillet).

Les affrontements idéologiques entre les deux pays remontent à la période de déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev, en 1956, et à ses tentatives d'améliorer les relations de l'URSS avec la Yougoslavie du maréchal Tito.

« Révisionnistes » contre « déviationnistes »

Le numéro un albanais, Enver Hoxha, a pris le parti des Chinois au début des années 60, contre les « révisionnistes » soviétiques, alors que Moscou l'accusait de poursuivre une politique « déviationniste » de terreur stalinienne.

L'Albanie fut soumise à un blocus économique par l'URSS et ses alliés, et le 9 décembre 1961, Moscou interrompit ses relations diplomatiques avec Tirana. L'Albanie attendit 1968 pour quitter le pacte de Varsovie, après l'intervention en Tchécoslovaquie. Elle devint alors le plus solide allié de Pékin, avant de rompre avec la Chine en 1978 pour s'enfermer dans une attitude strictement indépendante des blocs, en s'affirmant seul pays à pratiquer un véritable communisme.

Trois peu de temps après la rupture, Moscou avait cherché, toujours en vain, à renouer les liens, pour des raisons stratégiques. Leonid Brejnev l'avait proposé dès 1966, puis à nouveau en 1971 et 1976. Peu de temps après son accession au pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev avait réitéré ces offres. (AFP, Reuters)

A Irkoutsk

M. Baker et M. Chevardnadze discuteront de l'Afghanistan

Le gouvernement soviétique a tenu à accorder les vœux avec le président Najibullah sur un éventuel règlement du conflit en Afghanistan, à la veille de la deuxième rencontre en quinze jours, mercredi 1^{er} et jeudi 2 août, entre M. James Baker et M. Edouard Chevardnadze qui rouvriront le dossier à Irkoutsk (URSS).

M. Najibullah s'est rendu dimanche en URSS, officiellement pour y subir un « examen médical », mais un haut responsable du régime afghan a précisé lundi que ce déplacement, qui n'avait pas été annoncé à l'avance, était lié à « des consultations » préalables aux dis-

cussions prévues entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères.

Avant son départ la semaine dernière pour une grande tournée en Asie, M. Baker a démenti qu'il y ait « accord » sur l'Afghanistan, mais, à plusieurs reprises ces derniers mois, il a parlé de « rapprochement » des points de vue de Washington et de Moscou, puis de « petites différences ». Selon des sources occidentales, les Américains seraient prêts aujourd'hui à accepter que le président Najibullah puisse conserver certains pouvoirs pendant une période transitoire devant précéder des élections.

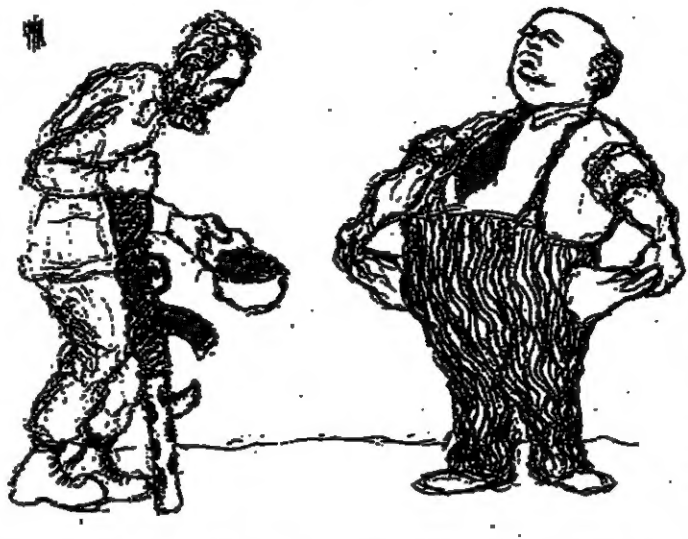
Les spéculations sur un désengagement soviétique à Cuba

Selon la « Pravda », Moscou continuera à soutenir La Havane

Pour la première fois depuis le début de ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des réfugiés des ambassades » à Cuba le mois dernier, et dont la première conséquence a surtout été d'isoler un peu plus La Havane, la Pravda a rompu avec le prudent mutisme adopté jusqu'ici par les autorités soviétiques, pour apporter en quelque sorte un « soutien moral » à leur allié cubain, avec lequel pourtant les relations ne sont plus au beau fixe. Dans son édition du lundi 30 juillet, un commentateur du quotidien officiel soviétique,

non pour que l'Union soviétique, en proie elle-même à de très sérieuses difficultés économiques, s'allège quelque peu d'un « boulet cubain » et plusieurs économistes et politiciens réformistes ont appelé Moscou à révoquer son aide économique à Cuba, estimée à 5 milliards de dollars.

Démarche inhabituelle, elle aussi jusqu'ici, la Pravda reconnaît par ailleurs les « responsabilités » de l'URSS dans la politique de Fidel Castro qui a refusé de suivre l'Union soviétique et les pays de l'Est sur la voie du changement et



Pavel Bogomolov, affirme que l'URSS continuera à soutenir Cuba et souligne que l'Union soviétique est en partie responsable de l'intransigence actuelle du gouvernement cubain vis-à-vis des réformes.

« Arrogance de l'Empire romain »

Condamnant les pressions des pays occidentaux, qui ont fait de l'arrêt des livraisons d'armes soviétiques à Cuba une condition à l'octroi d'une aide économique à l'URSS, le commentateur, poursuit : « Il n'y a aucune raison de nous précipiter. Il ne faut pas confondre l'engagement soviétique vers la détente avec l'abandon précipité de nos partenaires et amis de longue date aux caprices du destin. » « Malgré certaines particularités et nuances de sa politique étrangère », Cuba œuvre en faveur du retrait de sa puissance militaire à l'étranger, ajoute Pavel Bogomolov.

En URSS même, existent de fortes pressions au sein de l'opi-

reste fidèle dans son propre programme de réformes à un « socialisme pur et dur ». « Nous avons en notre temps introduit la plupart des principes idéologiques et politiques en vigueur à Cuba », écrit un autre commentateur.

« On pourrait bien sûr estimer que les Cubains n'ont guère montré d'opposition à la politique que nous avons menée pendant la période de stagnation, mais personne ne peut nier que nous portons notre part de responsabilité concernant l'état dans lequel se trouve leur pays aujourd'hui. »

Ces analyses « apaisantes » de la Pravda paraissent alors que le dirigeant cubain, dans une interview accordée à la télévision indienne, se déclare inquiet des problèmes intérieurs soviétiques et de l'affaiblissement de l'URSS qui, estime-t-il, pourrait conduire à une domination mondiale des États-Unis, dont il compare l'« arrogance » à celle de l'« Empire romain ». Arrogance que seul pourrait contraindre un renforcement du rôle de l'ONU et des non-alignés. »

ASIE

INDONÉSIE : soixante morts en deux mois à Sumatra

L'armée mène des opérations de police contre des extrémistes musulmans

L'armée a lancé récemment une vaste opération contre des fauteurs de troubles à Aceh, bastion de l'orthodoxie islamique, à l'extrémité occidentale de la grande île de Sumatra. On compterait plus de soixante morts en deux mois. La région a été plusieurs fois secouée par des troubles, en plus de quarante ans d'indépendance de ce grand archipel, dont de 85 % à 90 % des 182 millions d'habitants se réclament d'un islam modéré.

A Banda Aceh, chef-lieu de la province du même nom, circulent des tracts revendiquant les actions antigouvernementales et signés du Front national de libération Aceh Samatra (FNLAS), un mouvement séparatiste fondé en 1976 par Hasan Muhammad di Tiro, riche-sime homme d'affaires natif d'Aceh et émigré aux États-Unis depuis vingt-cinq ans.

Depuis sa création, le FNLAS, dont on dit qu'il serait soutenu par la Libye, se déclare en faveur d'un État islamique à Aceh, objectif qu'il rappelle dans un document remis récemment à la presse locale.

Prendant le contre-pied de la thèse officielle soucieuse de minimiser la situation en Aceh, le vice-gouverneur de la province, M.A.R. Ishaq, a évoqué récemment, la « terreur » liée aux actions armées du FNLAS et averti la population que « l'extrémisme et l'emploi de la force » ne saurient à l'avenir être tolérés, dans un discours reproduit par l'agence officielle Antara.

Le rôle de la Libye

Officiellement, les actions des groupuscules armés ne sont « pas sérieuses » et sont l'œuvre d'un « gang d'une trentaine de criminels tout au plus ». Mais les déclarations du vice-gouverneur surviennent quelques jours après le lancement d'une vaste opération militaire, mobilisant 3 000 soldats, destinée à mettre un terme aux attentats à répétition perpétrés

contre des bâtiments militaires, des représentants des forces armées et de la police ou de leurs informateurs.

Une trentaine de militaires indonésiens et tout autant de civils, la plupart originaires de Java, ont été assassinés en deux mois par les insurgés, qui s'en prennent à tous les symboles du pouvoir central. L'armée a déclaré avoir abattu cette semaine au moins huit insurgés. Un tract dactylographié adressé aux journaux locaux début juillet revendiquait les attentats au nom du FNLAS.

Certaines personnalités locales n'excluent pas que les événements puissent être « manipulés par une main étrangère », une idée également partagée dans les milieux diplomatiques occidentaux de Djakarta, la capitale, notamment après que le commandant de la région militaire d'Aceh ait publiquement affirmé avoir la preuve que « 140 rebelles indonésiens du FNLAS avaient suivi un entraînement militaire en Libye ».

Le leader provincial du Golkar — le parti au pouvoir en Indonésie — le général Abdullah Mude, se montre toutefois sceptique quant à un lien entre les événements actuels et la Libye. « Peut-être, mais c'est peu probable, a-t-il affirmé, Kadhaï a toujours été un ami de l'Indonésie dans les instances internationales, y compris au sein de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). »

La semaine dernière, des tracts ont été distribués dans plusieurs villes de la province, qui compte trois millions d'habitants, appelant les écoliers à ne pas assister à la levée du drapeau indonésien le jour de la fête nationale, le 17 août prochain.

Les maîtres d'école ont officiellement fait savoir qu'ils ne répondraient pas à cet appel, selon la presse locale. La situation paraît d'ores et déjà avoir des répercussions à l'échelon politique de la province, dominée par le Golkar depuis les élections législatives de mars 1987 qui ont marqué la chute du parti musulman PPP, jusqu'alors dominant. (AFP)

BIRMANIE

Tension croissante entre les militaires et la Ligue nationale pour la démocratie

BANGKOK

correspondance

Au cours d'une conférence de presse, lundi après-midi 30 juillet à Rangoon, un porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) a rejeté comme « honteuses aux yeux du peuple et de la communauté internationale » les dernières décisions des militaires au pouvoir concernant le transfert du pouvoir et la mise sur pied d'une nouvelle Constitution. Lors des élections générales du 27 mai, la Ligue avait remporté plus de 80 % des voix. Elle a tenu au cours du week-end dernier un congrès qui a rassemblé la plupart de ses élus, mais qui s'est déroulé en l'absence de ses principaux responsables, Aung San Sun Kyi et Tin Oo, toujours en résidence surveillée.

Le 21 juin, la Ligue avait fait parvenir une note aux membres de la junte au pouvoir depuis le 18 septembre 1988, proposant l'ouverture d'un dialogue. Pour seule réponse, les militaires ont indiqué, samedi dernier, que la mise sur pied d'une nouvelle Constitution ne sera possible qu'après l'approbation d'une nouvelle Constitution, à la suite d'un long et complexe processus. Une

fois élaboré un projet de loi fondamentale, celui-ci devra en toute hypothèse être soumis à l'accord des militaires, pour être certain que la nouvelle Constitution tienne compte des trois points qui sont au cœur de la doctrine du régime fondé en 1962 par le général Ne Win : prévenir la désintégration ethnique de l'union, maintenir la solidarité nationale et protéger l'indépendance totale du pays.

Alors, mais seulement alors, la Constitution sera, en principe, soumise à un référendum populaire. Ainsi que le remarquait un diplomate occidental accrédité à Rangoon, un tel processus risque de « prendre des années, et reflète la peur des militaires d'abandonner ce pouvoir qui, outre ses avantages financiers, les met à l'abri de la colère du peuple ».

« Nous sommes totalement opposés à la proposition des militaires », a déclaré lundi après-midi le porte-parole de la Ligue. « Le but des élections, c'était d'être un Parlement, pas une Assemblée constituante. C'est donc à la Ligue, en vertu de son écrasante majorité, de tracer les grandes lignes de la nouvelle Constitution permettant l'ouverture du Parlement. »

JACQUES BEKAERT

PROCHE-ORIENT

LIBAN : dans le délabrement général

L'épanouissement des « petits métiers » de la guerre

Le gouvernement libanais a mis en place, lundi 30 juillet, un blocus économique des zones — en secteur chrétien — tenues par le général Michel Aoun, interdisant notamment leur approvisionnement en carburant, à la suite du refus réitéré de ce dernier de reconnaître l'autorité du président Elias Hraoui. Les diplomates accrédités à Beyrouth ont, en outre, été invités à « stopper toute relation » avec le général chrétien. Dans le sud du Liban, les combats se sont poursuivis lundi entre milices chiites rivales, tandis que les positions du Hezbollah pro-iranien ont été la cible de bombardements israéliens. Dans le délabrement général du Liban, les « petits métiers » ne cessent de s'épanouir.

BEYROUTH

de notre correspondant

Chaque guerre engendre ses métiers : celle du Liban plus que toutes les autres, et les derniers affrontements entre chrétiens plus que les précédents, car, plus destructeurs, ils ont créé plus de besoins. Le savoir-faire des Libanais a fonctionné une fois de

plus. Outre, évidemment, les obus, les plaies de la vie quotidienne à Beyrouth sont le manque d'eau, d'électricité, de téléphone, tout comme la difficulté des déplacements entre les différents secteurs.

Bien que la situation se soit quelque peu améliorée à la faveur de la trêve qui dure depuis plus de deux mois, la pénurie règne encore dans ces quatre domaines vitaux de la vie urbaine. Se substituant aux services publics « volatilisés », des Libanais se sont donc faits marchands d'eau, de glaçons et d'électricité ou loueurs de communications téléphoniques. D'autres proposent des courses rapides entre secteurs.

Amortissement garanti

Pour être marchand d'eau à Beyrouth, il suffit de disposer d'un véhicule — n'importe lequel, — de le doter d'un réservoir, d'une pompe et d'un petit générateur et d'aller de maison en maison vendre 1 000 litres par-ci, 500 par là, puisés là où il reste encore de l'eau. Ils se comptent par centaines ceux qui, dans les différents secteurs de la ville, ont redécouvert les vertus lucratives de ce métier. Le marchand de glaçons, lui, a installé

sous un parasol planté dans la rue l'inévitable générateur et un petit congélateur.

Un marchand d'électricité (à la libanaise) peut amortir en deux mois le puissant générateur avec lequel il fournit du courant à son quartier. Un supermarché et un hôpital qui disposent d'un surplus d'électricité ont été, l'an dernier, les initiateurs de cette idée simple mais géniale : vendre autour de soi du courant. Leur exemple a été largement suivi.

Depuis six mois, Beyrouth est privé de courant et, même si depuis juin dernier certaines régions du réduit chrétien ont obtenu plus ou moins pourvues, il faudrait trois ans et 1,5 milliard de dollars pour que l'électricité fonctionne à nouveau normalement au Liban. Le commerce du kilowatt y est donc promis à un bel avenir.

Quant au loueur de télécommunications, il s'est rendu à Chypre pour s'abonner à un radiotéléphone pulsant et, de son arrière-boutique dans Beyrouth à feu et à sang, il vous met tranquillement en communication — à 4 ou 5 dollars la minute pour l'Europe et un peu plus pour les Amériques — avec le monde extérieur. Comme vous ne pouvez, non plus, appeler le quartier d'en face, il vous passe la com-

munication par (et au tarif de) Chypre...

Les motos taxis, enfin, sont nées des interminables files d'attente — de une à quatre heures, parfois six — entre les multiples secteurs. Abandonnant leurs limousines et autres Mercedes, les chauffeurs de sociétés de taxis vous emmènent rapidement, sur le siège arrière d'une Vespa, d'un Beyrouth à l'autre.

Ceux qui choisissent d'abandonner le Liban ne font pas preuve de moins d'esprit d'entreprise : ils fournissent, par exemple, des programmes d'information aux Américains de la City Bank ainsi qu'aux banques françaises de la Guadeloupe, investissent les marchés financiers de Paris, Londres et New-York, et vendent finalement de tout à tout le monde. C'est parce qu'ils sont ainsi faits que les Libanais ont accumulé, malgré la guerre, un trésor estimé à 30 milliards de dollars en argent liquide.

Qualité au départ, cette « débrouillardise » ne risque-t-elle pas de se muer en défaut majeur à partir du moment où, les Libanais se tirant toujours d'affaire, leur guerre peut durer indéfiniment ? On commence à se poser sérieusement la question à Beyrouth.

LUCIEN GEORGE

مكتبة الأمل

POLITIQUE

Sans mettre en cause les accords de Matignon

Le FLNKS repare d'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Louis Le Penec, assistait, mardi 31 juillet, à Port-Vila, aux cérémonies du dixième anniversaire de l'indépendance du Vanuatu, ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides. M. Le Penec avait fait, auparavant, un séjour en Nouvelle-Calédonie, qui lui avait permis d'observer que, si le territoire est calme, quelques inquiétudes persistent.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Est-ce un simple durcissement de ton ? Une inflexion stratégique ? L'heure n'est probablement pas si grave, puisque le consensus autour des accords de Matignon reste intact. Voici, cependant, comment ne pas le relever ? — que le FLNKS se remet à parler d'indépendance, alors que ce débat s'était nettement assoupi depuis 1988, avec un engorgement particulier depuis l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou. Ces derniers jours ont fourni quelques indices qui illustrent un léger changement de climat.

Lors de son entretien avec M. Le Penec, M. François Burck, président de l'Union calédonienne, composante majoritaire du FLNKS, a rappelé qu'il est « indépendantiste » et qu'il est « indépendantiste ». Il voit « l'indépendance », « il faut le dire », a ajouté M. Burck, car il y en a beaucoup qui ne croient plus à l'indépendance. Si on n'en parle plus, on va ensuite dire que l'Union calédonienne abandonne l'objectif d'indépendance.

M. Burck exprimait là, à mots couverts, l'inquiétude de l'état-major indépendantiste, dont le nouveau profil « gestionnaire » et les relations avec le RPCR sont parfois mal perçus par la base mili-

tante. Quelques jours plus tôt, les élus FLNKS au Congrès du territoire avaient jeté un froid sur les bancs du RPCR en s'abstenant de voter un « vœu » déposé par le parti de M. Jacques Lafleur et visant à défiscaliser généreusement les investissements touristiques sur le « Caillou ».

La portée de ce mouvement d'humeur n'a échappé à personne : c'était la première fois que le groupe FLNKS de l'assemblée locale marquait à ce point ses distances vis-à-vis des élus anti-indépendantistes, avec qui il votait, jusque-là, dans une belle et franche unanimité.

Le vice-président du FLNKS, M. Roch Wamytan, a justifié l'attitude de son mouvement en ces termes : « Ne nous mettez pas devant le fait accompli, cela nous

pose des questions par rapport à nos convictions fondamentales. N'oublions pas que nous sommes indépendantistes. » Ces deux prises de position s'inscrivent dans un contexte qui voit le FLNKS réactiver sa pression diplomatique auprès des pays de la région, dans le but d'obtenir le statut d'observateur auprès du Forum du Pacifique sud.

« Consensus mou »

Lors d'une récente tournée au Vanuatu, en Nouvelle-Zélande et en Australie, MM. Paul Néaoutyine, président du FLNKS, et Wamytan, chargé des relations extérieures au sein du mouvement, ont dressé un bilan en demi-teinte de l'application des accords de

Matignon, soulignant notamment les difficultés liées à l'établissement de la liste électorale du futur référendum de 1998, qui doit être « gelée » depuis 1988. Ils se sont plaints du peu d'empressement du gouvernement français à adopter des « mesures de décolonisation », qui, selon eux, découlent de « l'esprit » — à défaut du texte — du compromis de Matignon.

Il est encore bien trop tôt pour tirer des conclusions tranchées de cette remise à l'ordre du jour du thème de l'indépendance. Manœuvre tactique destinée à rassurer une base déboussolée par la mise en veilleuse des slogans de naguère ? Ou amorces d'un raidissement qui pourrait conduire le FLNKS à prendre progressivement ses distances avec les accords de Matignon ? Les deux hypothèses circulent à Nouméa.

Ce que tout le monde admet, en revanche, c'est que la lune de miel entre les deux-majors indépendantistes et « loyalistes », pour inattendue et spectaculaire qu'elle soit, est loin d'avoir conjuré tous les dangers. On le reconnaît jusque dans l'entourage de M. Le Penec, où l'on aimerait voir « le ciment prendre » plus rapidement à la base, au-delà du « consensus mou » entre dirigeants.

L'inquiétude, au demeurant, ne concerne pas seulement le camp indépendantiste. M. Lafleur renvoie, lui aussi, des difficultés à faire accepter son message chez certains de ses militants. Si les petits partis d'extrême droite, démolis ou délégués, ne représentent pas une réelle menace, une frange de l'électorat du RPCR reste à convaincre. C'est notamment le cas des broussards de la province Nord, particulièrement dans la région de Kouma, qui ont assez mal réagi à la vente de la société minière de M. Lafleur aux indépendantistes et vivent, depuis, dans la peur diffuse de « l'abandon ».

Le changement de ton du FLNKS peut compliquer les efforts de persuasion de M. Lafleur.

FRÉDÉRIC BOBIN

La perplexité de M. Mélenchon

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

M. Jean-Luc Mélenchon est troublé. Pourquoi ne parvient-il pas à visiter la Nouvelle-Calédonie incognito ? Pourquoi faut-il que son troisième déplacement sur le Caillou soulève encore des remous ? Ici, c'est le député (RPR), M. Jacques Lafleur, qui qualifie sa venue de « nuisance ». Là, c'est le président de l'Union calédonienne (UC), M. François Burck, qui se déclare « étonné de l'attitude » du sénateur socialiste de l'Es-sonne, soupçonné de complicité avec les rivaux de l'UC, notamment le parti Libération kanak socialiste (LKS) du grand chef de Maré, M. Nidoish Naisseline.

M. Mélenchon, qui se veut « observateur », a trouvé un territoire en pleine mutation, mar-

qué par la « perestroïka du mouvement syndical » et par la « persistance » du mouvement wallisien et futunien, l'Union océanienne. Cela le conduit à penser que le problème calédonien risque de se poser prochainement davantage en termes urbains qu'en termes ruraux. « L'Etat fait son devoir », dit-il, mais il ajoute aussitôt : « La ligne politique qui consiste à dire qu'il ne faut pas donner des boutons à Lafleur ne fait que reporter les problèmes. »

Il ponctue son diagnostic de temps d'hésitation et de soupçons perplexes, dénotant de voir une réalité à ce point volatile. « La Nouvelle-Calédonie est un défi intellectuel », aime-t-il à répéter. La passion pour ce défi ne semble pas devoir le quitter de sitôt.

F.B.

COMMUNICATION

Entre le déclin des titres indépendants et l'arrivée des groupes de communication

Le blues de la presse rock

Si le rock français connaît une de ses poussées de fièvre périodiques, que l'on espère pour une fois durable, la presse spécialisée n'en finit pas de traîner sa maladie de langueur.

Les deux piliers du genre — *Best* et *Rock'n'folk* — ont vu leur diffusion chuter de manière vertigineuse depuis l'apogée des années 70. Le second vient même de changer de mains. *Paroles et musique* et *Backstage* ont suspendu leur parution, et les nouveaux titres (*Line-Up*, *Subrock*) sont encore loin d'avoir trouvé leur vitesse de croisière. Si l'on met à part la réussite des *Inrockables*, les seules bonnes nouvelles viennent de la périphérie de la presse spécialisée où les revues quasi-professionnelles destinées aux musiciens et les publications exclusivement consacrées au hard-rock effleurent une bonne santé insolente.

Pour Francis Dordor, rédacteur en chef de *Best*, les raisons de la crise sont simples : « Les ventes ont commencé à décliner au moment de la crise du disque, en 1979-1980. Depuis, la reprise est essentiellement due aux gens qui renouvellent leur discographie, en achetant des disques compacts. En même temps on a assisté à une atomisation de la chose rock, à sa banalisation. Le rock était quelque chose de souterrain, d'un accès difficile. Maintenant, on le trouve à la télévision, à la radio, dans la presse quotidienne. »

Best, parce que le journal est resté en contact avec les tendances du rock tel qu'il se consume dans les lycées (U2, Cure, Simple Minds), a limité les dégâts. Il se vend aujourd'hui à 50 000 exemplaires, contre 130 000 exemplaires à la belle époque. Son aîné et concurrent, *Rock'n'folk*, qui a connu quelques flottements rédactionnels, s'en est mieux tiré. Le journal était tombé très bas (sans doute au-dessous de 30 000 exemplaires), Philippe Koechlin et Philippe Parigaux, ses fondateurs et propriétaires, ont fini par le vendre aux éditions Larivière (*Moto Revue*, *Moto vert*). Eric Breton, le rédacteur en chef nommé par le nouveau propriétaire a déjà fait réaliser une nouvelle maquette, mais, pour l'instant, la ligne rédactionnelle ne change pas. *Rock'n'folk* reste un journal généraliste destiné aux quinze-vingt-cinq ans. La nouvelle équipe espère donner un lustre nouveau au titre qui va sur ses vingt-cinq ans, en organisant concerts ou festivals, sur le modèle du Bol d'or, dont les éditions Larivière sont co-organisatrices.

Pendant que ces deux institutions adjointes leur survie, les *Inrockables*, bimestriel imaginé par deux

amis, pour l'amour du rock tel qu'ils l'aiment (britannique, romantique, intelligent, le tout sans plus de sectarisme qu'il n'en faut pour faire une revue agréable à lire), se taillent une place enviable. Christian Frevet et Arnaud Deverre ont fondé le journal il y a six ans, alors qu'ils étaient étudiants. Aujourd'hui la revue bimestrielle vend 45 000 exemplaires. « Si nous étions mensuels, nous serions obligés de traiter des sujets qui ne nous intéressent pas », explique Christian Frevet. Cet enthousiasme, contrebalancé par une rigueur formelle impressionnante (papier mat, iconographie presque irréprochable) inspire des comparaisons avec les *Cahiers du cinéma* de la grande époque. Mais la modestie des ambitions commerciales et la ligne rédactionnelle pointue limitent forcément la place que peut occuper la revue sur le marché.

En bonne logique, il reste quelques milliers de lecteurs à prendre. Plusieurs titres s'y essaient. *Line-Up* ou *Subrock* n'ont pas encore trouvé leur équilibre, rédactionnel ou financier. *Backstage* a disparu au bout d'à peine un an d'existence, victime de ventes insuffisantes (moins de 20 000 exemplaires) et de l'incendie des locaux de la rédaction. Pourtant, la formule du journal, très inspirée du mensuel britannique *Q*, était cohérente : *Backstage* s'adressait au public adulte, qui demande avant tout de pouvoir se repérer dans le labyrinthe des rayons de la FNAC ou du Virgin Megastore.

Le projet de l'événement et d'Europe 1

Il est vrai que ce public adulte qui écoute du rock représente une sorte d'abandon pour la presse spécialisée. Récemment, l'événement du jeudi a publié à son intention un hors-série consacré aux Rolling Stones. Le succès de ce numéro, vendu à 65 000 exemplaires, devrait entraîner, d'ici au début de l'année prochaine, la parution d'une formule plus régulière. Mais le groupe de presse de Jean-François Kahn a interrompu ce projet en la parution de *Paroles et musique* qu'il avait repris trois ans plus tôt. Pour l'instant le titre est en sommeil, et l'événement s'est associé avec Europe 1 pour étudier éventuellement le lancement d'un nouveau journal.

Décrit comme un équivalent presse de *Mégarix* (l'émission musicale de la SEPT), ce nouveau projet se traduira dans un premier temps par la parution de nouveaux hors-série. Le prochain, consacré à John Lennon, devrait sortir en novembre. Le projet de l'événement et d'Europe 1 marque une rupture. Jusqu'ici, la presse rock française était le fait d'éditeurs indépendants. C'est ce qui a fait sa force, comme pour les *Inrockables*, mais aussi sa vulnérabilité. L'apparition de grands groupes de communication dans ce domaine pourrait enfin lui donner les moyens d'exister. Reste à savoir s'ils sauront garantir son indépendance et son inventivité.

THOMAS SOTINEL

Parrainage télévisé : la fermeté du CSA

Dans une lettre adressée aux dirigeants des chaînes privées et aux publicitaires, le CSA vient de rappeler avec fermeté sa position sur le parrainage télévisé, et de refuser le « code » de déontologie que proposaient ces professionnels. Le CSA, qui s'en tient à la réglementation en vigueur depuis 1987, refuse en particulier la présence à l'antenne « du produit, réel ou symbolique, de tout ou partie d'un message publicitaire ». L'apparition de grands groupes de communication dans ce domaine pourrait enfin lui donner les moyens d'exister. Reste à savoir s'ils sauront garantir son indépendance et son inventivité.

En échange du droit de faire apparaître les produits du « parrainage » avant, pendant et après l'émission, les chaînes privées se déclarent prêtes à bannir des programmes les slogans commerciaux ou les argumentaires de produits. Mais le CSA ne l'entend pas ainsi, et refuse les arguments économiques des chaînes. Rappelant que le parrainage « doit servir à promouvoir uniquement l'image d'une entreprise et non ses produits », le CSA n'est prêt à tolérer que « les slogans ou signatures institutionnelles » dans un générique, ou un « témoignage de conviction d'un dirigeant » en début d'émission. Le CSA veillera strictement au respect de ces règles à partir du 1^{er} septembre, pour mettre fin aux nombreux dérapages qu'il avait pu constater ces derniers mois, comme les citations à répétition de marques dans « *Surcouf* », sans doute l'émission championne du genre.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75, RUE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du Monde : 12, rue de Valenciennes 94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347 ISSN 0395-5037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Hugot, directeur général
Michelle Orléans, directeur du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-94-70. Société filiale du journal Le Monde et Rôle Press SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Tapez LEMONDE ou 35-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (Valeurs normales-CEE)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'affaire de « Port-Fréjus »

Occupation de terrain

FRÉJUS correspondance

Le conflit qui oppose M. René Espanol, promoteur exproprié dans le cadre du projet « Port-Fréjus », et la commune de Fréjus, dont le maire est M. François Léotard, est entré dans une nouvelle phase, lundi 30 juillet, avec l'occupation par son ancien propriétaire du terrain contesté. Entouré d'une quinzaine de membres de son comité de défense et de M. Jean-Claude Delarue, président de l'Association de défense des usagers de l'administration et des services publics (ADUSAP), M. Espanol a installé des caravanes et des engins de chantier avant l'arrivée des ouvriers construisant le programme immobilier Bleu marine.

M. Espanol a apposé, au bord de la route, des panneaux explicatifs sur l'annulation de la déclaration d'utilité publique prononcée par le tribunal administratif de Nice en

mai 1989 et confirmée le 20 juillet par un arrêt du Conseil d'Etat rejetant la requête de la mairie de Fréjus. « Je suis chez moi, indique-t-il. Ma société revient là d'où elle avait été chassée illégalement. L'ordonnance d'expropriation qui me visait va être annulée par la Cour de cassation, car elle n'a plus de base légale. Nous en avons assez que François Léotard méprise des décisions de justice. »

Pour M. Gilbert Lecat, premier adjoint au maire de Fréjus, la commune n'a plus rien à voir avec ce problème, le terrain contesté ayant été vendu par la SEMAF (société d'économie mixte) à deux promoteurs. Il serait étonnant que ceux-ci, subissant déjà une année de retard sur la livraison des appartements, patientent tranquillement face à l'occupation de leur chantier, mais, vu le contexte judiciaire, le préfet hésitera peut-être à recourir à la force publique pour faire évacuer le terrain.

EN BREF

■ M. Maland organise une « convention des indépendants ». — M. Philippe Maland, ancien président du CNI, a fait part, lundi 30 juillet, de son souhait d'organiser à l'autonomie une « convention des indépendants », qui regrouperait des personnalités attachées « tant aux valeurs familiales et nationales qu'à celles du travail et de l'économie », et hostiles aux « comportements extrémistes » de la direction du CNI, menée par M. Yvon Briant, actuel président de ce parti.

■ Conflit entre la CGT et un maire communiste « rénovateur ». — Les forces de l'ordre ont évacué, lundi 30 juillet, des syndicalistes de la CGT qui occupaient, depuis le 16 juillet, l'hôpital de Bédarieux (Hérault) pour protester contre l'installation d'un syndicat interhospitalier destiné à gérer les hôpitaux de Bédarieux et de Lamalou-les-Bains. Composés majoritairement de personnels soignants CGT, le « comité de fonctionnement » entendait « autogérer » l'établissement de Bédarieux, dont le maire est M. Antoine Martinez, communiste « rénovateur ». Les syndicalistes protestaient contre les suppressions d'emplois que devaient entraîner, selon eux, la mise en place du syndicat interhospitalier, et contre la perte d'autonomie de leur établissement. Le comité demandait la levée de la suspension décidée le 17 juillet par le ministère de la santé à l'encontre du directeur de l'hôpital, M. Jacques Gleis, opposé à la mise en place du syndicat interhospitalier et accusé, d'autre part, par M. Martinez, de vouloir transformer l'hôpital en « bastion du Parti communiste » en matière de guerre contre la municipalité.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après la nomination du juge Souter à la Cour suprême

Partisans et adversaires de l'avortement se mobilisent aux États-Unis

A trois mois des élections au Congrès, le problème de l'avortement figure déjà au cœur du débat politique. En 1973, un arrêt de la Cour suprême avait affirmé le droit des femmes à avorter dès les premiers stades de la grossesse. L'avortement se trouvait ainsi légalisé, et les lois des États qui en restreignaient l'application furent invalidées. Cet arrêt « historique » est encore la cible de tous les groupes, qui inlassablement mènent campagne contre l'avortement.

WASHINGTON
correspondance

En 1979, la Cour accepta la constitutionnalité d'une loi restrictive de l'État du Missouri. Sans explicitement annuler l'arrêt de 1973, elle en limitait les effets et encourageait les législateurs des États à voter des lois restrictives. L'avortement devenait ainsi un problème essentiellement politique. En dépit de campagnes médiatiques à l'extrême pour mobiliser en permanence l'opinion, en réalité peu de législateurs ont adopté des restrictions. En Pennsylvanie, par exemple, les femmes mariées doivent informer leur conjoint; en Caroline du Sud, la loi exige que les jeunes filles mineures obtiennent l'autorisation de leurs parents. La Virginie occidentale limite le financement public des cliniques pratiquant l'avortement.

En fait, l'arrêt du Missouri a galvanisé les partisans de l'avortement. Les groupes dits « Pour le choix », reprenant leur campagne vigoureuse en faveur de l'arrêt de 1973, viennent de marquer un point important avec la décision du gouverneur de la Louisiane d'opposer son veto à une loi extrêmement restrictive adoptée le

8 juillet par cet État. Aux termes de cette loi, l'avortement était interdit et les médecins étaient passibles de prison et d'amende, sauf dans les cas de femmes victimes de viol et d'inceste ou dont la vie était menacée.

Le gouverneur, tout en se déclarant contre l'avortement, a estimé que la loi allait trop loin, notamment en exigeant des femmes victimes de viol et d'inceste ou dont la vie était menacée de rapporter le viol dans un délai de sept jours.

Les adversaires de l'avortement n'ont pas désarmé pour autant. Ils espèrent qu'une majorité de parlementaires se prononcera pour une session spéciale de la législature de Louisiane en vue d'annuler le veto du gouverneur tant sur le dernier texte de loi que sur le projet de loi antérieur, encore plus sévère. Un objectif difficile et qui déclenche à nouveau les passions, mais qui n'est pourtant pas impossible à atteindre. En effet, les textes restrictifs ont été approuvés à la majorité des deux tiers dans les deux Chambres, qui est aussi celle requise pour infirmer le veto du gouverneur.

L'embarras du président Bush

A dire vrai, adversaires et partisans de l'avortement sont déjà mobilisés pour le grand affrontement, attendu en septembre, concernant la confirmation du juge Souter récemment promu à la Cour suprême en remplacement du juge Brennan, démissionnaire pour raisons de santé. Le juge Souter, choisi par le président Bush sur les recommandations de son chef de cabinet M. Sununu, qui se situe à la droite du Parti républicain, pourrait avoir effet assurant à la Cour suprême une majorité favorable à l'annulation de l'arrêt de 1973. Aussi les deux camps voudraient-ils obtenir du juge Souter qu'il définisse sa position sur le problème de l'avortement. Les divers

groupes ont vainement étudié les arrêts du juge dans les instances judiciaires antérieures afin de déterminer ce qu'il pense. Mais le juge refuse, estimant qu'il ne donnera son opinion qu'à la commission sénatoriale appelée à se prononcer sur sa confirmation.

Le président Bush et ses amis soulignent qu'il est indécent de demander à M. Souter de donner son opinion concernant un arrêt sur lequel il aura à statuer.

Le président Bush et l'état-major républicain sont embarrassés. Ils avaient fait campagne sur un programme condamnant l'avortement, mais tous les sondages montrent une division de l'électorat républicain. Par calcul politique, le président a choisi un homme peu connu, politiquement neutre (en apparence du moins) pour satisfaire une partie de ses électeurs, mais en même temps pour entraîner un doute sur l'opinion du juge afin de rallier les sénateurs favorables à l'avortement. En tout cas, le président et son état-major, résistant aux pressions de la droite conservatrice et des Églises protestantes et catholiques, s'efforcent de clarifier leur appui aux adversaires de l'avortement, s'efforçant même de minimiser l'importance du débat.

Jusqu'à nouvel ordre, le juge Souter est une énigme. Certains commentateurs se demandent si le calcul politique justifie le choix d'un homme n'ayant ni l'appui ni la stature requise, bref suffisamment « indocile, incolore et sans saveur » pour éviter la répétition de l'après affrontement de 1987 entre la Maison Blanche et le Sénat au sujet de la nomination du juge Bork finalement rejeté par le Sénat. Dans le *Washington Post*, l'éditorialiste Richard Cohen recommande par dérision la nomination de son fils, un jeune homme de dix-huit ans, doué, ayant un esprit juridique et qui, surtout, n'a absolument rien écrit sur les problèmes de son temps.

HENRI PIERRE

Un entretien avec le président de Roussel-Uclaf

Suite de la première page

« Certes, mais les critiques visent aujourd'hui votre politique commerciale à l'échelon international.

« Notre idée était de commercialiser ce produit dans les pays développés qui disposent de la même législation sur l'avortement et qui ont le même désir d'utiliser cette substance.

« Or, il faut savoir que ces pays sont peu nombreux, d'autant que nous souhaitons avoir un contrôle équivalent à celui extraordinaire que nous avons en France. Dans notre pays, un médecin peut prescrire un médicament narcotique au moyen de son carnet à souche; mais ne peut pas prescrire le RU 486, il faut un contre agréé, le nom de la patiente, etc. Le même type de législation existe en Angleterre. Nous pourrions donc, dans les mois qui viennent, y commercialiser ce produit et probablement ensuite dans les pays scandinaves.

« Un enjeu électoral »

« Qu'en est-il de la commercialisation aux États-Unis ?

« On sait bien que ce problème de l'avortement est devenu l'enjeu électoral numéro un. Dans ce pays, il y a une forte majorité qui se dégage aujourd'hui en faveur de l'avortement, en faveur du choix des femmes, mais la situation n'est nullement homogène.

« Dès lors, quelle sera votre stratégie outre-Atlantique ?

« Nous attendons. La semaine dernière, nous avons eu la visite d'une délégation de scientifiques américains et d'associations puissantes de femmes américaines militantes en faveur de l'avortement qui sont venus avec 400 kilos de pétitions favorables.

« L'autre problème pour nous est que pour atteindre les 96 % de succès, il faut associer le RU 486 à un autre médicament de la famille des progestatifs. Or, aux États-Unis, il n'y a pas de progestatifs disponibles sur le marché. Si on veut développer ce procédé abortif, il faut diffuser le RU 486 seul, la progestatine seule, puis l'association des deux, ce qui correspond au minimum à un délai de quatre ou cinq ans.

« Et pour les pays du tiers-monde vers lesquels la profes-

seur Beaulieu vous accuse de ne pas accélérer le développement de votre molécule ?

« Le professeur Beaulieu a tort. Si nous voulions aujourd'hui démolir ce produit et son protocole d'utilisation, il suffirait de le commercialiser en l'état dans un pays du tiers-monde. J'en ai discuté avec les responsables sanitaires indiens et chinois. Ils m'ont dit qu'il leur était impossible de contrôler un tel produit dans leur pays. Nous avons fait des propositions à la Chine.

« Les autorités ont dit que l'on pouvait lancer une étude contrôlée du RU 486-progestatifs dans deux ou trois établissements. Nous sommes tout à fait d'accord et prêts à donner le produit gratuitement et à aider à la réalisation de cette entreprise. Mais il faut évidemment que l'Organisation mondiale de la santé couvre celle-ci. Or, pour l'instant, l'OMS est extrêmement réticente.

« Pour notre part, nous n'avons en rien freiné la diffusion internationale du RU 486. J'ajoute que cette substance est une superbe découverte scientifique et médicale. Le désir le plus cher de notre groupe est de voir ce produit développé un peu partout dans le monde, comme il le doit l'être et comme il le sera.

« Dans quel délai ?

« Dans quinze ans au plus tard, c'est sûr. Ce problème sera réglé lorsqu'il y aura des cliniques spécialisées dans le tiers-monde et un changement d'attitude de la part des États-Unis. Aller plus vite, ce serait nuire à ce produit et à son protocole d'utilisation.

« A la fin 1988 déjà, on avait accusé le groupe Roussel-Uclaf de freiner la diffusion du RU 486 sur le marché français et sur le marché international dans la mesure où le groupe Hoechst, votre maison mère, était commercialement et politiquement inquiète de la commercialisation d'un tel produit.

« Il y a du vrai dans tout cela, mais pas exactement dans ces termes. Hoechst a des intérêts très importants équivalents à 25 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Sa filiale a une activité pharmaceutique correspondant à 30 millions de dollars (près de 270 millions de francs). Elle est spécialisée dans les antibiotiques, la dermatologie, etc. Avant tout batage

ESPACE

M. Charles Bigot remplace M. Frédéric d'Allest, nommé directeur général de Matra

Arianespace change de pilote mais pas de cap

Le conseil d'administration d'Arianespace devait confirmer, mardi 31 juillet, la nomination comme PDG de M. Charles Bigot, en remplacement de M. Frédéric d'Allest, qui devient directeur général de Matra. C'est M. Jean-Jacques Susseil, leader européen de messagerie et de localisation de véhicules par satellite (nos dernières éditions du 31 juillet).

Personnage-clé de l'aventure spatiale française et européenne, M. d'Allest préparait son départ depuis des mois, abandonnant dès 1989 ses fonctions de directeur général du Centre national d'études spatiales français (CNES), qu'il occupait depuis 1982. C'est d'ailleurs là — embouché par M. Charles Bigot — qu'il avait débuté sa carrière en 1966, au sortir de Polytechnique et de Sup Aéro. Après avoir travaillé sur les lanceurs Diamant B et Europa, il devenait en 1973 chef du projet du lanceur européen Ariane. Il s'installait tout naturellement à la tête d'Arianespace quand, en 1980, cette société privée était constituée par onze pays européens et cinquante actionnaires afin de commercialiser le lanceur.

Cumulant les fonctions au CNES et à Arianespace, il lançait l'Europe spatiale dans la voie de l'industrialisation, et, pour ainsi dire, de la « routine » des vols commerciaux. L'échec d'Ariane, en février dernier, avait sans doute empêché de changer plus tôt d'horizons. Mais le succès du vol 37 d'Ariane, la semaine dernière, lui permet de sauter le pas. Dès septembre — le mois de ses cinquante ans — il rejoindra Matra où il sera le second de M. Jean-Luc Lagardère, à un poste de directeur général spécia-

lement créé pour lui. En attendant mieux ? Matra ne manque pas de prétendants, et son fondateur n'a guère caché ses tentations dynastiques en mettant en avant son fils Amaud, vingt-neuf ans.

En toute hypothèse, l'expérience des grands programmes technologiques internationaux et des contrats à risques acquis par M. d'Allest trouvera à s'employer au-delà du secteur espace, qui représentait, avec 12,6 milliards de francs, presque 12 % du chiffre d'affaires du groupe en 1989. Un secteur en pleine croissance, avec la prise de contrôle des activités spatiales de Fairchild et surtout l'alliance avec GEC-Marconi au sein de Matra Marconi Space (le Monde du 3 octobre 1989). Et un secteur qu'il connaît bien, Matra ayant à égalité avec General Electric, le principal constructeur de satellites lancés ou à lancer par Ariane (quatorze sur quatre-vingt-quatre).

Ariane a mangé son « pain blanc »

Son successeur à Arianespace est sorti des mêmes écoles que M. d'Allest. Et, à part deux incursions chez Air Inter et à la Serl entre 1971 et 1980, M. Charles Bigot, cinquante-huit ans, a également mené une carrière sous le signe de l'espace, débutée au ministère de la défense en 1961, poursuivie au CNES et à l'Aérospatiale avant de devenir en 1982 directeur général d'Arianespace, « copilote » de la société. La continuité devrait donc être de règle, même si le style change. Avec un patron moins « visible » et peut-être plus nuancé que son fondateur, Arianespace aborde les années 90 avec un carnet de commandes garni de trente-sept satellites à lancer, pour une valeur de 15,8 milliards de francs. Mais Ariane a mangé son « pain blanc » (le Monde du 4 juillet) et devra faire face à la concurrence mon-

tante des fusées Atlas-Centaur américaine ou Longue Marche chinoise. Avec les deux-cent cinquante salariés d'Arianespace implantés sur les principaux marchés (Evry, Washington, Tokyo), M. Bigot va donc poursuivre l'élargissement de la gamme des services de transport spatial, par exemple en complétant l'offre d'Ariane 4 par celle du lanceur aéroporté américain Pegasus.

M. C. L.

[Né le 29 juillet 1932 à Angers, M. Charles Bigot, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace, a commencé sa carrière au ministère de la défense, où il fut de 1958 à 1961 chef du service guidage et pilotage au département des engins. Entré au CNES en 1961, il y passa dix ans, successivement responsable des essais de fusées sondes, directeur adjoint de la division des satellites et directeur de la division des lanceurs. Directeur du développement à Air Inter de 1971 à 1975, directeur général de SERI-Renault Engineering de 1975 à 1980, il devient ensuite directeur commercial de la division espace à l'Aérospatiale. Il prend en 1982 la direction générale d'Arianespace, fonction qu'il occupe jusqu'à aujourd'hui.]

[Né le 19 mai 1942 à Paris, M. Jean-Jacques Susseil, polytechnicien, ingénieur civil de l'aéronautique et ingénieur en chef de l'armement a commencé sa carrière au CNES comme responsable du deuxième étage de la fusée Diamant en 1967. Entré au ministère de l'Industrie en 1970 à la direction des industries mécaniques, puis au service des programmes et organismes de recherche, il participe à la préparation du projet de lanceur lourd Ariane. Détaché à l'ambassade de France aux États-Unis en 1973, il rejoint le cabinet du ministre de l'Industrie en 1976. Reintégré au CNES en 1978, il est nommé directeur des affaires internationales et industrielles en 1984, puis directeur de centre spatial de Toulouse en 1986, avant de devenir, en septembre 1989, directeur général adjoint chargé de la recherche et des applications.]

JUSTICE

Après la grâce accordée à Anis Naccache

Le mouvement d'agitation s'étend dans les prisons

Les prisons françaises s'installent, peu à peu, dans la contestation. Après Strasbourg, Ensisheim, Loos-la-Lille, Marseille, Caen, Douai et surtout Osmington durant le week-end (le Monde du 31 juillet), le mouvement d'agitation a affecté à nouveau lundi 31 juillet les prisons de Strasbourg et Marseille et gagné les établissements de Bastia, Grenoble, Rouen, Evreux et Colmar.

Pourtant, le même catalyseur : la libération du terroriste libanais Anis Naccache. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », soulignent lundi à la Chancellerie. Chaque fois, un même scénario : après la promenade de l'après-midi, les détenus refusent de regagner leurs cellules, palabrent avec les gardiens, tentent de gagner les toits, allument parfois des incendies que les pompiers éteignent sous la protection de la police, et finissent par réintégrer dans le calme leurs quartiers sous le menace des CRS, prêts à donner

l'assaut. Dans la nouvelle prison de Strasbourg-Elsau, toutefois, un des deux cents mutins, tombé d'un toit lors de l'intervention des CRS, a dû être transporté à l'hôpital.

A Bastia, quinze détenus ont passé la nuit sur le toit de la prison Sainte-Clair après avoir neutralisé leurs gardiens et s'être emparés de clés des cellules. Mardi matin, ils ne s'étaient toujours pas rendus. Une cinquantaine de prisonniers circulaient librement dans l'établissement, armés par une centaine de gendarmes et CRS.

Si à Bastia comme ailleurs les mutins scandent le nom de Naccache et le « pourquoi pas nous ? » devenu rituel, ils avancent également des revendications. A Sainte-Clair, les prisonniers réclament que leurs affaires soient inscrites à la prochaine session d'assises, en septembre, alors qu'un seul dossier est inscrit au rôle. A la prison des Baumettes de Marseille, c'est la sanction infligée à l'un des leurs qui a provoqué la colère des détenus. Ailleurs, ce sont les conditions de détention qui sont mises en avant.

Les grâces du 14 juillet — individuelles — n'ont touché cette

année que deux cents prisonniers contre plus de trois mille l'an dernier. Mais, à la Chancellerie, on avance que « les prisonniers savent très bien qu'elles n'ont rien d'automatique » et que « l'an passé, même avec la grâce collective, il y a eu des protestations et des mutineries ». Quant à la surpopulation, autre facteur d'agitation, on note que le centre de détention d'Osmington, théâtre des plus sérieux incidents dimanche, abrite 158 personnes pour 160 places.

Il reste la chaleur, souvent insupportable dans les cellules, qui rend la détention plus pénible encore, qui pousse les prisonniers vers les balcons et les nuits à la belle étoile. « Ils auraient mieux fait de libérer Naccache en décembre, quand les toits sont glissants à cause de la pluie », déclarait, mardi, Joël Hang, gardien FO à la prison des Baumettes. Si au ministère de la justice, on jugeait encore lundi la situation « classique », c'est l'œil rivé aux prévisions météorologiques que l'on se prépare à affronter les prochains jours.

N. H.

ENFANCE

Les 29 et 30 septembre à New-York

Le président Bush se rendra au Sommet mondial des enfants

Le président des États-Unis, M. George Bush, se rendra au Sommet mondial des enfants, les 29 et 30 septembre, au palais des Nations unies, à New-York. Cette décision, qui fait suite à la promesse de cinquante-trois autres chefs d'État et de gouvernement, fait de cette rencontre en faveur des enfants au plus haut niveau une première historique.

La France n'a toujours pas fait savoir qu'elle représenterait. Pourtant, elle fut un des pays les plus assidus lors de la rédaction de la convention internationale des droits de l'enfant, et a été la septième nation à la ratifier. Bien qu'elle n'ait pas répondu à l'offre de l'UNICEF de faire partie des

pays invités (Canada, Égypte, Mali, Mexique, Pakistan et Suède), elle participe aux réunions du comité organisateur du Sommet.

Le but de cette rencontre est de faire en sorte que diminue la mortalité infantile et maternelle, et que soit assurée une éducation de base. L'idée en revient au directeur général de l'UNICEF, M. James Grant, qui souhaite donner, des lendemains à la convention internationale des droits de l'enfant, en fixant des objectifs concrets que les représentants des différents pays, qu'ils aient ou non déjà ratifié la convention, s'engageraient à atteindre.

Ch. Ch.

Deux syndicats de policiers protestent

L'Union des syndicats catégoriels de la police (USC), près de 30 % des voix aux élections chez les policiers en tenue) s'est déclarée « scandalisée » par la libération du terroriste pro-iranien Anis Naccache.

« Sans vouloir porter de jugement sur le droit de grâce du président de la République », l'USC « s'interroge sur l'opportunité d'une telle décision » et questionne : « Peut-on rendre la liberté à ceux qui, par leurs actes odieux, ont tué des civils innocents et des policiers dans l'exercice de leur délicate mission ? »

De son côté, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), proche de l'extrême droite (près de 7 % des voix aux élections chez les policiers en tenue) a estimé que « pour le chef de l'État, la perpétuité pour les auteurs de faits durs dix ans seulement, moins longtemps que la durée des familles des victimes de Naccache ».

□ M. Toubon : « Les Français en ont marre ». — Dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* du 31 juillet, M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, déclare : « Les Français en ont marre. La République ne peut plus continuer à être gouvernée comme elle l'est. » Évoquant la libération d'Anis Naccache et de ses quatre complices, qui « ont trouvé, eux, une place sur l'air Air ». M. Toubon estime que « on peut difficilement faire mieux dans la dissimulation et le mépris de l'opinion » et classe ce « comportement du pouvoir » parmi ceux qui « appartiennent à une sorte de politique de la terre brûlée ».



سكائن النجل

SOCIÉTÉ

Les prisons américaines
Vietnam intérieur

Suite de la première page

Le juge fera grâce à cet homme à la jambe plâtrée qui vacille sur ses béquilles et à qui l'on reproche d'avoir, une nouvelle fois, enfreint l'interdiction de rencontrer sa femme qu'il bat régulièrement. « L'imaginez-vous se cassant la figure dans les escaliers x fois jusqu'à ce qu'il parvienne enfin à sa cellule », j'ai trouvé que c'était trop dur », dit M. Iacovetta, comme pour s'excuser d'une inhabilité clémence.

Le juge est fatigué, désabusé, triste. Lui aussi il est un enfant du Bronx. Il y vit encore et il aimerait pouvoir l'aimer encore. Le grand Concourse, l'avenue principale du quartier qui passe le long du tribunal, voulait être une réplique des Champs-Élysées. C'est aujourd'hui une route défoncée aux plates-bandes hirsutes. Dans la journée, à la sortie du métro, un homme en blouse blanche propose aux passants de prendre leur tension. Certains s'arrêtent et prêtent leur bras à cet étrange contrôle.

La tension du juge Iacovetta ne monte plus beaucoup tant il a l'air découragé. Il a 1 200 affaires en cours et, à l'audience, examine une centaine d'affaires par jour, sans compter les permanences de nuit comme ce soir. « Les types que je juge gagnent parfois en une soirée deux ou trois fois ce que je gagne en un mois. A 3 dollars la dose de crack, même pour les pauvres, ce n'est pas cher. Pour eux, c'est une façon de prendre leur pied comme pour nous de sortir, d'aller au théâtre. »

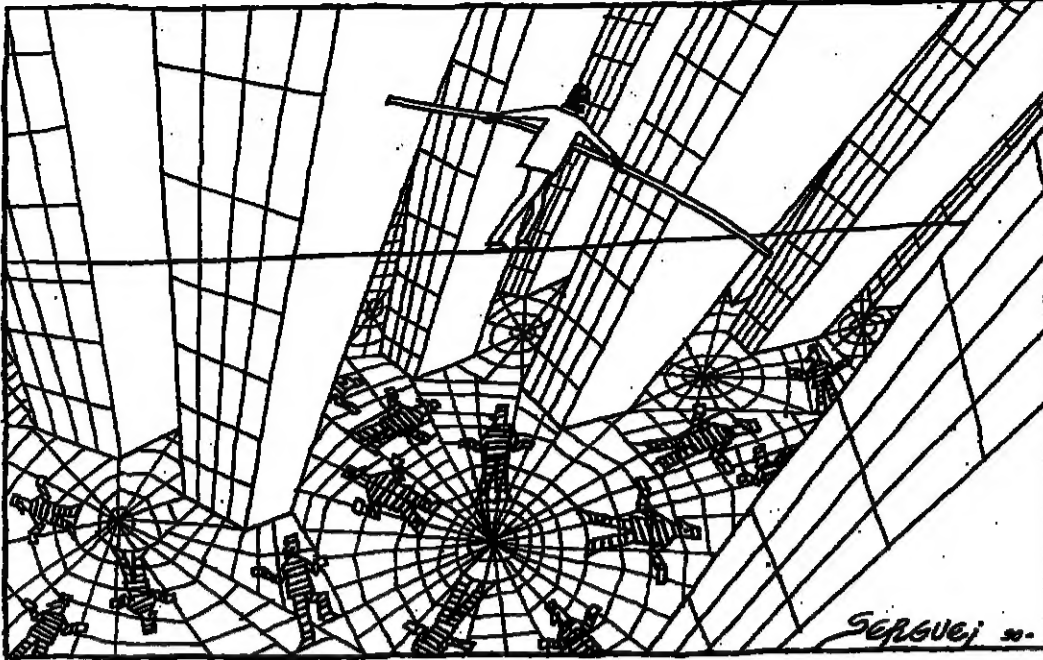
Il y aurait plus de 860 000 toxicomans dans l'État de New-York et au moins 500 000 dans la ville elle-même. Lorsque le Tactical Narcotic Team de New-York - la brigade spéciale des stupéfiants composée d'un millier de policiers et créée en 1988 - ratisse le quartier, comme il y a quelques semaines, on doit doubler les équipes de juges et d'avocats pour évaluer le trop-plein. Mais rien n'y fait : que l'on arrête un dealer ou un consommateur, un autre, aussitôt, prend sa place. Ce sont maintenant des enfants de sept ou huit ans qui servent de gouteurs.

« Personne ne semble avoir la réponse face à ce qui se passe, dit le juge, sinon incarcérer toujours plus. » Les magistrats n'ont aucune marge de manœuvre. Ils sont obligés d'appliquer sans nuance les « mandatory sentences » qui imposent des peines fixes minimales, pour les affaires de drogue notamment. Il n'y a aucune individualisation des peines. Les juges deviennent des presse-bouton.

Dans leurs fauteuils dégingnés, les avocats commis d'office n'ont pas meilleur moral. Ils compensent comme ils peuvent en mangeant des bonbons et en avalant des litres de

café clair. Ils appartiennent au bureau d'aide judiciaire du Bronx qui emploie cent-trente avocats. Mira Gur-Arie, vingt-six ans, y travaille depuis un an. Un cabinet en vue lui avait proposé un poste à 100 000 dollars par an (550 000 francs). Elle préfère en gagner trois fois moins en défendant les plus démunis. Avec son collier de perles fines, sa queue de cheval blonde et ses yeux pers, elle a l'air d'un collégienne.

Mais il ne faut pas se fier à sa douceur. La jeune femme est en colère : « J'en ai assez de défendre des sans-abri que l'on envoie en prison sans réfléchir. Ici, on ne se demande jamais pourquoi une femme vole du lait en poudre pour ses gosses. C'est seulement parce qu'elle ne peut faire autrement. L'envoyer en prison, cela change quoi au problème ? Comment voulez-vous qu'on invente des garanties de représentation - on dit



La justice marteau-pilon

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

« Get tough » : être dur. C'était, au début des années 70, le slogan des politiciens américains inquiets des progrès mals de la drogue et de la criminalité. Conséquence directe de ce plan d'action, des lois - les mandatory sentences - ont été votées aussi bien par le Congrès que dans une quarantaine d'États depuis. Elles imposent des peines minimales incompressibles en matière, notamment, de drogue. Les juges, qui ne peuvent tempérer les effets de ces textes par le biais de circonstances atténuantes par exemple, ont les mains liées et prononcent parfois, à leur corps défendant, des peines d'emprisonnement très sévères.

La jeune femme est descendue dans son garage. Elle s'est mise au volant de sa voiture. Et la police est arrivée. Elle a trouvé de la drogue. Mère divorcée de petits enfants, cette jeune femme avait un travail régulier, aucun antécédent et n'était pas toxicomane. Après un marchandage avec la police, son petit ami, qui était, lui, trafiquant et qui utilisait cette voiture, l'avait dénoncée. La jeune femme a été condamnée

à une peine de quinze ans « à vie » : c'est-à-dire quinze ans minimum sans possibilité de libération conditionnelle. Application mécanique de la loi. Il a fallu toute l'opiniâtreté du juge Milton Mollen, nommé responsable des questions de sécurité de la ville de New-York, pour obtenir sa grâce auprès du gouverneur. C'était la seule solution pour la faire sortir de prison.

Autre exemple : à New-York, un épicière de soixante et onze ans en a assez de se faire cambrioler. Il achète une arme et ne demande pas de permis. Il est interpellé par la police alors qu'il rentre chez lui en voiture, son revolver - dont il ne s'est jamais servi - posé sur le siège du passager. La loi doit s'appliquer : un an ferme minimum quelles que soient les circonstances.

Cinq grammes
de crack : cinq ans

Depuis 1973 et les fameuses lois Rockefeller sur la drogue et la récidive, des barèmes précis ont été établis pour punir sans faille ceux qui sortent du droit chemin. Ainsi, en matière de drogue, une loi de 1986, l'anti-drug abuse act impose une peine de dix ans minimum pour quiconque

est impliqué dans un trafic de plus de cinquante grammes de crack. La peine est doublée en cas de condamnation antérieure liée à la drogue. C'est deux fois la peine habituelle purgée en moyenne pour un cambriolage et dix fois la peine moyenne pour corruption ou détournement de fonds. Une loi de 1988 a encore affiné le barème. Quel que soit le rôle de la personne impliquée (consommateur ou vendeur), la peine est de cinq ans pour cinq grammes de crack ou cinq cents grammes de cocaïne, ou cent grammes d'héroïne ou cent kilos de marijuana, ou un gramme de LSD. Elle est de dix ans, minimum, lorsque les quantités sont multipliées par dix.

Les peines sont aggravées de cinq ans si le prévenu est en possession d'une arme (chargée ou non), de dix ans si la drogue a été vendue à des moins de vingt et un ans, à des femmes enceintes ou dans un rayon inférieur de 1 kilomètre à l'école la plus proche.

Dans un numéro spécial publié en mars dernier et consacré à la drogue, le très sérieux mensuel des juristes américains, the American Lawyer donne à cet égard des exemples ahurissants. Tel celui de ce ressortissant dominicain, marié, père de plusieurs

enfants, ayant un travail à la Dominique, et qui était venu rendre visite à son frère dans le Queens à New-York. Le frère « délaît » du crack. Les policiers l'arrêtent, trouvent de la drogue chez lui. La touriste, accusé pendant son court séjour (il était là depuis deux jours) de s'être rendu complice des activités de son frère, est condamné à dix ans sans possibilité de libération anticipée. Le juge n'a pas le choix. Son commentaire : « C'était un verdict déraisonnablement fou. Cet homme m'a regardé et s'est mis à pleurer comme un bébé. C'est un moment que je ne suis pas près d'oublier. »

Le seul moyen d'échapper au couperet est, avant le procès, de marchandiser avec le parquet : c'est-à-dire de dénoncer d'éventuels complices. Le résultat est pervers : seuls les gros dealers disposent d'informations et peuvent donc faire descendre la barre. Les fourmis, qui ne savent pas grand chose et n'ont pas grand monde à « balancer », ont droit à l'intégralité de la peine prévue.

Ag. L.

des racines dans la communauté - à des gens qui vivent dans la rue, de la rue, et dont les structures familiales sont depuis si longtemps bouleversées ? Comment voulez-vous que des gens qui simplement n'ont rien parviennent à payer une caution ?

Le sergent Kenneth Fennessey est, lui, sorti prendre le frais et couvrir d'un œil amoureux sa superbe voiture de sport rouge vif garée le long du poste de police. Célébataire, il peut encore s'offrir ce luxe : la vitesse et l'odeur des sièges de cuir pour oublier le cloaque dans lequel il baigne. « La situation est devenue insupportable. Prenez un vaisseau spatial et regardez la ville depuis le ciel. C'est incroyable, il n'y a plus de blancs, ils ont quitté la ville. Il n'y a plus que des Noirs et des Noirs pauvres. C'est une force. »

Braquage
en famille

Une jolie fille passe accompagnée d'une vieille dame et d'un gros monsieur. Ils ont l'air d'une famille paisible qui revient de dîner chez des amis. Mais ils ont des menottes dans le dos et sortent d'une voiture de police dont le gyrophare balaye la rue. « On dirait des gens tout à fait bien, non ? », interroge le sergent. « Eh bien, ils viennent seulement de braquer le propriétaire d'une Mercedes et de lui piquer, arme au poing, sa voiture. » Pour le sergent, c'est de la routine, l'épilogue d'une petite virée inopportune interrompue par une ronde de police.

Et ces deux hommes conduits au dépôt à cinq minutes d'intervalle ? Ils étaient porteurs - sans permis - d'une arme chargée. A New-York, cela vaut une peine d'un an ferme incompressible. Le policier porte, comme d'habitude, un gilet pare-balles. Ici, les agents de probation chargés de contrôler les condamnés en liberté surveillée font de même. Dans le Bronx, eux aussi sont armés. « On dit qu'il y a deux millions d'armes qui circulent illégalement à New-York, alors il vaut mieux être prudent », dit en souriant le policier.

Si, à Manhattan, le tribunal fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, autant même les touristes, dans le Bronx on s'arrête à minuit. C'est l'heure où seuls s'y risquent encore les « gipsy cabs », ces taxis pirates qui remplacent les trop farouches taxis jaunes de la ville.

Harnassés, juges et avocats regardent leurs pendules. Les policiers poursuivent leurs rondes. Les détenus partent dans leurs cars grillagés bien et orange, vers Rikers Island. Leur longue nuit n'est pas près de s'achever.

AGATHE LOGEART

PROCHAIN ARTICLE
New-York rançonnée
par ses peurs

REPÈRES

DÉLINQUANCE

Vingt-sept « zoulous »
interpellés à Paris

Vingt-sept jeunes gens, dont quatorze mineurs, ont été interpellés dans la soirée du dimanche 29 juillet à Paris. La police et les forces de sécurité de la RATP les avaient repérés une demi-heure plus tôt, après l'agression commise contre un voyageur à la station Nation. Cette bande, qui se surnomme « les zoulous », se déplaçait armée de barres de fer et de manches de pioche.

Le service départemental de police judiciaire des Hauts-de-Seine soupçonne ce groupe d'être impliqué dans la mort d'un Malien de dix-neuf ans, Omar Touré. Celui-ci a été mortellement blessé au cours d'une bagarre rassemblant deux cents jeunes de bandes rivales, venues notamment des Hauts-de-Seine, dimanche vers 18 h 30 sur le parvis de l'Arche de la Défense.

Dans la matinée du mardi 31 juillet, les vingt-sept « zoulous », des jeunes d'origine africaine âgés de quinze à vingt-sept ans, étaient

toujours en garde à vue dans les locaux de la quatrième division de police judiciaire, qui est chargée de l'enquête. Aucune inculpation n'avait toutefois été prononcée.

ENVIRONNEMENT

Un lynx tueur
capturé dans l'Ain

Pour la première fois depuis que les lynx sont revenus dans les alpages de l'Ain, causant d'importants dégâts aux troupeaux de bœufs, un animal adulte a été capturé lundi 30 juillet à Sonthonnax-la-Montagne. La veille, au même endroit, cette femelle de 15 kg avait tué un agneau. Conformément aux accords passés entre les autorités et les éleveurs, elle a été piégée par les gardes de l'Office national de la chasse, puis transportée au parc zoologique de Chizé (Deux-Sèvres). Deux autres lynx avaient été capturés cet hiver dans la région, mais il s'agissait de jeunes. Ces prises s'accompagnent d'une diminution du nombre des indemnités demandées par les éleveurs (350 en 1989, une centaine cette année).

SPORTS

ÉQUITATION : les premiers Jeux mondiaux

Quand les champions maltraitent les chevaux

Les épreuves obligatoires de saut d'obstacles des premiers Jeux équestres mondiaux débutent mercredi 1^{er} août à Stockholm, dans un climat perturbé par l'affaire Schockemöhle. Le triple champion d'Europe a été pris en flagrant délit en train de maltraiter un cheval à l'entraînement. Les instances officielles tentent de limiter la portée de la « bavure », mais le champion olympique français Pierre Durand accuse le milieu du cheval d'avoir toujours fermé les yeux.

Le monde de l'équitation se serait bien passé de ce qu'il nomme aujourd'hui « l'affaire ». Alors que, pour la première fois, toutes les disciplines des sports équestres sont réunies à Stockholm où se déroulent les championnats du monde, il n'est pas une journée sans qu'un rumeur, une manchette de journaux suédois ou allemands, une déclaration ou un communiqué officiel ne viennent secouer une société déjà ébranlée depuis le mercredi 11 juillet. Ce jour-là, les images du magazine des sports de RTL-Télévision font trembler les pistes. On y voit Paul Schockemöhle, triple champion d'Europe de saut d'obstacles, propriétaire et manager de la plus grande équipe privée d'Allemagne, organisateur des plus importantes

enchères de chevaux de compétition du monde, pris en flagrant délit de « barrage ».

La technique est connue : afin d'« éduquer » le cheval, de lui apprendre à « respecter » la barre, on lui frappe les jambes en plein saut. L'animal apprend donc à bien passer au-dessus de l'obstacle. La méthode est interdite par la Fédération internationale, car cruelle. Sur la cassette, on voit un cheval, déséquilibré par le coup de Paul Schockemöhle, s'effondrer au sol. L'enregistrement, fourni au magazine Stern par un employé de M. Schockemöhle à qui son patron avait refusé de verser 500 000 marks en échange de la compromettante cassette, va beaucoup choquer l'opinion ouest-allemande. L'association pour la protection des animaux porte immédiatement plainte. La Fédération ouest-allemande d'équitation se contente, elle, de rappeler que « n'est pas coupable celui qui n'est pas jugé ». Plusieurs des chevaux de Paul Schockemöhle, que beaucoup considèrent comme le vrai patron de l'équipe allemande, doivent, il est vrai, participer aux championnats du monde sous les couleurs germaniques.

Même en France, les réactions officielles restent prudentes. Si M. Raymond Brosse, président de la délégation nationale aux sports équestres, qualifie de « démentielles » les pratiques de

Paul Schockemöhle, la Fédération française d'équitation « oublie » le nom du champion allemand dans le communiqué qui condamne « les agissements de certains individus ». Assimiler le cavalier Schockemöhle avec le maquignon tortionnaire ? Il n'aurait jamais fait ça du temps où il concourait, affirmant, en chœur, M. Brousse et l'ancien champion olympique français Marcel Rozier, aujourd'hui à la tête d'une écurie. C'est l'appât du gain qui l'a rendu fou. Ces pratiques seraient courantes dans le milieu du cheval ? L'un comme l'autre n'en ont « jamais eu connaissance ».

Politique
de l'autruche

Depuis deux ans à la pointe du combat contre le dopage et contre les brutalités envers les chevaux, Pierre Durand, champion olympique en 1988 à Séoul, supporte mal cette « politique de l'autruche » : « Ces façons de faire sont aujourd'hui connues de tous, c'est ça qui est nouveau. Mais dans le milieu des compétitions, tout le monde le savait. La Fédération internationale ne pouvait l'ignorer. » Représentant des cavaliers à la commission d'éthique de la Fédération internationale, il condamne le champion au même titre que le marchand : « Schockemöhle était depuis longtemps dans la collimateur. Il avait toujours eu la réputation de

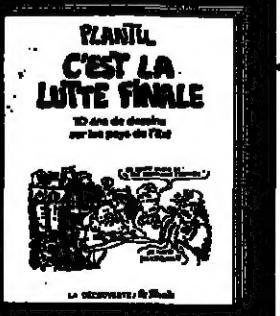
préparer ses chevaux de façon discutable. Il ne manquait que le flagrant délit. » Et qu'on ne rejette pas la responsabilité sur l'école allemande : « Eux ont systématiquement le barrage. C'était devenu une sorte de drogue. Sans ça, ils ne pouvaient pas concourir. Mais en France aussi, ça s'est fait et ça se fait toujours. »

Capsules de bière ou punaises dans les jambes, assés de térébenthine, « les canons (avant de le jeter), les techniques incitant le cheval à éviter l'obstacle ne manquent pas, si l'on en croit Pierre Durand. Mais restent peu utilisées : « Qu'on ne pense quand même pas que c'est généralisé. Que notre sport est pourri. Non, la plupart des cavaliers sont honnêtes. Mais il faut profiter de l'occasion pour faire le ménage. »

A Stockholm, les précautions ont d'ailleurs été renforcées, les vétérinaires multipliés, les paddocks plus étroitement surveillés. Mais la tâche est rude. Il faut aujourd'hui non seulement combattre les pratiques illégales, mais aussi maîtriser l'imprévisible. Dimanche 29 juillet, la Fédération belge a ainsi demandé à son homologue suédois d'assurer la protection d'Evelynne Blanton, une cavalière de l'écurie Schockemöhle qui apparaît sur la fameuse cassette.

NATHANIEL HERZBERG

le dernier
PLANTU
LA DÉCOUVERTE / Le Monde



سكوتون لايف

SCIENCES • MEDECINE

La complexité d'« œdipus »

Lointain cousin de l'homme, le ouistiti pourrait servir de modèle pour étudier l'évolution de notre système immunitaire

Il y a des ouistitis qui reviennent de loin. Originaire du nord-ouest de la Colombie, le tamarin *Saguinus oedipus* est de ceux-là. Victime de la destruction de sa forêt tropicale, on ne le trouve plus guère dans son milieu naturel, où quelques centaines seulement de ses représentants tentent de se maintenir en vie. Mais les spécialistes qui s'obstinent, depuis plusieurs années, à reproduire l'espèce en captivité sont aujourd'hui récompensés de leurs efforts. Au Centre de recherche sur les primates de Southborough (Massachusetts), une équipe américaine vient en effet de découvrir que ce petit singe pourrait constituer un précieux modèle pour étudier l'un des terrains les moins défrichés de la biologie, l'évolution du système immunitaire humain.

On connaît les principaux acteurs du système immunitaire : certaines cellules, les lymphocytes B, fabriquent contre les agents infectieux des missiles spécifiques, les anticorps ; d'autres, les cellules « tueuses », attaquent directement leur cible ; d'autres encore, lymphocytes T ou macrophages, viennent en renfort des principaux bataillons. Mais on ignore plus souvent que cet arsenal de guerre est dirigé contre l'ennemi par un état-major tout-puissant : le système HLA (*Human Leucocyte Antigen*). Un élément majeur du système immunitaire découvert dans les années 50 par Jean Dausset - prix Nobel de médecine 1980 pour ses travaux de pionnier dans ce domaine - qui conditionne toute la défense de l'organisme contre le « non-soi ».

De la même façon que les groupes sanguins contrôlent la spécificité des globules rouges, le système HLA commande la présence, sur toutes les cellules de l'organisme, d'une batterie de molécules protéiques qui nous distinguent les uns des autres. Ces marqueurs biologiques sont codés par un groupe de gènes, situés, chez l'homme, sur le bras court du chromosome 6. On les retrouve dans la plupart des espèces animales supé-

rieures, chez lesquelles ils prennent le nom générique de complexe majeur d'histocompatibilité (CMH).

Dans l'espèce humaine, chacun de ces gènes existe sous dix à trente formes différentes. De plus, tout individu reçoit deux lots de gènes différents, provenant l'un de son père, l'autre de sa mère. A l'exception des vrais jumeaux, chacun d'entre nous possède ainsi un groupe HLA unique. Véritable passeport cellulaire, celui-ci est absolument essentiel à la défense de l'organisme contre les agressions extérieures. Fonctionnant comme un double code, il permet à la fois aux cellules du système immunitaire de reconnaître les cellules infectées par des éléments étrangers (bactéries, virus) et de se reconnaître entre elles pour les neutraliser plus efficacement.

Greffes d'organes

Inexistante il y a seulement un demi-siècle, l'étude du système HLA a donné lieu, au cours des dernières décennies, aux avancées les plus fructueuses de l'immunologie. Présents sur l'ensemble des cellules de l'organisme, certains de ces marqueurs sont en effet directement responsables des rejets de greffes. Seule la connaissance approfondie de ce phénomène a permis les formidables progrès enregistrés depuis l'après-guerre dans le domaine de la transplantation d'organes, aujourd'hui couramment pratiquée pour peu qu'une relative compatibilité HLA soit respectée entre donneur et receveur.

Sur le plan fondamental, la découverte du système HLA et de sa complexité soulève d'autres questions, tout aussi essentielles pour la compréhension de la biologie humaine. Et tout d'abord, pourquoi la reconnaissance du soi et du non-soi passe-t-elle par un polymorphisme aussi colossal ? Quelle est la raison d'être de cette extraordinaire diversité biologique, parmi les plus importantes



VARRIN/WAGEL/JACANA

qu'il soit donné de connaître dans le règne animal ? Car si nos connaissances actuelles sur le complexe majeur d'histocompatibilité découlent essentiellement des observations réalisées chez l'homme et la souris, des régions génétiques similaires existent chez tous les mammifères, chez les oiseaux et même chez les amphibiens. Seuls les poissons semblent faire exception à la règle. Autre interrogation : comment ce gardien du soi, extraordinairement complexe, a-t-il évolué au cours du temps ?

« Les fibres unicellulaires, tout comme les cellules du système immunitaire des animaux pluricellulaires, présentent cette propriété de faire la différence entre le soi et le non-soi (1) », notait il y a déjà une dizaine d'années Edwin Cooper, professeur à l'école de médecine de l'université de Californie, à Los Angeles. Plus étonnant encore, des phénomènes de rejet de greffe sont observés dans le groupe des cnidaires (hydres d'eau douce, anémones de mer ou coraux), et chez de multiples espèces peu évoluées. Pour retrouver le premier ancrage du système HLA, il faudrait donc remonter très loin dans l'échelle de l'évolution. Mais les connaissances sur l'immunité des animaux primitifs restent encore insuffisantes pour en dire beaucoup plus.

L'ancêtre du HLA

Nettement plus proche de nous, le petit ouistiti *Saguinus oedipus* vient en revanche, dans ce domaine, de fournir une nouvelle piste de recherche. Pour comprendre la découverte faite par David Watkins et ses collègues au Centre de recherche sur les primates de Southborough, il faut savoir que, chez l'homme, les gènes du système HLA déterminent principalement deux types de marqueurs : les molécules dites de « classe I », présentes à la surface de toutes les cellules, et les molécules de « classe II » qui, elles, sont uniquement portées par les cellules du système immunitaire.

Parmi les gènes de classe I, les gènes dits HLA-A, B et C apparaissent comme hautement polymorphes. Ce sont eux qui jouent le rôle principal dans la transplantation d'organes, et leur incompatibilité entre donneur et receveur provoque un rejet de greffe extrêmement rapide. Mais la classe I comprend aussi d'autres gènes, dits HLA-E, -F ou -G. Découverts plus récemment, ceux-ci présentent un polymorphisme beaucoup plus réduit, et leur fonction biologique reste encore mal

comprise. Ce sont tous ces gènes de classe I qui, grâce aux techniques de la biologie moléculaire, ont été analysés par les chercheurs de Southborough, chez soixante-dix-neuf représentants non apparentés de *Saguinus oedipus*.

Publiées récemment - avec les honneurs de la couverture - dans la revue britannique *Nature* (2), leurs résultats sont surprenants. Chez cette espèce, les gènes intervenant dans la transplantation d'organes sont en effet nettement plus proches, dans leur composition biochimique, du gène HLA-G humain que des gènes HLA-A, -B ou -C. Détail négligeable, à première vue, mais qui revêt en fait une signification considérable pour les évolutionnistes, puisqu'il témoigne que les deux groupes de gènes de la classe I, au cours de l'évolution, n'ont pas été aussi distincts l'un de l'autre qu'on le soupçonnait jusqu'alors.

Il est encore beaucoup trop tôt pour interpréter cette découverte, et pour préciser le rôle joué, chez les primates, par les ancêtres du HLA-G. Mais lorsqu'on sait, par ailleurs, que la structure des molécules HLA présente des homologies considérables avec celle des anticorps, homologies suffisamment grandes pour laisser supposer un ancêtre commun à ces deux types de molécules, on mesure l'intérêt que peut avoir l'étude de telles recherches pour mieux comprendre l'immunologie. Cette discipline complexe entre toutes, qualifiée par Jean Dausset de « science de la défense contre le non-soi dans le respect de soi ».

CATHERINE VINCENT

- (1) *La Recherche*, n° 103, septembre 1979.
- (2) *Nature*, 5 juillet 1990.

La vitamine du moindre mal

Une étude sud-africaine confirme l'intérêt de la vitamine A contre la rougeole dans les pays en développement

La rougeole frappe durement les enfants du tiers-monde. En 1989, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé, dans les pays en développement, plus d'un million et demi de décès dus à cette maladie infectieuse d'origine virale. Faute de vaccination systématique, elle reste dans les pays pauvres, une des principales causes de mortalité infantile.

Une récente étude du *New England Journal of Medicine* (datée du 19 juillet) semble démontrer l'efficacité d'un traitement à base de vitamine A sur les formes graves de rougeole. Cette idée n'est pas nouvelle et certains travaux l'avaient déjà suggérée. Ainsi, dès 1987, l'OMS a recommandé de donner un supplément de vitamine A aux enfants atteints de rougeole dans les pays où la mortalité liée à cette maladie est égale ou supérieure à 1 %.

L'étude, menée en Afrique du Sud par les docteurs Gregory Hussey et Max Klein, confirme l'intérêt de la recommandation de l'Organisation mondiale. Elle renforce également l'idée selon laquelle la vitamine A aiderait à lutter contre les infections dans les pays où sévit la malnutrition.

L'essai en double aveugle a concerné cent quatre-vingt-neuf enfants hospitalisés pour des formes sévères de rougeole compliquées de pneumonies, de diarrhées ou de difficultés respiratoires aiguës. Presque tous (92 %) présentaient un taux de rétinol - forme de transport de la vitamine A dans le sang - très bas. Les enfants, d'un âge moyen de dix mois, ont reçu soit un supplément total de 120 mg de vitamine A (sous forme de rétinol palmitate, administrée par voie orale) pour quatre-vingt-douze d'entre eux, soit un placebo, pour quatre-vingt-dix-sept d'entre eux.

Les complications, chez les enfants traités par la vitamine A, ont disparu



SERAFINO SALGADO/IL MAGNAN

plus rapidement. Les pneumonies ont duré que 6,3 jours contre 12,4 jours pour le groupe recevant un placebo ; les diarrhées, 5,6 jours contre 8,5. Enfin, sur les douze enfants décédés des suites de la rougeole, dix appartenaient au groupe ayant reçu le placebo.

Capsules de vitamine A

C'est dire l'importance de ce traitement chez des enfants ayant, semble-t-il, un déficit en vitamine A. La cause de cette carence peut avoir, selon les auteurs de l'essai, deux origines. L'une provient d'un manque

de vitamine A au niveau du foie, où elle est stockée. Il s'agit alors d'une simple carence d'origine alimentaire. L'autre fait référence non pas à l'insuffisance des réserves, mais à un défaut de mobilisation de ces stocks pour répondre aux besoins.

On retrouve la vitamine A uniquement dans les aliments d'origine animale (foie, lait, beurre, fromage, œuf, poisson). En revanche, les légumes comme les épinards, les carottes, les feuilles de manioc, les papayes ou les mangues, sont riches en bêta-carotène, une provitamine A.

L'évaluation des réserves dans l'organisme se révèle difficile. Le dosage au niveau du foie impose un micro-

prélèvement hépatique et la concentration de rétinol dans le sang n'est véritablement significative que lorsqu'elle est très basse. Récemment, un test d'impression oculaire fondé sur la différenciation cellulaire induite par la vitamine A a été mis au point par l'INSERM (unité 56). Mais on peut penser que, globalement, la localisation géographique des carences en vitamine A correspond à la carte de malnutrition dans le monde.

Plusieurs stratégies de prévention s'emploient à combattre ce déficit. La plus immédiate consiste à distribuer aux enfants, dans les dispensaires ou dans les villages, des cap-

sules à base de vitamine A. Une autre méthode, parfois utilisée à l'excès dans les pays industrialisés, mais onéreuse pour le tiers-monde, consiste à enrichir les aliments comme le lait, la margarine ou le sucre.

« Personne actuellement ne sait exactement pourquoi un déficit en vitamine A entraîne une morbidité et une mortalité plus élevée », souligne le docteur Olivier Amédée-Manesme, spécialiste de malnutrition (unité INSERM d'hépatologie pédiatrique, Paris). Mais on connaît l'action de la vitamine A sur la différenciation des cellules à mucus. Selon l'hypothèse la plus probable, la disparition, en cas de carence, d'un grand nombre de ces cellules de l'ensemble des muqueuses

expliquerait une plus grande sensibilité aux infections.

Reste que la carence en vitamine A pose un problème de santé publique majeur dans les pays en développement. Outre l'augmentation de la morbidité et de la mortalité décrite depuis plusieurs années, elle est la première cause de cécité au monde et pourrait être à l'origine d'affections pulmonaires et digestives. L'étude des chercheurs d'Afrique du Sud, qui confirme le rôle bénéfique de la vitamine A, pose toutefois un problème d'éthique : peut-on priver des enfants malades d'un traitement dont certains travaux ont déjà suggéré l'intérêt ?

MARTINE LARONCHE

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

RÉCRUTEMENT DE CHERCHEURS

L'INSERM ouvre ses concours annuels (*) de recrutement. Ces concours s'adressent aux candidats de toutes nationalités titulaires d'un doctorat d'État ou de 3ème cycle, d'un DERSO, d'un DERSH, d'un diplôme de Docteur Ingénieur ou de titres et travaux équivalents, dans les domaines de la biologie, de la recherche médicale et de la recherche en santé publique.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés dès maintenant et devront être retournés à l'INSERM, Bureau des Concours Chercheurs, 101 rue de Tolbiac, 75054 PARIS CEDEX 13.

au plus tard le 17 septembre 1990 pour les concours de chargés de recherche et le concours de directeur de recherche de 1ère classe.

Les épreuves se dérouleront entre les mois de novembre 1990 et mars 1991.

Vous pourrez obtenir la liste des groupes de disciplines en composant la 3615 code JOELS et en sélectionnant successivement les rubriques 4 puis 1.

(*) sous réserve des accords administratifs nécessaires.

SCIENCES • MEDECINE

Les huîtres cadmiées de l'estuaire de la Gironde

Le cadmium, sous-produit du minerai de zinc, provient d'une mine de l'Aveyron

L'ÉTÉ est, forcément, la période de l'année où les ramasseurs de coquillages amateurs s'en donnent à cœur joie. Encore faut-il qu'ils se conforment aux réglementations locales édictées pour leur sécurité. Tous les coquillages, en effet, ne sont pas propres à la consommation, le plus souvent en raison de la pollution bactériologique des eaux côtières dans lesquelles ils vivent (1). Les huîtres et les moules de l'estuaire de la Gironde sont dans ce cas. Mais, en plus, elles contiennent des doses exceptionnellement élevées de cadmium, un métal lourd, toxique pour les reins, et probablement cancérogène si on en absorbe plus de 400 microgrammes (2) par semaine.

La présence de ce cadmium a été découverte en 1979 grâce à la mise en place, par le ministère de l'environnement, du Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin confié au Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) et à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), réunis en 1984 dans l'Institut français pour l'exploitation de la mer (IFREMER).

Certes, le cadmium est présent dans la totalité des eaux de l'océan mondial, et donc dans la chair de tous les animaux marins. Mais les huîtres « normales » en contiennent en moyenne 2 à 4 microgrammes par gramme de chair sèche, alors que dans les huîtres vivant dans l'estuaire de la Gironde on en trouve de 12 à 150, et même 228 microgrammes par gramme de chair sèche. La teneur en cadmium des moules de la Gironde n'est que de 20 à 30 microgrammes par gramme de chair sèche. Ce qui est tout de même 10 à 20 fois supérieur à la teneur « normale ».

Les dosages ont été répétés systématiquement pendant plusieurs



années. Ils ont tous confirmé la présence permanente de ces doses de cadmium, tout à fait anormales, dans les huîtres et les moules de la Gironde. Mais ils ont montré que les teneurs en cadmium diminuent de l'amont (150 microgrammes dans les huîtres de Talmont) vers l'aval (50 microgrammes dans celles de Bonne-Anse) : il semble que la salinité de l'eau, croissante lorsqu'on s'approche de la pleine mer, provoque des phénomènes biochimiques défavorables à l'accumulation du cadmium dans la chair des coquillages. Ce qui a aussi été noté dans divers autres pays.

En outre, les études ont montré que des huîtres « normales », trans-

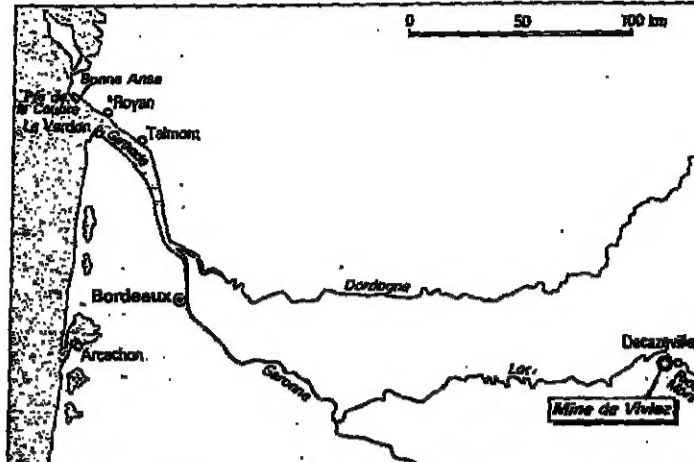
plantées du bassin d'Arcachon dans l'estuaire de la Gironde, accumulent en quelques mois autant de cadmium que leurs congénères nées dans l'estuaire. A ceci près que cette accumulation est plus rapide pendant l'été que pendant l'hiver.

Depuis cinquante ans

D'où vient le cadmium de la Gironde ? C'est ce qu'ont exploré des recherches menées conjointement par le CNEXO et l'ISTPM (puis par l'IFREMER), l'Agence de bassin Adour-Garonne, le Bureau

de recherches géologiques et minières et l'Institut géologique du bassin d'Aquitaine. Curieusement, les eaux de l'estuaire contiennent plus de cadmium dissous vers l'aval (380 nanogrammes par litre) que vers l'amont (20 nanogrammes par litre, ce qui est 10 à 20 fois supérieur à la teneur d'une eau d'estuaire « normale »). En revanche, le cadmium particulaire en suspension dans l'eau décroît de l'amont (4,6 milligrammes par kilo de matière solide) vers l'aval (0,6 milligramme par kilo).

De plus, les sédiments qui tapissent le fond de l'estuaire ont été « carottés » sur une hauteur de 1 mètre au Verdon, de 1,10 mètre



à Talmont, de 1,28 mètre à la Coubre. Les teneurs en cadmium sont très fortes au Verdon, particulièrement dans les 30 centimètres du haut de la carotte (de 1 570 à 1 030 microgrammes par kilo) et à la base de la carotte (1 150 microgrammes par kilo). A Talmont, les 20 centimètres du haut de la carotte contiennent de 1 440 à 1 650 microgrammes de cadmium par kilo. Ensuite, les teneurs en cadmium diminuent beaucoup et régulièrement. A la Coubre, les teneurs sont assez élevées (de 400 à 750 microgrammes par kilo) et atteignent le maximum de 1 290 microgrammes par kilo entre 15 et 20 centimètres de profondeur.

Enfin, les carottes ont pu être datées sur toute leur hauteur : tous les niveaux de sédiments les plus enrichis en cadmium se sont déposés au cours des cinquante dernières années.

L'origine du cadmium a été trouvée : il s'agit de l'exploitation de minerai de zinc (qui contient toujours du cadmium) de Viviez, située sur le Riou Mort, un tout

petit affluent du Lot, et active des années 30 à 1987. Cela fait donc une bonne cinquantaine d'années que le cadmium s'écoule par le Lot jusqu'à la Gironde, et les anciens bassins de rétention contiennent encore beaucoup de boues cadmiées.

À l'about de son voyage, le cadmium chemine essentiellement sous forme de particules en suspension dans l'eau. Mais arrivé dans l'estuaire où l'eau est peu à peu plus salée, il passe en solution : ce qui explique que la teneur en cadmium augmente dans l'eau de la Gironde de l'amont vers l'aval, alors qu'elle diminue dans les sédiments.

YVONNE REBEYROL

(1) Avant de se lancer dans le ramassage des coquillages, les estivants doivent se renseigner au syndicat d'initiative ou à la mairie de leur lieu de villégiature. Même si le ramassage est interdit, les coquillages vendus dans les poissonneries ou sur les marchés sont « sûrs » : ils ont été ramassés ailleurs et portés (ils ont été contrôlés par les services compétents).

(2) 1 microgramme = 1 millionième de gramme ; 1 nanogramme = 1 milliardième de gramme.

POINT DE VUE

Les technologies du quotidien négligées

par Yves Farge

NOTRE pays, par rapport à ses concurrents, se caractérise par un retard des dépenses de recherche et développement (R et D) de l'ordre de 25 milliards de francs, qui provient essentiellement d'une R et D industrielle d'un volume insuffisant. Tel est le principal constat de l'intergroupe Recherche et technologie du X^e Plan, qui établit dans son rapport un certain nombre de diagnostics dans le droit fil de ceux effectués depuis plusieurs années par le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie.

En France, la part des dépenses publiques est plus élevée qu'ailleurs. Celle de la recherche fondamentale se fait surtout suivant les disciplines scientifiques traditionnelles : elle accuse un retard important dans les nouvelles disciplines techniques qui ont émergé depuis une trentaine d'années (informatique, science et génie des matériaux, génie des procédés, productique, etc.), qui doivent fournir les connaissances de base nécessaires à la recherche industrielle. Si le poids de la recherche militaire est similaire à celui des États-Unis ou de la Grande-Bretagne, notre pays se distingue surtout par la part très importante consacrée aux très grands programmes de développement technologique (spatial, aéronautique, nucléaire), qui pèsent lourdement sur le budget civil de recherche et de développement.

Une faiblesse industrielle chronique

Une analyse plus fine montre que notre effort de R et D est particulièrement en retard dans le domaine des technologies du quotidien, ou technologies diffusées, qui sont essentielles à la

productivité et à la qualité de la vie. Les grands programmes de développement technologique, notamment dans le domaine des technologies du quotidien, n'ont que de faibles retombées sur ces technologies du quotidien. Les technologies qui ont un impact direct sur le quotidien sont souvent d'un coût trop élevé pour la grande majorité des secteurs industriels. De plus, les entreprises maitres d'œuvre de ces grands programmes intègrent dans leurs structures de production ces activités technologiques, qui ont alors de la peine à diffuser vers les autres secteurs.

Partant de ce diagnostic, les recommandations du X^e Plan étaient alors faciles à faire : maintenir l'effort dans le domaine de la recherche fondamentale, en mettant en particulier l'accent sur les nouvelles disciplines techniques et sur la formation dans ces disciplines ; encourager la recherche industrielle, notamment dans le domaine des technologies du quotidien, en aidant les entreprises — souvent petites ou moyennes — qui les développent et vivent de leur diffusion ; réduire la part des grands programmes de développement technologique.

La nécessité d'un débat public

Face à ces recommandations, l'évolution qui se dessine est inquiétante. Dans le domaine spatial, avec les projets de l'Avion spatial Hermès et du satellite d'observation de la Terre Spot-4, les ressources nécessaires ne pourront être croisées. Et le projet Hermès ne saurait se justifier par des applications industrielles dans le domaine des matériaux, la quasi-totalité des industriels de ce secteur ayant fait connaître leur manque d'intérêt. Il faudrait donc un

débat public sur les objectifs d'un tel programme, qui va coûter une somme totale de l'ordre de 35 milliards de francs.

Est-il par ailleurs nécessaire de construire à la fois Spot-4 (coût : 2 milliards de francs, auxquels s'ajoutera celui de l'instrumentation) et le satellite européen d'observation de la Terre ERS-2, qui a les mêmes objectifs ? Il est légitime de se demander si notre pays, emporté par une logique uniquement technologique, ne va pas refaire dans le domaine spatial des erreurs du même type que dans le domaine nucléaire, avec la construction prématurée de Superphénix.

Dans le secteur de l'aéronautique, les projets abondent également, avec le Super Concorde ou le nouveau moteur de 90 tonnes de poussée, alors même qu'il faut continuer à financer les programmes Airbus-330 et 340. Parallèlement, l'État s'engage dans un soutien financier important de la télévision à haute définition (TVHD). Celle-ci est sans doute extrêmement importante pour l'avenir de l'électronique grand public. Mais l'expérience passée de différents plans calculés ou composés de nous rappelle que la faiblesse de l'électronique européenne est liée bien davantage à une restructuration industrielle insuffisante qu'à une faiblesse technologique chronique. Le soutien de la TVHD par des crédits publics ne pourra être efficace qu'avec une structure industrielle adéquate.

Notre pays ne peut pas tout faire partout et tout de suite. S'il est parfaitement normal que les lobbies qui poussent chacun de ces grands programmes s'expriment et essayent de les faire financer, il serait dangereux de n'en faire que la simple addition sans opérer de choix. Il importe donc de suivre les recommandations du X^e Plan, et de diminuer la part relative des grands programmes de développement technologique dans l'effort de l'État en matière de R et D, si nous voulons préparer l'avenir à long terme par la recherche fondamentale, et améliorer la compétitivité de nos entreprises en réduisant notre retard dans les technologies du quotidien. Des choix de priorité exprimés donc clairement exprimés sont donc indispensables entre les différents grands programmes qui se profilent aujourd'hui.

M. Yves Farge est président de l'Interpêche Recherche et technologie du X^e Plan.

Union contre la sclérose en plaques

Deux associations de lutte contre cette maladie conjuguent leurs efforts

SELON le vieil adage qui veut que l'union fait la force, deux associations de lutte contre la sclérose en plaques, l'ARSEP et la NAFSEP, ont décidé de faire front commun contre cette maladie. L'une, centrée sur la recherche, et l'autre, sur les malades, sont convaincues de la nécessité de constituer une association puissante pour mieux défendre les intérêts des sclérosés en plaques.

Elles projettent, toutefois, de mener des opérations communes avant de créer une structure associative unique. En octobre, une collecte de fonds baptisée « 50/50 » (50 millions d'habitants, 50 millions de francs) se déroulera à leur initiative. Après avoir pris la décision de rassembler leurs efforts, les deux associations se sont retirées de la Ligue française contre la sclérose en plaques.

En France, on estime à 50 000 le nombre de personnes atteintes. Cette affection du système nerveux central, cerveau et moelle épinière, se caractérise par une destruction

progressive de la myéline, une substance qui gaine le corps du neurone. L'axone, il en résulte un influx nerveux de moins bonne qualité et des symptômes multiples suivant la localisation des lésions et l'importance des poussées.

Cette affection touche principalement l'adulte jeune et se caractérise par des troubles de la sensibilité, de l'équilibre, des paralysies transitoires ou irréversibles. Actuellement, on ignore les causes et la physiopathologie de cette maladie.

L'Association pour la recherche sur la sclérose en plaques (ARSEP), créée en 1969 et reconnue d'utilité publique en 1978, soutient financièrement plusieurs unités de recherche en virologie, immunologie, génétique ou encore dans le domaine des greffes de tissu. En 1989, elle a versé 2,2 millions de francs à une vingtaine d'équipes de recherche, auxquelles se sont ajoutés 3,5 millions de francs provenant de l'Association française contre les myopathies (AFM).

De son côté, l'Association fran-

caise des sclérosés en plaques (NAFSEP), qui regroupe, selon ses responsables, 5 500 adhérents, existe depuis 1962. Désignée d'utilité publique en 1967, elle a ouvert deux centres spécialisés dans l'accueil des malades atteints de sclérose en plaques et dispose, selon M. Robert Galté, son président, d'un budget de fonctionnement d'environ 3 millions de francs.

« Les estimations réelles des besoins nécessaires en France pour lutter contre la sclérose en plaques s'élèvent à 30 millions et notre rapprochement devrait nous permettre une meilleure collecte de fonds », estime le professeur François Lhermitte, spécialiste de neurologie (hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris) et président du comité scientifique de l'ARSEP.

M. L.

ARSEP, 13, rue Baudouin, 75013 Paris. Tél : 45.83.50.66.

NAFSEP, Adropole 1, avenue Didier-Durand, 93170 St-Denis. Tél : 61.71.22.17.

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 90 en livraison immédiate

- 205 Green
- 205 Diesel (3 ou 5 portes)
- 205 Automatique
- 205 GTI 16 et 130 cv
- 309 Diesel GLD et SRD
- 309 GTI 16 soupapes
- 405 MI 16
- 505 ST
- 505 familiale
- 605 SV/SR 3 litres

toujours plus avec la griffe
NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

REVUE DES DEUX MONDES

JULIEN-AOÛT 1990
environnement et développement
une nouvelle conscience

مكتبة (الأمم)

CULTURE

La mort de Michel Guy



(MARC ENGELHARD)

Suite de la première page

Parmi les découvertes de Michel Guy : Bruno Bayen, Daniel Benoit, Gildas Bourdet, Robert Girard, Georges Lavaudant, Jean-Pierre Vincent nommé à la direction du Théâtre National de Strasbourg...

On a pu parler d'une « génération Michel Guy » car, à côté des institutions, se réforment et se développent différentes aides : à la diffusion (FONDA, Office national de diffusion artistique, qui finance les salles trop pauvres pour recevoir de grands spectacles) aux compagnies, à l'écriture - aides forcément insuffisantes, mais qui ont le mérite de débayer un terrain miné par les habitudes.

Michel Guy arrive dans une période charnière. Il est chargé par le président de la République, M. Giscard d'Estaing, de réorganiser les systèmes de censure - en particulier de la supprime pour tout ce qui touche à la politique et à la pornographie. Il crée un Centre national de la photographie et entend moderniser les enseignements artistiques. Il tente de résoudre la crise endémique de l'Opéra et des orchestres.

Mais surtout il doit faire face aux héritages de Georges Pompidou : l'urbanisation, et la protection du patrimoine architectural dans toute la France. A Paris même, se posent les problèmes du Théâtre de Chaillot - dirigé par Jack Lang, qui a fait transformer la grande salle, et que Michel Guy remplace par André-Louis Perrotti, ce qui ne va pas sans violentes polémiques, - du quartier des Halles, du Centre Beaubourg, dont on a sans doute oublié aujourd'hui, le succès aidant, à quel point il a été attaqué, refusé, maudit.

Le budget de la culture reste bien en-deçà des projets généraux de Michel Guy, qui commence à regarder du côté des sponsors. De plus, il met sur pied une forme de collaboration avec les collectivités locales qui passe par des chartes étudiées selon les nécessités et les disponibilités de chacun. Dans ces chartes, il place de grands espoirs mais n'a pas le temps de les développer. La crise pétrolière vide les caisses.

En novembre 1975, le Sénat réduit les crédits déjà maigres du secrétariat d'Etat à la culture. Dans de trop nombreux domaines, Michel Guy doit faire marche arrière. Les artistes sont, avec raison, inquiets. L'horizon est bouché. A la fin du mois d'août 1976, le gouvernement Barre succède à celui de Jacques Chirac. Michel Guy n'en fera pas partie.

Il garde la passion du spectacle, sa fonction gouvernementale n'aura fait que l'accroître. Il reprend la direction du Festival d'Automne, qu'il avait confiée à Alain Crombecq, devient en 1980 président du conseil d'administration de la Cinéma-thèque française, dont il démissionne en décembre 1981. Le Festival d'Automne ne lui suffit pas. En 1983 il devient vice-président du Festival d'Avignon - qui depuis longtemps collabore avec le Festival d'Automne. Il prend parti dans la polémique qui s'engage à propos du Grand Louvre et de la Pyramide de Pei, dont il déplore la conception, fondant même une association anti-pyramide, qui entend « travailler en amont des partis politiques ».

Mais il n'est pas homme à perdre son temps. Comme tous les privilégiés de la culture, il rêve de faire partager sa chance par le plus grand nombre et s'intéresse à la télévision. Nommé en novembre 1986 au conseil d'administration de la Sept avant d'en devenir vice-

président en 1989, il s'occupe de faire « capter » ou recomposer les spectacles les plus marquants de France et d'Europe, et ainsi se constituent des archives inestimables.

Le Festival d'Automne reste l'enfant chéri de Michel Guy, dont les ambitions ont évolué. Il n'est plus question comme aux premiers jours d'utiliser les monuments prestigieux de Paris, de commander des œuvres, de faire décorer les lieux de travail par des grands peintres, d'inviter des réalisateurs inconnus en France. Mais il s'agit toujours de faire de Paris un centre international de bouillonnement artistique, de maintenir son prestige.

Faire partager ses privilèges

Il s'agit surtout de miser sur un certain nombre de maîtres, comme Peter Stein ou Peter Zadek, comme Merce Cunningham ou Bob Wilson... de suivre leurs créations et leur descendance. Il s'agit enfin de faire connaître les cultures extra-européennes... Michel Guy met son insatiable curiosité au service de tous les publics. Il a su s'entourer d'une équipe réduite - principalement Josephine Markovitz pour la musique, Marie Colin pour le théâtre, les Cahiers du cinéma - qui ne cessent de chercher partout, d'Alaska en Australie en passant par Naples, et même la France profonde.

Michel Guy s'est reposé sur des gens à qui il faisait confiance, trop généreux pour intervenir dans leurs choix, trop artiste pour ne pas les influencer, trop charismatique pour ne pas provoquer d'infaisables dévouements. Homme de droite et de gauche, il a aimé et soutenu les créateurs sans prendre garde à autre chose que leur talent. Il avait beaucoup de qualités rares, plus une qui faisait oublier ses défauts : l'humour.

COLETTE GODARD

[Né le 28 juin 1927 à Paris, fils d'un important horticulteur, Michel Guy avait lui-même commencé sa carrière en dirigeant l'entreprise familiale Guy-Charon de 1950 à 1970. Très vite, il utilise sa fortune en mécénat, soutenant des artistes comme Bram Van Velde, alors presque ignoré du public. Conseiller artistique du Festival international de la danse de Paris, de 1964 à 1971, il fonde en 1972 le Festival d'Automne, dont il reprendra la direction après son passage au gouvernement. En 1974, il est en effet nommé secrétaire d'Etat à la Culture, dans le gouvernement de Jacques Chirac, poste qu'il occupera jusqu'en 1976 et dont il aura largement contribué à renforcer l'image et l'action. Président du conseil d'administration de la Cinéma-thèque française (1980-1981), il a, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, obtenu les vice-présidences du Festival d'Avignon (1983) et, depuis 1987, de la société de programme La Sept. Il avait un moment lutté contre le projet du Grand Louvre, et reculait un conseiller écouté de l'opposition en matière de culture, en particulier dans l'entourage de M. Raymond Barre.]

o M. Jean-Pierre Bady directeur de l'Ecole nationale du patrimoine. - La nouvelle Ecole nationale du Patrimoine, créée en mai 1990, qui doit former les futurs conservateurs des musées, mais aussi des archives et des monuments historiques, vient de recevoir son nouveau directeur : M. Jean-Pierre Bady, magistrat à la Cour des comptes, ancien directeur du patrimoine au ministère de la culture (1986-1990) et ancien directeur de la Caisse des monuments historiques (1977-1982).

MUSIQUES

Les complices de François Pagès

Rostropovitch, Raimondi, Corboz au Festival méditerranéen

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Deux ans avant de mourir, le duc de Castries, soutien d'œuvre plus largement son domaine et séduit par le dynamisme du Festival méditerranéen, confia à François Pagès, en 1986, le soin d'organiser des concerts destinés à un large public dans la cour de son admirable château Renaissance. La duchesse et l'Académie française ont maintenu cette tradition.

Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a installé dix-huit cents places en gradins et patronne les Nuits de Castries, et, samedi 28 juillet, Mstislav Rostropovitch, complice de Pagès depuis quatorze ans, illustre à son tour le château de sa présence (avant de se rendre à Monaco, Marseille et Perpignan, avec le même programme).

Malgré la chaleur moite qui faisait glisser ses doigts, il jonglait avec les difficultés du 1^{er} Concerto de Darius Milhaud, qui allie des lignes répousées, des mélodies enfantines et des danses campagnardes avec un beau mouvement lent où il déployait toute l'intensité de sa sonorité.

Et puis les Variations sur un thème rococo de Tchaïkovski, dont

il fait s'écrouler tout à coup le plus bouleversant des adagios. Avec Alain Lombard dirigeant son nouvel Orchestre de Bordeaux-Aquitaine, on retrouvait leur vieille et parfaite entente. Mais les instruments dans l'air lourd sonnaient de manière un peu terne, malgré les déferlements - couleurs de Roméo de Prokofiev - zigzaguant entre les bras jupitériens du chef.

Dimanche, c'était, au château d'O, domaine du conseil général de l'Hérault, que le Festival méditerranéen accueillait Ruggero Raimondi, après Antibes et Salon, et avant Villeneuve-lès-Avignon (le 1^{er} août). Beau récital d'un Raimondi très sobre, touchant au sublime dans trois Sonnets de Pétrarque de Luzz, où l'éloquence se déployait dans une intensité contenue, à la limite du rêve, avec parfois un geste de la main comme une fleur éclose pendant le discours.

Pour le centenaire de Jacques Ibert, il avait ressuscité quatre mélodies très belles de Don Quichotte (nullement indignes du cycle de Ravel, composé pour le même film de Chaplin). Bellini, Donizetti, Tosti, et la Chanson de la juive, bien sûr, un cocktail subtil par un Raimondi familier et bagueur, entre deux moments d'émo-

tion, fort bien accompagné par Edelmira Ansaltes.

Quinze ans après sa fondation, le Festival méditerranéen tient toujours son pari de répandre la musique (dans un climat d'amitié et d'idéal rafraîchissant, illustré par l'organisation impeccable due à tant de bénévoles) sur tout le littoral de la Mer nostrum (cinquante-trois concerts dans trente-sept agglomérations).

Et ce, non seulement dans les grandes villes qui lui servent d'enseigne, mais aussi à Peymeinade et Estagel (le 7 août), Saint-Martin-de-Crau et Saint-Laurent-Salanque (le 8), Grasse et Marillargues (le 10) avec des artistes tels que le Quintette Pierlot, l'Ensemble baroque de Nice, la Grande Ecurie et la Chambre du Roy.

JACQUES LONCHAMPT

► Parmi les prochains rendez-vous du Festival, citons aussi le concert du Jeune Orchestre Gustav-Mahler, dirigé par Claudio Abbado (le 2 août, à l'Acropole de Nice), et les trois concerts de Michel Corboz (Passion selon saint Jean de Bach, à Nice, le 4, Requiem de Mozart le 5, au château d'O, et le 6, au palais des Rois de Majorque de Perpignan). Tél. : 42-86-86-86.

ARTS

L'automne des Bourguignons

A Dijon, une exposition fait l'histoire de la peinture bourguignonne au seizième siècle. Le résultat est plus instructif que séduisant

DIJON

de notre envoyé spécial

Autant est célèbre le luxe de la cour de Bourgogne au temps de Charles le Téméraire, quand y venaient travailler les peintres flamands, autant la peinture bourguignonne est mal connue. S'inspirent sans doute de ce constat, et profitant d'une campagne de restauration menée par les Monuments historiques, le Musée de Dijon a tenté de remédier à cette ignorance. En quatre salles, plaisamment disposées, des panneaux qui n'étaient guère visibles jusque-là et que menaçait l'humidité des églises décrivent l'évolution de cette peinture désormais privée du mécénat ducal et de la vigueur flamande.

L'histoire est assez simple, histoire d'un déclin que ne masque pas l'usage de plus en plus nombreux des références italiennes. Dans les premiers temps du seizième siècle, l'enseignement des

«Nordiques» suffit à entretenir le goût du pittoresque, des Rois mages en costume de fantaisie, des soldats romains barbus comme des reîtres et armés de coutelas, et des effets de nuit dramatiques.

Sans doute arriva-t-il que le dessin manque de fluidité, les attitudes de naturel. Mais l'acidité des couleurs réussit à faire oublier ces imperfections. Peu à peu, cependant, le temps passant, la tradition s'affaiblit, la fidélité aux Flandres se relâche et les Bourguignons s'efforcent de «moderniser» leur art, c'est-à-dire de l'italianiser.

Sur des panneaux de bois, avec des procédés picturaux très méthodiques qui portent encore la marque de Van Eyck, des artistes dont les noms eux-mêmes demeurent inconnus s'efforcent d'imiter Raphaël et Vinci.

Puis le côté à la vogue maniériste, mais sans avoir les moyens techniques de rivaliser avec le Fontorbo, le Parmesan et leurs

contemporains.

Quand ils se bornent à copier les compositions florentines, passe encore. Quand ils s'efforcent de les combiner entre elles, ou, plus souvent, d'obtenir d'étranges hybrides toscanobourguignons, le résultat, s'il intéresse l'historien, ne séduit pas l'amateur. Le dessin ne suit pas, trop dur, trop raide; la couleur «flotte»; l'architecture des compositions ne parvient pas à contenir et à ordonner l'abondance des détails, minuscules fleurettes et paysages, vestiges du métier naturaliste reçu en héritage des peintres de Gand et d'Anvers.

Ni André Menassier, admirateur maladroit de Fra Bartolomeo, ni Nicolas de Hoo, disciple embarrasé de Michel-Ange, n'ont suffi à défendre contre sa décadence l'école bourguignonne.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, Dijon. Jusqu'au 7 août.

CINÉMA

Les énigmes de l'été

Les gens de talent n'ont pas toujours la main heureuse. Les scories sortent l'été

Cheveux grisonnants, longs, retenus en épis catogan, James Woods a repris la coiffure de l'homme qui a inspiré son personnage dans le film de Joseph Ruben, primé au Festival de Cognac 1990, Coupable ressemblance - ce n'est pas cette ressemblance-là qui est coupable.

Avec sa tignasse et ses vestons rapés, James Woods est un avocat solitaire-hurlard, reconvenu dans la défense des trafiquants de drogue. Il maintient son image gauchiste avec rage et amertume, avec un cynisme d'autant plus insistant qu'il est montré en opposition à la pureté d'un fan. Un jeune juriste dont James Woods n'y fût point, et qui veut à toute force travailler avec lui. Comme dans les romans à l'eau de rose, non seulement il ne contaminera pas l'indécrottable idéaliste, mais il ne vaudra pas le décevoir et se lancera dans la défense d'un Asiatte condamné à huit ans de prison, dont la mère et la sœur viennent clamer l'innocence.

Réouverture du dossier, visite au prisonnier, plongée chez les nazis, pénétrations de l'enquête - pour ne pas laisser ignorer les difficultés et les moments de découragement qui donnent aux personnages leur humanité - révélation de la vérité due à moitié au hasard, à moitié à l'ostension, ruse pour confondre au dernier moment, alors que personne n'y croit plus, le vrai coupable.

Coupable ressemblance, qui paraît sur un personnage intéressant,

tombe rapidement dans les poncifs des thrillers les plus moralistes et le cabotage de James Woods n'arrange rien - il était vraiment mieux quand il sous la faisait à la sobriété teintée d'humour imperturbable. La même défecte abîme le second film de Sandra Locke : Double jeu.

Encore un polar, et qui lui aussi commence bien, sur un personnage prometteur, celui d'une femme-flic, d'une femme dans un milieu masculin particulièrement macho, violent, sans scrupules. Comme elle est jolie, elle sert d'appât. Elle assume mais en souffre et sa vie personnelle est perturbée, frustrée. Elle se mêle trop des hommes, de tous les hommes, et quand elle est chargée de filer un patron de la drogue, elle craque.

L'ambiguïté du personnage rappelle celui d'une autre femme-flic, Jamie Lee Curtis dans Blues steel de Kathryn Bigelow. Les réalisatrices qui se débattaient dans le monde macho, violent et sans scrupules du cinéma peuvent transposer sans difficulté leurs angoisses - quelle peur les retient de le traiter directement... Theresa Russell, l'héroïne de Sandra Locke, est juste ce qu'il faut, féminine, forte en même temps qu'affolée. Mais à encore le scénario ne parvient pas à se débarrasser des poncifs les plus rabâchés. Les polars pullulent à tel point qu'il devient quasi impossible de trouver une intrigue qui ne donne pas l'impression d'avoir traîné par terre. Mieux vaut jouer le jeu, obéir aux lois du genre. La

mise en scène coup de poing de Joseph Ruben n'apporte pas de surprise, mais elle est efficace. Celle de Sandra Locke a le souffle court et lourd. On cherche en vain la sensibilité aiguë, insolite, de son premier film Ratboy.

Double jeu est encore un chef-d'œuvre à côté de Un ange de trop de James D. Parriott. L'histoire de ce flic raciste auquel on greffe le cœur d'un Noir qui vient le hanter est idiote, grossière, d'une «fantaisie» pesante, jouée avec des semelles de plomb par Bob Hoskin et Denzel Washington. Comme quoi les meilleurs peuvent devenir consternants. Bob Hoskin pourrait faire un concours de grimaces avec James Belushi, partenaire de l'exaspérée Whoopie Goldberg dans un road movie signé Konchalovski. Voyageurs sans permis. Belushi est légèrement dément, Whoopie vit ses derniers moments (une tumeur) à 100 à l'heure. Konchalovski s'ennuie et ça se voit. Pourquoi sortir l'été les pensums alimentaires de célébrités?

C. G.

o Mort de la comédienne Jill Easdale. - La comédienne britannique Jill Easdale, fille de l'auteur dramatique Henri Vernon Easdale et de l'actrice Eva Moore, et première femme de Laurence Olivier, est morte le 28 juillet à Wimbledon. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

THÉÂTRE

L'ouverture et ses risques

A Avignon, le «off» s'amplifie. L'organisateur s'explique

«Le «off» est le miroir de notre société : on y retrouve ses qualités et ses défauts», Alain Léonard sait de quoi il parle. Avant de mettre en place, il y a huit ans, la première «organisation» du festival «off», en proposant un programme des spectacles et un lieu de rencontre pour le public et les compagnies, il a lui-même connu la «galère» avignonnaise.

Comédien formé au conservatoire de Toulouse, il a écrit une pièce, Prothèses, «pour dénoncer les conditionnements idéologiques». Nulle part il n'avait pu la faire monter sinon, en 1978, au Chapeau rouge, une des salles «off» d'Avignon. Il y avait alors quelques quatre-vingts spectateurs, et les spectateurs commençaient par ne plus savoir où diriger leurs pas. Cinq ans plus tard, la prolifération des lieux n'avait rien arrangé, et Alain Léonard, bien que suivi d'une année à l'autre par ses fidèles, se demandait comment y voir plus clair. Pas question alors de vouloir «institutionnaliser le «off», ce qui semble être devenu le rêve de bien des compagnies. Alain Léonard appartenait à une génération hostile à toute «récupération». Il pensait néanmoins que les services «in» pouvaient aider le peuple «off» à maîtriser l'information... Sur une impulsion, il a exposé ses idées à Bernard Faivre d'Arrier, alors directeur du festival... et s'est trouvé invité à risquer l'aventure par ses propres moyens.

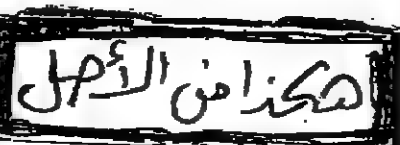
En 1982, le premier programme était tiré à grâce à un ami journaliste au Provençal et Alain Léonard s'installait avec son état-major - sa femme et un ami en vacances qui voulait bien donner un coup de main - dans un bureau du conservatoire de musique. Aujourd'hui, l'aspect d'accueil, considérablement agrandi, occupe le hall de l'hôtel de ville; et la Maison du «Off», près des remparts, où se succèdent rencontres et spectacles, fait partie du paysage avignonnais. Aucun spectateur ne pourrait plus se passer du volumineux programme où sont classées et commentées les créations et les reprises. Alain Léonard et son équipe ont construit, sur les toits, grâce à la vente de cartes d'abonnement - 11 000 cette année, pour plus de 75 000 entrées - et grâce aux cotisations des compagnies, un outil remarquablement efficace.

Des salles minuscules

Il ne souhaite pas pour autant apparaître comme le «patron» du «off»; surtout pas un patron qui se permettrait de sélectionner les «bonnes» compagnies. Pour lui, le «off» ne se conçoit qu'avec une ouverture totale. Il ne veut pas non plus intervenir auprès des propriétaires de salles qui imposent des tarifs de location prohibitifs. «C'est vrai, la situation est souvent choquante. A l'origine, les compagnies elles-mêmes cherchaient des salles à équiper; aujourd'hui, des entrepreneurs en prennent l'initiative dans un but lucratif. Mais il appartient aux artistes de trouver des parades contre ce capitalisme sauvage... ou d'accepter les lois du marché.»

Des troupes ont quitté Avignon ruinées, c'est vrai, mais Alain Léonard se refuse à ne considérer que ce «gâchis» : «Si un seul créateur peut s'épanouir grâce au festival «off», l'existence de ce phénomène en est justifiée.»

BERNADETTE BOST



AGENDA

LETTRES

La mort de l'écrivain Georges Conchon

Une peinture des mœurs modernes

Le romancier et scénariste Georges Conchon est mort le dimanche 29 juillet dans une clinique de la région parisienne (nos dernières éditions du 31 juillet). Il était âgé de soixante-cinq ans.

L'œuvre romanesque de Georges Conchon a pour ingrédients les affaires, la politique et l'amour; plus récemment le cinéma, où les trois données précédentes s'en donnent à cœur joie.

Sans doute est-ce un hasard dû à ses origines familiales si Georges Conchon écrit son premier roman *Les Grandes Lessives* (1953) à Chamaillères, mais quand même il n'y a jamais de hasard stérile. Si les options politiques de Georges Conchon se situent à l'opposé de celles de l'homme célèbre de Chamaillères, si le poste qu'il occupa pendant longtemps au Sénat en fit un témoin privilégié de la vie parlementaire, il sut décrire avec brio, humour et jouteuse les rapports coupables entre la politique et les affaires. Son second roman, *Les Chemins écartés* (1954), se situait déjà dans cette mouvance, mais c'est avec *Le Bel Avenir* (1983) qu'il porta au plus haut degré de ferocité et de dérision l'analyse de ce qui, chez Conchon, ressemble à une perversion.

Les romans de Conchon sont tous très denses, touffus, avec souvent de nombreux personnages. Ils se situent donc délibérément dans la tradition du roman de mœurs cher à Balzac.

Toutefois, dans une production littéraire qui s'est poursuivie pendant trente-quatre ans, à la lignée balzacienne succède la période stendhalienne, de *L'Apprenti gaulois* (1967) à *Colette Stern* (1987). Mais sans doute pour ces deux romans comme pour *L'Amour en face* (1972), le rythme cinématographique jouait-il pour Conchon un rôle également capital.

Car, entre-temps, l'écrivain était passé du roman au scénario et aux dialogues de films et il était devenu l'un des meilleurs scénaristes dialoguistes du cinéma des années 70. Ce don inné du dialogue qui apparaît si brillamment dans ses romans l'avait conduit à écrire pour le cinéma des films aussi populaires que *Sept morts sur ordonnance* et *La Banquière*.

Georges Conchon avait eu le prix de Judith Therpauve.

Conchon est né en 1925 à Saint-Avit (Puy-de-Dôme). Georges Conchon fit ses études au lycée de Clermont-Ferrand, au lycée Henri IV, à Paris, et à la Faculté des Lettres, où il obtint une licence de philosophie. Secrétaire des débats au Sénat de 1960 à 1980, Georges Conchon fit aussi du journalisme. Il avait notamment collaboré à *France-Soir*. Il obtint le prix Goncourt en 1964 pour *Le Bel Avenir* (Albin Michel), une sorte de parodie kafkaïenne en Afrique noire.

Après s'être attaqué à *Le Bel Avenir*, Conchon faisait en 1967 le procès du monde civilisé dans *L'Apprenti gaulois* (Albin Michel). Parmi ses romans, citons encore *Les Chemins écartés* (Albin Michel, 1954), *Colette Stern* (Gallimard, 1987) et surtout *Le Bel Avenir* (Albin Michel, 1983) qui fut grand bruit, car Georges Conchon y dévoilait les secrets de la spéculation sauvage et donnait une belle leçon d'économie appliquée. Il publia aussi un récit historique très remarqué, *Napoléon* (Flammarion, 1969) : le témoin curieux de l'histoire y émet le militant de la gauche unie.

Georges Conchon a souvent travaillé pour le cinéma. Il a écrit de nombreux scénarios, adaptant notamment le *Sucre*, *Le Bel Avenir* et *Le Bel Avenir*.

MICHEL RAGON

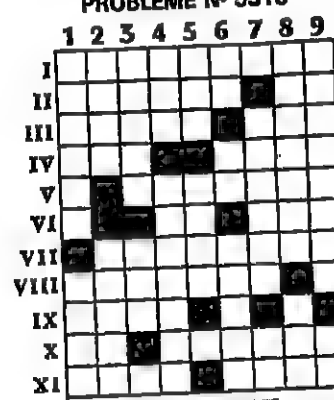
(Né le 9 mai 1925 à Saint-Avit (Puy-de-Dôme), Georges Conchon fit ses études au lycée de Clermont-Ferrand, au lycée Henri IV, à Paris, et à la Faculté des Lettres, où il obtint une licence de philosophie. Secrétaire des débats au Sénat de 1960 à 1980, Georges Conchon fit aussi du journalisme. Il avait notamment collaboré à *France-Soir*. Il obtint le prix Goncourt en 1964 pour *Le Bel Avenir* (Albin Michel), une sorte de parodie kafkaïenne en Afrique noire.

Après s'être attaqué à *Le Bel Avenir*, Conchon faisait en 1967 le procès du monde civilisé dans *L'Apprenti gaulois* (Albin Michel). Parmi ses romans, citons encore *Les Chemins écartés* (Albin Michel, 1954), *Colette Stern* (Gallimard, 1987) et surtout *Le Bel Avenir* (Albin Michel, 1983) qui fut grand bruit, car Georges Conchon y dévoilait les secrets de la spéculation sauvage et donnait une belle leçon d'économie appliquée. Il publia aussi un récit historique très remarqué, *Napoléon* (Flammarion, 1969) : le témoin curieux de l'histoire y émet le militant de la gauche unie.

Georges Conchon a souvent travaillé pour le cinéma. Il a écrit de nombreux scénarios, adaptant notamment le *Sucre*, *Le Bel Avenir* et *Le Bel Avenir*.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5315



HORIZONTALEMENT

1. Il peut s'agir d'une paire de sabots. — 2. Sujet de plainte. Peut incliner un « gendarme » à mettre à l'arrêt. — 3. Levée avant l'aube. L'avoir bien en main ne suffisait pas à empêcher de lécher pied. — 4. Occasion d'assister à plus d'un retour. Met fin aux résolutions de celui qui avait décidé de jouer le jeu. — 5. Importante, pour les grandes surfaces. — 6. Conjonction. Pas victime du froid. — 7. Mettent à mal des duchesses et des barons. — 8. Celui qui les soigne bien est fier du résultat. — 9. Pousse à répondre. — 10. Ne reste pas en place. Pour recueillir ce qui

VERTICALEMENT

1. Homme de bien. Le grand air lui fait le plus grand bien. — 2. Peut conduire à un acte de sabotage. Contenu dans certaines veines. — 3. Donnait le mauvais exemple. Occasionne un vide. — 4. Réussite d'une baisse. Proche du couronnement. — 5. Prête pour la douche. Moyen d'éviter la ruine. — 6. Cela peut être l'unique constituant d'un pont. Au cœur de l'Etna. Morceau de bric-à-brac. — 7. Préférerait certainement garder leurs « tuyaux » pour eux. Dans le crêpe. — 8. Unité de choc. Pour séparer le bon grain de l'ivraie. — 9. N'hésite pas à saisir la perche qu'on lui tend parfois. Possessif.

Solution du problème n° 5314

Horizontalement
1. Compagnie. — 2. Ubréale. — 3. Légère. — 4. Ose. Nain. — 5. Télémon. — 6. Oison. — 7. Impudent. — 8. Ose. — 9. Râles. — 10. X. Inutile. — 11. Sasseur.

Verticalement
1. Culottières. — 2. Obèse. — 3. Mégalo. — 4. Pré. Rêve. — 5. Aar. Mousse. — 6. Glénoté. Su. — 7. Ne. Anse. Air. — 8. On-dit. — 9. Eminent. Sal.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herrmann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 ; Telex 261311 F MONDSIR

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; a Film à éviter ; a On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 31 juillet

TF 1

20.30 Cinéma : Un silencieux au bout du canon. ■ Film américain de John Sturges (1974).
22.30 Documentaire : Histoire naturelle. Insolites.
23.25 Série : Le voyageur.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Cinéma : Le grand pardon. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1981).
22.50 Cinéma : New-York 1997. ■ Film américain de John Carpenter (1981).
0.25 Journal et Météo.

FR 3

20.35 Téléfilm : Hauteclaire. De Jean Prat.
22.05 Journal et Météo.
22.30 Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité. D'André Langens et Gérard Calderon.
23.20 Documentaire : Histoire de l'art. D'Alain Ferrat.
23.35 Musique : Carnet de notes. La Danza, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Boire et déboires. ■ Film américain de Blake Edwards (1987). Avec Kim Basinger, Bruce Willis, John Larroquette.
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Polle le conquérant. ■■

TF 1

14.25 Série : Tribunal.
14.55 Club Dorothea vacances.
17.00 Série : Chaps.
17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Tirage du TAO-TAO.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.35 Cinéma : Condorcet. De Michel Sauter (3^e partie).
22.05 Feuilleton : Le gérault (6^e épisode).
23.30 Feuilleton : Le rite de Cain (3^e épisode).
0.25 Journal, Météo et Bourse.

A 2

14.05 Magazine : Eté show. Invité : André Pousse.
14.10 Série : Larry et Baldi.
14.35 Magazine : Eté show (suite).
14.40 Feuilleton : Le village sur la colline (2^e épisode).
16.15 Magazine : Eté show (suite).
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Amend Jannot.
18.00 Magazine : Giga.
19.05 Série : Mac Giver.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Carte blanche à Gérard Holtz. L'air du temps, avec Jack Lang. Variétés : Les Gipsy Kings, Dick Rivers, Les Enfoirés, Bill Sauter, Miki Kama, Francis Cabrel, Miki Kama, Catherine Lara, une chorale brésilienne, Rachid Taha.
21.40 Magazine : Fruits de la passion. Les meilleurs moments : Lydia ; Kador ; Balardi ; Les groupes ; Le clan Duchesnay ; Bernard Baudry ; L'école de danse de l'Opéra ; Yannick Noah ; Parallèle entre Alain Prost et Franck Piccard ; Philippe Streiff ; Un pont plus loin.
23.30 Journal et Météo.
23.45 Cinéma : Teresa Berganza.

FR 3

14.00 Chut, les parents se reposent.
15.00 Série : Mission casse-cou.
15.50 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez.
16.30 Jeu : Objectif Tintin. Animé par Jacques Casayon.
18.00 Feuilleton : Sidéme gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Variétés : Palmarès de la chanson. Grand prix des succès de Farnandel, avec

Film d'essai de Billie August (1987) (v.o.).

0.35 Sport : Les Goodwill Games.

LA 5

20.35 Téléfilm : New-York. Le justicier du métro. De James McCallmont.
22.05 Série : Le voyageur.
22.30 Cinéma : Don Juan ou si Don Juan était une femme. ■ Film français de Roger Vadim (1972). Avec Brigitte Bardot, Maurice Ronet, Robert Hossein.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Toby dans le Grand Nord. De Jean-Claude Lord.
22.10 Série : La malediction du loup-garou.
22.30 Cinéma : Coplan sauve sa peau. ■ Film français d'Yves Boisset (1967). Avec Claude Brook, Margaret Lee, Jean Servais.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Magazine : Ciné 6.
0.35 Musique : Boulevardier/hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Les filles du vaudou. De Jean-Paul Collety et Catherine de Clippel.
21.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (3).
22.00 Court métrage :

Mercredi 1^{er} août

Christian Marin, Annie Cordy, Henri Gouba, Jean Lefebvre, Les Chariots, Frank Fernand. Une émission de mars 1968.
21.50 Journal et Météo.

22.15 Concert : Duo Dizzy Gillespie et Max Roach. Spectacle enregistré dans le cadre du Festival Bonifacio Blues en mars 1989, filmé par Frank Cassenti. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Inter.
23.05 Documentaire : Mémoire des siècles, mémoire des mots.
23.30 Documentaire : Histoire de l'art. D'Alain Ferrat. 6. La porte de l'enfer, de Rodin.
23.45 Musique : Carnet de notes. Consolation n° 3, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

15.20 Téléfilm : L'homme noir. De Giulio Ghesti.
17.05 Série : Allô ! Allô !
17.25 Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret. 9. Indonésie.
17.55 Cabou cadin.
En clair jusqu'à 21.00 —
18.30 Cabou cadin. Le plein de super ; Police académie.
19.20 Top album. Présenté par Marc Toesca.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Magazine : Scrupules.
20.29 Flash d'informations.
20.30 Cinéma : Morts en eau trouble. ■ Film américain de Matthew Chapman (1980). Avec Eric Roberts, Beverly D'Angelo, Dennis Lipscomb.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : La femme de mes amours. ■ Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi (1988). Avec Philippe Noiret, Ornella Muti, Nicole Faron.

LA 5

15.05 Les enquêtes du commissaire Maigret. Du commissaire Maigret. 16.30 Docteurs en folie (redif.). 17.00 Papa et moi (redif.). 17.30 Dessins animés. 18.00 Journal images. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles de sports. 20.35 Téléfilm : Au-dessus de tout soupçon. De Marvin Chomsky (1^{re} partie). Un parfait gentleman en apparence. 22.20 Série : Arabesque.

Assassins d'eau douce.

De Jean Painlevé.

22.30 Magazine : Imagine.

23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Louisette Neil.

FRANCE-CULTURE

21.05 Les Rencontres de Pétrarque. Ou est-ce qu'un Européen ?
22.20 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'elose.

22.40 Musique : Nocturne. Sonate pour deux pianos et percussions, de Bartok ; Le sacre du printemps, de Stravinski, par l'Ensemble Linéa (Ulrike Minkoff, Sébastien Rial, pianos, William Black et Yves Brustaux, percussions).

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Nuits bleues. Son House.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.

21.30 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : L'Ereco, opéra en un prologue et trois actes d'Apollinaire, par l'Orchestre de l'Opéra de Marseille, le chœur des Opéras de Marseille et de Montpellier, dir. Massimo de Bernart.

0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Europe centrale à la Perse.

23.10 Une balle dans le corps (redif.).

0.00 Journal de minuit.

LA 6

14.40 Téléfilm : La franco-tireur. De Maurice Falevry. Avec Bernard Lécocq, Jerry Arasse.
15.55 Jeu : Match music.
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Feuilleton : Paul et Virginie.
19.00 Série : Chacun chez soi.
19.30 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Cas de conscience.
21.10 Série : Les jupons de la Révolution. Talleyrand, de Vincent de Brus, avec Stéphane Freiss, Laurent Grevill.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Série : Portraits crachés.
0.15 Documentaire : Portraits d'artistes. Loutre.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (2).
15.00 Opéra : Les Vêpres siciliennes. Opéra des cinq actes de Verdi, mise en scène de Luca Ronconi.
18.00 Documentaire : Magnum. Bégynslum Bruxelles.
20.25 Cinéma d'animation : Une histoire comme une autre. De Pierre Driessen.
20.30 Documentaire : Ateliers contemporains (Naples revisité, par Ernest Pignoni-Ernest). De Jean-François Chaput et Laurence Drummond.
21.00 L'or du diable (3^e épisode). De Jean-Louis Fournier.
22.00 Série : C'est notre univers.
22.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
23.00 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (6).

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.05 Les rencontres de Pétrarque. Les nationalités mènent-ils toujours au désastre ?
22.20 Le bestiaire enchanté et sans oubli. Les anguilles.
22.40 Musique : Nocturne. Quatuor n° 2, de Bartok ; Quatuor n° 11 en fa mineur, de Borodine ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol mineur op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. Ivan Fischer, François-René Duchâble.
0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Adriatique à la mer Egée.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 Avant-concert.
22.00 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Le prince Igor, op. 47, de Tchaïkovski ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 8 en sol mineur op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, dir. Ivan Fischer, François-René Duchâble.
0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Adriatique à la mer Egée.

Audience TV du 30 juillet 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	36,6	Santa Barbara 19,2	McGyver 6,3	Actual. rég. 11,5	Top 50 0,6	Enfer devoir 2,0	Chacun... 0,9
19 h 45	38,4	Roue fortune 16,9	McGyver 8,0	18-20 infos 1,7	Top 50 1,4	Journal 2,1	Dis donc... 2,1
20 h 18	45,3	Journal 19,2	Journal 10,3	Le classe 7,7	Scrupules 1,5	Journal 3,1	M... est servie 3,6
20 h 55	50,5	Scandales... 17,8	Faca cachée 12,3	Dom Juan 3,7	Oracula 1,6	L'âge bête 10,6	4,7
22 h 08	43,8	Scandales... 20,9	Bande ann. 4,4	Dom Juan 5,1	Comics 1,1	Pub 3,9	L'âge bête 7,7
22 h 44	27,0	Pub 13,1	Enlèvement... 0,8	Soir 3,7	Corrida 1,6	Boys... 5,7	Galaxies... 2,1

CARNET DU Monde

Naissances

- Pascal et Florence de LAGUIRE, Aix.

sont heureux d'annoncer la naissance de

Albane,

à Bordeaux, le 27 juillet 1990.

29, rue du Colisée, 75008 Paris.

- Angélique BÉRÉS et

Diana OLIVIERES

ont la joie d'annoncer la naissance de

Benjamin,

le 19 juillet 1990.

48, rue Gallée, 75116 Paris.

- Amédée GIOVETTI

a la joie d'annoncer la naissance de sa

filles,

le 28 juillet 1990.

25, rue Constant, 93220 Gagny.

- Sylvie FOURNIER

et Pierre-Jean NOGNAI

laissent à

Thomas,

la joie d'annoncer la naissance de

Lacé,

le 27 juillet 1990.

5, allée du Président-Kennedy, 94510 Chevilly-Larue.

- Jean-Michel et Chantal PASQUET,

ont la joie d'annoncer la naissance de

leur petit-fils

Morgan,

le 26 juillet 1990.

chez Christophe et Marie-Thérèse

PASQUET-COUTARD.

Jean-Michel et Chantal Pasquet,

10, rue d'Alsace, 92300 Levallois.

Mariages

- On nous prie de faire part du

mariage de

Hélène MILLERAND

et Louis GARDEL,

à Paris, le 27 juillet 1990.

- M. et M^{me} Michel Bloch,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Annie Blomont,

ses enfants et petits-enfants,

M^{me} André Socoloff,

ses enfants et sa petite-fille,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} Renée CHABREDIER,

survenue à Poitiers, le 26 juillet 1990,

dans sa quatre-vingt-deuxième

année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité.

138, rue de la Mérognie,

86000 Poitiers.

- M. et M^{me} Claude Birard,

sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

Albert Marc DOLMAZON,

inspecteur honoraire

de l'Éducation nationale,

ancien inspecteur d'académie

à Abidjan,

ancien directeur de l'enseignement

au Togo,

ancien directeur adjoint de l'IPN,

chevalier de la Légion d'honneur,

Palma académique,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième

année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité au cimetière de Vais-

son-Romaine, le jeudi 26 juillet 1990.

Nos abonnés et nos actionnaires,

beneficiant d'une réduction sur les

insertions dans « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

munique leur numéro de référence.

Des nuages pourront se développer

sur la Corse et les Alpes mais sans don-

- Micheline Ducray,

son épouse,

Francine Mariant-Ducray et Pierre

Mariant,

Laurent, Xavier, Juliette,

Pierre Ducray et Isabelle Salessy-

Ducray,

Augustin,

ses enfants et petits-enfants,

sa famille,

Ses amis,

ont la très grande tristesse de faire part

du décès de

M. Gabriel DUCRAY,

directeur régional

du travail hors classe honoraire,

ancien délégué

à la formation professionnelle,

officier de la Légion d'honneur,

chevalier des Palmes académiques,

survenu le 29 juillet 1990, à Creuville,

à l'âge de soixante et un ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Creuville (Saône-et-Loire), mercredi

1^{er} août, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, dons à l'Insti-

tut Curie, Paris.

Les Crays, Creuville, 71260 Lugny.

3, rue de l'Abreuvoir,

92100 Boulogne.

(Lire page 14.)

- Le président

et les membres de la commission admi-

nistrative de la synagogue de Neuilly-

sur-Seine

ont le regret de faire part du décès, sur-

venu à Paris, le 24 juillet 1990, de

M^{me} Léa FRANKFORTER,

épouse de M. Léon Frankforter,

président d'honneur

de la Communauté.

Us renouvelent à sa famille l'expres-

sion de leur sympathie attristée.

- M. Lucien Guérard,

son père,

Olivier Richon,

son fils,

sont au regret de faire part du décès

accidentel de

Ariette GUÉRARD,

survenue le 28 juillet 1990.

Les obsèques seront célébrées dans la

plus stricte intimité.

19, rue Racine,

78220 Viry-Chaty.

- M. Jean-Marie Lamielle,

M. et M^{me} Pierre-Laurent Constant

et leur fille Raphaëlle,

M. et M^{me} Paul Mauré

et leurs enfants, Jean-Laurent et

Philippe,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anny LAMIELLE,

née Véro La Ronce,

survenue le 28 juillet 1990.

- De France et d'Afrique

nous avons la grande tristesse d'annon-

cer le décès de

Jacques LEWIN,

le 25 mai 1990.

Ses amis,

- Nous apprenons le décès de

médicin lieutenant-colonel

Charles MAURIC,

compagnon de la Libération,

survenu le jeudi 26 juillet.

Les obsèques ont eu lieu samedi

28 juillet à Marseille.

[Né le 10 juin 1909 à Grenoble, médecin pri-

taire de formation, Charles Mauric a notamment

servi à la 2^e division blindée (DB) durant la

seconde guerre mondiale. Il participa avec son

compagnon de la Libération le 24 mars 1945 au titre de

médical commandant de la 1^{re} brigade médicale de

la 2^e DB. Titulaire de la croix de la Libération

et de la croix de guerre 1939-1945, Charles

Mauric finit officier de la Légion d'honneur.]

- Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, Lyon.

Pointe-à-Pitre, Hyères.

M^{me} Robert Mollon,

née Sarras-Chabre,

M. Patrick Mollon et Raphaëlle

Forca

et leurs enfants,

M. François Mollon,

M^{me} Pauline Mollon,

Les familles Baraguer, Mollon, Bro-

nier, Sarras-Chabre, Cerveise et Roly,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert MOLLON,

survenu le 28 juillet 1990, dans sa

soixante-troisième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à

Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, dans l'inti-

mité.

- M^{me} Pierre Percie du Sert,

M. et M^{me} Paul Percie du Sert,

Hugues, Anne, Hélène,

M. et M^{me} Charles Percie du Sert,

Françoise, Chantal, Geneviève,

Les familles Percie du Sert, Le Che-

valier de Préville, de Bray, Achard de

Leulandier,

Toute la famille

Et ses alliés,

font part du décès de

M^{me} Simone PERCIE du SERT,

décédée le 29 juillet 1990, dans sa

cinquante-deuxième année, à Savigny-le-

Temple.

La cérémonie religieuse a été célé-

brée le mardi 31 juillet, à Saint-Ger-

main-en-Laye.

L'inhumation a eu lieu dans le

caveau de famille, au cimetière du

Vésinet.

Des dons peuvent être effectués au

profit de l'Institut Gustave-Roussy,

77176 Savigny-le-Temple, ou de

l'ARC, 94811 Villejuif Cedex.

19, avenue du Belloy,

78110 Le Valinot.

- M^{me} Paulette Piolet,

son épouse,

M. Jean-Luc Piolet,

son fils,

ses enfants, Jérôme, Amis, Benjamin,

M^{me} Berthe Piolet,

sa mère,

M^{me} Simone Bismuth,

Les familles Piolet, Neury, Caillé,

Bonard, Cocon, Natas, Dode,

ont l'immense douleur de faire part du

décès subit, à l'âge de soixante-six ans,

de

Georges PIOLET,

professeur de lettres,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier

de l'Ordre de la République tunisienne,

vice-président

de l'Association démocratique

des Français de Tunisie,

député des Français de Tunisie

au Conseil supérieur

des Français de l'étranger

de 1968 à 1985,

président de l'ADPFF (FEN),

de 1965 à 1983.

Les obsèques auront lieu le mercredi

1^{er} août 1990, à 15 heures, en l'église de

Luc-en-Diois (Orléans).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue des Couronnes,

75020 Paris.

Montclair,

04140 Seyne-les-Alpes.

- Mustapha Chelbi

a la grande peine d'annoncer le décès

de son précieux ami

Georges PIOLET,

conseiller auprès de la direction

du Courrier des galeries,

professeur de français en Tunisie,

vice-président de l'ADPFF,

chevalier de la Légion d'honneur.

« Celui qui porte dans ses bras tous

les siens... est tombé, touché d'un

sur les fleurs... »

Paul Eluard.

Le Courrier des galeries,

1, rue de Thionville,

75019 Paris.

- Fernande Schumann-Mettraux,

Nicole et Jacques Taber,

leurs enfants et petits-enfants,

Philippe, Anne Lepage

et son fils Bruno,

Corinne et Christian Huglo-Lepage

et leurs enfants, Hélène, Benjamin,

Yves et Françoise Lepage,</

صكذامن لامل

ÉCONOMIE

BILLET

La résistible baisse des taux

Lundi 30 juillet, la Banque de France n'a pas abaissé ses taux directeurs lors d'une de ses adjudications régulières, contrairement à l'attente des milieux financiers qui commencent à anticiper sur cette décision (le Monde daté 29-30 juillet 1990). L'institut d'émission s'est borné à injecter 19 milliards de francs de liquidités supplémentaires à 9,50 %, niveau inchangé depuis l'abaissement d'un quart de point le 26 avril dernier.

Certains ont attribué ce maintien à des divergences de vues entre le gouverneur de la Banque de France, M. de Larosière, et le ministre des finances, M. Bérégovoy. Ce dernier est un fervent partisan d'une baisse des taux d'intérêt à court terme, de deux points plus élevés qu'en Allemagne, baisse rendue possible par l'excellente tenue du franc et la modération de l'inflation. M. de Larosière se montre plus réticent, estimant que la distribution des crédits bancaires est plus active que prévu et que les contraintes du système monétaire européen restent trop fortes, la peseta, dopée par des taux d'intérêt meurtriers, menaçant de crever ses plombs vis-à-vis du franc et du mark.

A cette dernière objection, M. Bérégovoy réplique que « certains pays » (l'Espagne et l'Italie) sont à même d'abaisser leurs taux pour apaiser les tensions au sein du SME. Il laisse entendre, la semaine dernière, qu'une diminution concertée du loyer de l'argent pourrait se produire (« Je ne dis pas dans les prochains jours, je dis dans les prochaines semaines »). Donc, si ce n'est pas cette semaine, ce sera peut-être la prochaine ou celle d'après, en tout cas d'ici le début septembre, en attendant que la Banque d'Espagne « fasse un geste ». Mais, toujours lundi 30 juillet, elle est intervenue pour faire baisser un peu la peseta par rapport au franc et au mark, ce qui laisse un petit espoir de voir s'amorcer, timidement, une dégrèvement des taux d'intérêt en France, après une descente en continu de 1982 à 1986 et une lente remontée depuis.

La Communauté propose de réduire de 30 % en dix ans ses aides à l'agriculture

La Communauté est prête à réduire de 30 % en dix ans le soutien qu'elle accorde à son agriculture, le point de départ de cet exercice d'assainissement étant fixé à 1986, année de lancement de l'Uruguay round. C'est ce que M. Ray Mac Sharry, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, vient d'annoncer à Drummond Castle, un château de l'ouest de l'Irlande où étaient réunis, les lundi 30 et mardi 31 juillet, les ministres de l'Australie, du Canada, du Japon ainsi que le commissaire européen compétent (dans l'Uruguay round, c'est en effet la Commission européenne qui négocie au nom des Douze).

BRUXELLES
(Communautés européennes)

De notre correspondant
La Communauté a toujours dit qu'elle était favorable à une réduction globale, progressive et équilibrée du soutien accordé à l'agriculture par les pays producteurs, étant entendu qu'en ce qui la concerne il faudrait tenir compte de l'effort de baisse des prix et de réduction de la production déjà entrepris depuis

1986 au titre de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Pour apprécier la portée pratique de l'offre faite par M. Mac Sharry, il faudrait précisément savoir à combien il évalue la réduction du soutien opérée par la Communauté de 1986 à 1990.

Le principal avantage de sa proposition est sans doute de redonner l'initiative à la Communauté. Les experts se montrent en réalité sceptiques quant aux possibilités de parvenir avant la fin de l'Uruguay round en décembre à Bruxelles à un accord agricole entre les principaux pays producteurs qui ne serait pas un faux-semblant.

Un inventaire détaillé des aides

Ce scepticisme repose sur trois raisons principales : 1) La Communauté entend ne pas renoncer à son système de double prix sur lequel la maîtrise de ses exportations (plus de 30 millions de tonnes de céréales en 1989-1990) ; 2) Les États-Unis, depuis le début de l'Uruguay round, veulent faire porter l'effort d'assainissement des échanges agricoles mondiaux par la seule Communauté. Ils braquent ainsi le projecteur sur les subventions à l'exportation que celle-ci finance, recherchant leur élimination, mais ne sont pas prêts eux-mêmes, compte tenu de la position du Congrès, à réduire le soutien qu'ils accordent à leurs « farmers » et en particulier à diminuer les aides directes (deficiency payments) versées à ces agriculteurs ; 3) L'effondrement économique de l'URSS qui jusqu'à présent n'a pas été pris en compte dans l'Uruguay round modifié de manière sensible la négociation agricole internationale.

« Moutons fous » en RFA

Un virus apparemment semblable à celui qui a provoqué l'épidémie de la « vache folle » en Grande-Bretagne a été localisé dans un élevage ouest-allemand où deux moutons et 1 200 bêtes ont dû être abattus, a annoncé lundi 30 août à Stuttgart la ministre de l'Agriculture de Bade-Wurtemberg.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la maladie, du même type que l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, dite « maladie de la vache folle ») a été introduite en RFA par un mouton importé d'Angleterre.

En outre, deux chèvres atteintes d'un virus de ce type ont été abattues, il y a deux mois, dans la région de Detmold (centre-ouest de la RFA). Le ministre fédéral de l'Agriculture de Bonn a indiqué que, hormis ces deux cas, la maladie n'avait été repérée en aucun autre

Dans l'immédiat, conformément à ce que demandait le rapport de M. De Zeeuw, le président du groupe de négociations agricoles de l'Uruguay round, les pays producteurs se sont engagés à fournir dans les semaines à venir un inventaire détaillé des aides qu'ils accordent à leurs agriculteurs ainsi que des barrières qu'ils dressent aux frontières pour les protéger. Cet exercice devrait faire apparaître, en particulier, si les États-Unis jouent le jeu honnêtement, l'ampleur des aides qu'ils accordent. Cette opération n'est pas plus évidente pour la Communauté : celle-ci, si elle ne triche pas, va par exemple devoir mettre en évidence que le prélevement mobile qu'elle perçoit sur les importations de céréales n'est pas égal à la différence entre le prix mondial et le prix communautaire, mais le dépasse très largement (1). En fait, la préférence communautaire est beaucoup trop forte. La Communauté est-elle prête, comme premier geste d'assainissement, à ramener les prélèvements à ce qu'ils devraient être, c'est-à-dire à l'écart entre le prix européen et le prix mondial ? « La négociation agricole s'apparente jusqu'à présent à un jeu de poker menteur. Si les données ne deviennent claires, on s'apercevra vite qu'elle ne peut aboutir qu'à une impasse », expliquait lundi l'un des rares experts de la Commission à maîtriser ce dossier.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) En 1988, le prix intérieur du blé dans la Communauté s'est situé en moyenne à 204 euros par tonne, alors que le prix en vigueur sur le marché international atteignait 150 euros par tonne. L'écart à compenser était de 54 euros par tonne, mais dans la réalité le prélevement appliqué à l'importation de blé dans la Communauté a dépassé 180 euros par tonne !

Avec un milliard de francs pour 1990

La France demeure en tête des bailleurs de fonds de la Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

Pour la seconde année consécutive, l'aide économique et financière française à la Tunisie, qui vient d'être négociée à Tunis, se situera à environ un milliard de francs. Cette enveloppe globale maintient assez nettement la France en tête des bailleurs de fonds étrangers. Elle répond aussi à l'attente des dirigeants, qui ont enregistré, ces derniers mois, avec

inquiétude le flux des capitaux occidentaux vers l'Europe de l'Est et vient les tranquilliser sur l'engagement de Paris à leur égard.

En dépit de sa très faible utilisation lors de l'exercice précédent — moins du tiers, — l'aide-projet a été maintenue à 460 millions de francs. Certes, les grands projets se sont fait plus rares avec les hésitations qu'a entraînées le plan de réformes structurelles. Mais, surtout, la France a été écartée des principaux marchés, comme l'agrandissement de la raffinerie de pétrole de Bizerte et la construction du métro léger de Tunis, ou n'a recueilli que des miettes comme pour l'extension du réseau téléphonique. Les négociateurs du Trésor ont fait remarquer à leurs interlocuteurs tunisiens, qui leur auraient assuré qu'à l'avenir les offres françaises seront examinées avec plus d'attention. Mais, en attendant, une certaine ambiguïté persiste. Force est de constater, par exemple, que les médias tunisiens réservent généralement à la coopération avec la France un traitement beaucoup plus discret que celui accordé à d'autres partenaires, européens ou arabes.

Au terme du nouvel accord, l'aide-programme, destinée à l'achat de biens courants français, reste fixée à 290 millions de francs, de même que la ligne de crédit en faveur des investissements, dans le cadre du partenariat franco-tunisien, demeure à 100 millions. Aux 60 millions réservés à accompagner l'opération de rachat des biens immobiliers français dans la région de Bizerte et au don de 150 millions pour la diffusion d'Antenne 2 figurant dans la précédente enveloppe, cette année, un engagement budgétaire de 300 millions en crédits et dons destinés au futur Institut national des sciences appliquées et des technologies, chargé de former de jeunes techniciens directement opérationnels dans les entreprises, et qui pourrait fonctionner à partir de la rentrée 1993.

MICHEL DEURÉ

(1) Lavoquant le non-respect de cet engagement, la Tunisie a réduit le temps de diffusion d'Antenne 2 depuis début juin (le Monde du 16 et daté 17-18 juin).

Application au 1^{er} août des premières mesures indiciaires

Coup d'envoi de la réforme de la grille de la fonction publique

Conformément à l'accord du 9 février, un premier train de mesures revalorisant certains traitements et améliorant les déroulements de carrière de plusieurs catégories de fonctionnaires entre en application le mercredi 1^{er} août.

Opération fort complexe et jusqu'ici plutôt abstraite, la réforme de la grille indiciaire des agents de l'Etat, des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière devient une réalité. Certes, les 4,5 millions d'agents des trois fonctions publiques ne vont pas tous immédiatement recueillir les fruits de cet accord conclu par M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, et le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, FGA, CFTC et CFE-CGC), mais rejetté par FO et la CGT.

Les dispositions qui entrent en vigueur ouvrent toutefois des possibilités nouvelles de promotion, surtout pour certains fonctionnaires du bas de la hiérarchie, grâce à l'élargissement de l'échelle des rémunérations, qui permettra d'assouplir la grille indiciaire et d'améliorer les déroulements de carrière. Les autres agents devront attendre le 1^{er} août 1991 ou 1992. Etant donné son coût (42 milliards de francs de mesures nouvelles au total en incluant les retraites), cette réforme s'étale en effet jusqu'à 1996 selon un échéancier en sept parties à peu près égales.

Ces premières dispositions vont concerner directement ou indirectement quelque 350 000 fonctionnaires de l'Etat sur un total de 2,6 millions. Pour un coût budgétaire de 1,8 milliard de francs. Sur sept ans, ce coût sera de 22 milliards de francs au total, dont 13 milliards pour les seuls actifs. Les policiers, les militaires et les surveillants de l'administration pénitentiaire ne seront pas oubliés mais, la répartition des différentes mesures qui les touchent n'étant pas encore achevée, les revalorisations leur seront attribuées dans les prochains mois avec effet rétroactif au 1^{er} août.

Priorité aux basses catégories

La catégorie D (agents recrutés sans condition de diplôme) bénéficie dès à présent du relèvement indiciaire de l'échelle 1, la plus basse. Ils touchera 81 500 francs, soit un septième des effectifs, sont par ailleurs reclassés en catégorie C, de même que 13 500 agents de bureau. Les tableaux d'avancement permettront de désigner les premiers bénéficiaires. Au 1^{er} août, un agent de service ou de bureau ayant douze ans d'ancienneté et se situant au cinquième échelon sur l'échelle 1 sera reclassé au même niveau sur l'échelle 2 en catégorie C. L'amélioration de son traitement brut mensuel sera de 383 francs, et son espérance de gain supplémentaire en fin de carrière sera de 1 430 F. Au terme de la réforme, tous les emplois de catégorie D auront été requalifiés en catégorie C (niveau BEPC).

Parmi cette dernière catégorie, les 28 000 sténos obtiendront des possibilités accrues d'avancement

et une partie des ouvriers de l'Etat ont accès à de nouveaux corps leur permettant d'obtenir un avancement. Au sein de la partie supérieure de la catégorie C apparaît un « nouvel espace indiciaire » ouvert dès cette année à 7 600 personnes (2,5 % des effectifs mais 10 % en fin de programme). Une sténos se situant au troisième échelon de l'échelle 3 verra sa rémunération mensuelle progresser de 240 F.

Les collectivités locales et les hôpitaux

En catégorie B (niveau bac) les deux premiers grades fusionnent au profit de 111 300 agents pour un avantage salarial modeste (moins de 100 francs par mois). La possibilité d'accéder à un troisième grade est mise en place pour 3 000 agents dans l'année, et 3 000 instituteurs supplémentaires accéderont en catégorie A. Le nouveau « classement indiciaire intermédiaire » ouvert aux agents de catégorie B répondant à certains critères de technicité et de responsabilité ne sera effectif qu'en 1991. Pour sa part, la catégorie A fait un peu figure de parent pauvre : 4 000 fonctionnaires seulement sont touchés par ces premières mesures.

L'ensemble de ces dispositions sont transposées dans les hôpitaux publics et les collectivités locales en tenant compte de leurs spécificités propres et de décisions particulières prévues lors de la négociation. Dans la fonction publique territoriale, la CFDT estime que quelque 600 000 parmi les 1,2 million d'agents sont aujourd'hui directement ou indirectement concernés. En effet, les catégories C et D, qui recouvrent globalement 50 % des mesures globales dans la réforme, alors qu'elles représentent 40 % des effectifs des trois fonctions publiques, totalisent à elles seules 85 % des personnels des collectivités locales.

Dans la fonction publique hospitalière (630 000 agents), le coût du « plan Durafour » au 1^{er} août est de 500 millions de francs, dont la moitié pour la catégorie D. Le tiers environ des agents hospitaliers sont immédiatement concernés. A cela s'ajoutent 730 millions de francs au titre de la « remise à niveau » des dispositions décidées en octobre 1988 à la suite du conflit des infirmières.

D'autre part, l'accord du 9 février supprime à compter du 1^{er} août toute limite d'âge pour les concours internes de la fonction publique et accroît le pourcentage des postes réservés à la promotion interne. Il prévoit enfin un financement complémentaire dès lors que la croissance du PIB en volume dépasse 3 %. A partir de ce seuil, chaque dixième de point de croissance supplémentaire permettra de dégager 120 millions de francs (jusqu'à 3,5 %) et 150 millions de francs au-delà. A la fin de l'année, lorsque les prévisions macro-économiques pour 1990 des services de la Nation seront connues, le gouvernement et les signataires se réuniront pour répartir cette enveloppe. Les dernières estimations de l'INSEE évaluent à 3,2 % la croissance de l'économie française en 1990.

JEAN-MICHEL NORMAND

Selon les enquêtes de l'INSEE et du CNPF

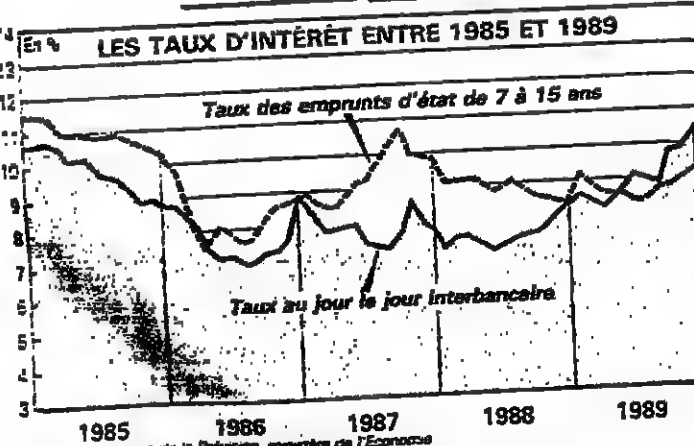
Les chefs d'entreprise constatent un ralentissement de l'activité

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE dans son enquête mensuelle de juillet, le ralentissement de l'activité dans l'industrie française s'est poursuivi au deuxième trimestre. « L'opinion sur les stocks n'a pas varié au cours du deuxième trimestre, ceux-ci étant jugés proches du niveau normal. Les carnets de commandes étrangers se sont dégradés ce mois-ci, tandis que la situation s'est stabilisée du côté des carnets de commande globaux ».

L'INSEE souligne que, du point de vue des industriels, le ralentissement s'est poursuivi dans la plupart des branches du secteur des biens intermédiaires, à l'exception du verre et du papier-carton. Dans le secteur de la construction automobile et du matériel de transport terrestre, les stocks sont jugés supérieurs au niveau normal et « les perspectives de production pour les mois à venir sont peu encourageantes ». En revanche, l'activité est restée assez vive dans les biens

d'équipement professionnel et ceux de consommation dans lesquels les industriels estiment que leurs perspectives de production sont bonnes.

La note de conjoncture de juillet publiée par le CNPF fait également état du ralentissement de l'activité manufacturière. Les économistes de l'organisation patronale notent qu'après la période de croissance très rapide, accompagnée de fortes augmentations d'effectifs et de gains de productivité, « beaucoup d'entreprises ont épuisé leurs réserves instantanément mobilisables de productivité, ce qui limite naturellement leur expansion et pèse sur la croissance globale, alors que le courant d'embauche ne se dément pas ». Ils estiment néanmoins que, compte tenu de l'environnement international toujours porteur, et de la vigueur de la consommation et des investissements productifs, les perspectives à court terme restent favorables pour les entreprises françaises.



Après une longue descente, qui a ramené les taux d'intérêt français de plus de 15 % à la fin de 1981 à 7-8 %, ceux-ci ont, à partir de l'automne 1986, amorcé une lente remontée, plus prononcée pour le court terme que le long terme, phénomène appelé « inversion des taux ». Ce phénomène traduit l'espoir des milieux financiers de voir la Banque de France, maîtresse du court terme, assouplir sa politique dans les mois qui viennent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Francic

La Société Française des Ciments - SFC

Comptes de l'exercice 1989-1990.
Actif net au 30.03.1990 : F 3.554.351.220
Performance en 1989 : + 25,86 % (coupon réinvesti)
Valeur liquidative au 18.07.1990 : F 498,10
Performance du 29.12.1988 au 18.07.1990 : - 1,36 %
Dividende proposé : F 10,80 + F 2,31 d'avoir fiscal
payable le 26 juillet 1990.
Bénéfice global sans droit d'entrée
jusqu'au 26 octobre 1990.

Le Président Jacques Guennet a déclaré :
La bonne tenue de l'économie française ne se dément pas et le second semestre 1990 devrait être aussi brillant que le premier. Le haut niveau des investissements des entreprises joint à un début de consensus quant à une baisse générale des taux d'intérêt et à un environnement international favorable — notamment en Europe Centrale — nous amène à redevenir fondamentalement optimistes sur notre marche pour les prochains mois.

AGO du 18.07.1990

GROUPES CIC

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Internet 36 15 3000 ASSOC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Opposé à la circulation
de devises en URSSLe président de la Gosbank
propose un taux de change
unifié du rouble

M. Victor Gueratchchenko, président de la banque d'Etat soviétique (Gosbank) a vivement critiqué, lors d'une conférence de presse tenue le lundi 30 juillet à Moscou, la décision prise la semaine dernière d'autoriser les Soviétiques à détenir des devises à partir du 1^{er} août.

« La direction de la Gosbank est contre la circulation d'autres monnaies parallèlement au rouble », a affirmé M. Gueratchchenko, ajoutant que « les gens devraient être motivés pour gagner de l'argent libellé dans la monnaie de leur pays, avec lequel ils peuvent acheter des biens ». Il a proposé d'unifier, d'ici à un mois, la multitude de cours de changes du rouble - 2 000 environ - existant à l'heure actuelle.

Le système des adjudications de devises doit être progressivement élargi, a affirmé le président de la banque d'Etat, afin que le cours du change réponde mieux à l'offre et à la demande. M. Gueratchchenko a critiqué la réouverture à partir du 1^{er} août (après deux ans d'interdiction) d'un réseau de boutiques où les biens sont payables en devises.

Il s'est déclaré favorable à la création de magasins en roubles, offrant à des prix élevés des produits difficilement trouvable ailleurs.

PUBLICATION JUDICIAIRE

DÉCLARATION D'ABSENCE
Monsieur Robert, Émile Léon BAUDY, élève, né à BOIS-COLOMBES (92), le 20 septembre 1923, demeurant à VALE-COURT (60), rue du Lavoisier, a déposé au Tribunal de Grande Instance de Paris une requête afin de faire déclarer l'absence de Mademoiselle Judith, Simone, Fortunée BAUDY, née à Paris (16^e), le 1^{er} janvier 1908, disparue le 3 septembre 1914 de son dernier domicile, sis à Paris, 42, boulevard d'Ornano.

M. J.-F. ALPHATI, avocat.

Avec une croissance proche de 9 %

La Corée du Sud affiche à nouveau de bons résultats

L'économie coréenne est-elle en train de sortir du tunnel ? Si elle ne retrouve pas le rythme des années 1986-1988, il est probable que la croissance ne sera pas loin des 10 %. Selon les dernières prévisions de la Banque de Corée du Sud, la croissance, cette année, devrait être nettement supérieure à celle de 1989 (6,7 %) et atteindre 9 %.

TOKYO

de notre correspondant

Alarmistes ces derniers mois (le Monde du 5 juin), les autorités et les milieux d'affaires paraissent aujourd'hui plus rassurés. La semaine dernière, le gouverneur de la Banque de Corée a fait état des résultats du premier semestre qui confirment cet apaisement. Tirée par la construction (+ 39 %) et la consommation interne (+ 12 %), la croissance a atteint au cours des six premiers mois de l'année un

rythme de 9,8 %, nettement supérieur aux 6,7 % atteints pour la même période en 1989.

La menace de crise brandie récemment par les autorités a permis de contenir les revendications salariales aux alentours de 10 %, soit la moitié du taux d'augmentation des deux années précédentes. Durs, les conflits du travail n'en ont pas moins diminué en nombre et les pertes en termes de production ont été considérablement réduites.

Le redressement comporte cependant des zones d'ombre. La principale préoccupation demeure la détérioration des échanges extérieurs. Selon la Banque de Corée, le déficit de la balance courante s'est élevé à 1,6 milliard de dollars (8,7 milliards de francs) au cours du premier semestre. Moins important qu'en 1989 pour la même période (2,6 milliards), il n'en reste pas moins substantiel : il est dû essentiellement à une stagnation des exportations conjuguée à une croissance des importations

stimulée par l'augmentation de la consommation.

Au cours des six premiers mois, les exportations se sont chiffrées à 39,7 milliards de dollars (soit une augmentation de 0,1 %) tandis que les importations se sont élevées à 32,5 milliards, soit 16 milliards de plus que l'année dernière pour la même période.

La balance commerciale devrait donc enregistrer un déficit de 4 à 5 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année. L'excédent de la balance des paiements (14,1 milliards de dollars en 1988) était retombé l'année dernière à 5 milliards.

La seconde préoccupation est la hausse des prix : 7,4 % au cours des six premiers mois (contre 3,1 % l'année dernière). Encore ce chiffre ne reflète-t-il qu'imparfaitement l'inflation ressentie par la population dans la vie quotidienne.

Globalement, les autorités sont préoccupées par une modification de la structure même de l'économie : affaiblissement de la compétitivité sur les marchés extérieurs alors que les exportations furent le moteur de la croissance coréenne ; tensions sociales provoquées par un écart croissant entre les nantis et les couches défavorisées, frappées surtout par une crise du logement consécutive à une spéculation foncière effrénée.

PHILIPPE PONS

7 % de pauvres

Les fruits des prouesses économiques de la Corée du Sud ne se sont pas fait sentir pour tous : malgré des taux de croissance record, plus de 7 % de la population vit dans la pauvreté (0,6 % dans le cas de Taiwan et 1,2 % au Japon).

Un récent rapport de l'Agence de la planification, destinée aux membres du Parlement, révèle que 3,3 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et n'ont comme ressources que les subsides de l'Etat. Parmi eux, 2,2 millions ont un revenu mensuel de 48 000 wons, c'est-à-dire 380 francs environ. En d'autres termes, leur revenu annuel est

égal au prix d'une télévision en couleur fabriquée localement.

L'Institut de la santé et des affaires sociales (gouvernemental) avait publié il y a quelques mois un autre rapport dans lequel il estimait les dépenses minimum mensuelles pour une famille de quatre personnes à 357 000 wons (2 800 francs).

Selon la Fédération des syndicats coréens, le revenu minimum nécessaire à une famille de quatre personnes vivant en ville se chiffre à 709 000 wons (5 400 francs). Or un million de foyers, soit 10,5 % du total national, ne dispose pas de cette somme.

Ph. P.

SOCIAL

Mort de Gabriel Ducray
ancien délégué
à la formation professionnelle

Ancien secrétaire général, puis délégué à la formation professionnelle de 1980 à 1981, M. Gabriel Ducray, soixante et un ans, est décédé le 29 juillet.

[Né le 11 mars 1929 à Lons-le-Saunier (Jura), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, M. Gabriel Ducray a suivi pendant toute sa carrière les évolutions du monde du travail et de la formation professionnelle. On lui doit, en 1984, un rapport sur la situation des ouvriers de fabrication de l'industrie automobile, annonciateur des conflits de Talbot-Poitou puis de Citroën-Aluway.]

D'abord inspecteur du travail dans le bassin sidérurgique lorrain en 1955, M. Ducray fut rapporteur général et président des comités formation-emploi pour les VI^e et VIII^e plans, de 1965 à 1980. Directeur du CERQ (Centre d'études et de recherche sur l'emploi et les qualifications), à sa création, en 1970, il quitta cette institution dix ans plus tard. A partir de 1982, il devint représentant permanent du gouvernement auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève.]

■ Hausse de 0,5 % des dépenses. Maladie en juin. - Les dépenses de l'assurance maladie pour le mois de juin se sont élevées à 28 341 millions de francs, en hausse de 0,5 %, contre 0,2 % au mois de mai. Cela porte à 162 408 millions le total des remboursements aux assurés sociaux et des versements aux hôpitaux effectués depuis le début de l'année. La croissance annuelle des dépenses est désormais de 9,1 %.

■ Grève de la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne : 800 000 dossiers bloqués. - Commencé le 11 juin, le conflit se poursuit à la Caisse primaire d'assurance-maladie de l'Essonne. 800 000 dossiers de remboursement sont toujours en attente, selon les syndicats. Les deux tiers des 1 800 agents participent au mouvement de grève.

JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du samedi 28 juillet 1990 :

UN DÉCRET
N° 90-660 du 27 juillet 1990 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du tourisme.

Est publié au Journal officiel du dimanche 29 juillet 1990 :

UN ARRÊTÉ
Du 20 juillet 1990 fixant le programme des épreuves de concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud pour la session de 1991.

INDUSTRIE

La concentration dans le secteur européen du plâtre

Lafarge prend le contrôle
du britannique Redland Plasterboard

Lafarge Coppée et le groupe britannique Redland ont décidé de mettre en commun leurs activités dans le domaine des plaques de plâtre en Europe et ont créé à cet effet, le lundi 30 juillet, une société commune dont Lafarge détient 80 % du capital et assurera la gestion.

Redland Plasterboard avait été créé en 1987 à la suite d'un accord d'association entre Redland PLC (51 %), l'un des principaux producteurs mondiaux de matériaux de construction qui emploie 25 000 personnes, et l'australien CSR Ltd (49 %). Lafarge va se substituer au groupe australien et accroître sa part.

A travers le nouvel ensemble, l'entreprise française qui dans le secteur du plâtre a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 1,95 milliard de francs, consolide sa deuxième place en Europe. Aux usines de plâtre proprement dites s'ajoutent deux usines

produisant le papier nécessaire à la fabrication des plaques. L'une à Bègles près de Bordeaux, l'autre à Orebio en Suède. Redland est propriétaire notamment d'une usine de plaques de plâtre à Anzin (Nord).

Selon les estimations du groupe Lafarge Coppée, le marché européen de la plaque de plâtre devrait croître en moyenne de 5 % par an jusqu'en 1995, et même dans les pays de l'Europe du Sud de 15 %. Sur ce marché trois grands producteurs dominent : British Plasterboard et associés (avec une capacité de 400 millions de m²), l'ensemble Lafarge Redland (270 millions) et l'allemand Knauf (180 millions).

Rappelons que Lafarge a racheté, il y a quelques jours, la principale cimenterie est-allemande Karsdorf, près de Leipzig (le Monde du 17 juillet).

La CEE impose une taxe permanente
sur le silicium chinois

Le silicium chinois acquittera désormais une forte taxe (1 329 francs la tonne) pour passer les frontières de la Communauté. Les autorités de Bruxelles ont décidé de faire payer un droit de douane permanent à cette matière première stratégique en provenance de Chine, premier producteur mondial. La taxe renchérira le prix d'environ 20 %. Bruxelles explique que le silicium en provenance de Chine était vendu dans la CEE à près de 39 % en dessous de

son prix, obligeant ainsi les producteurs européens à vendre au prix de revient. Le silicium est largement utilisé, souvent sous forme d'alliage, dans l'électronique (puces, casques...), dans l'industrie automobile et comme dérivés pour fabriquer des silicones.

En 1988, près de 62 % du silicium employé dans la CEE a été importé (20 214 tonnes). La Chine détenait cette année-là 9,3 % du marché européen.

CONJONCTURE

Les prix de détail
ont progressé de 0,2 % en juin

	des 12 derniers mois (juin 89 = 100)	des 6 derniers mois (juin 89 = 100)	des 3 derniers mois (juin 89 = 100)	des 12 derniers mois (juin 88 = 100)
ENSEMBLE	+ 2,0	+ 1,6	+ 0,8	+ 0,2
ALIMENTATION	+ 4,4	+ 3,2	+ 0,9	+ 0,2
Boissons-aliments	+ 2,7	+ 1,6	+ 0,7	+ 0,2
Autres produits à base de céréales	+ 2,7	+ 1,6	+ 0,7	+ 0,2
Vianes de boucherie	+ 2,9	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,2
Vianes de porc et charcuterie	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,3	+ 0,7
Volailles, lapins, gibiers	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2
Autres produits animaux de la viande	+ 4,2	+ 1,2	+ 0,2	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 2,7	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2
Œufs et fromages	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,1	+ 0,1
Œufs	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,2
Œufs et corps gras	+ 2,2	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,2
Œufs	+ 11,5	+ 0,8	+ 0,0	+ 0,0
Œufs	+ 6,7	+ 0,4	+ 1,6	+ 0,3
Sucre et produits à base de sucre	+ 1,0	+ 0,1	+ 0,0	+ 0,2
Produits alimentaires divers	+ 2,5	+ 1,5	+ 1,4	+ 0,5
Boissons alcoolisées	+ 4,5	+ 1,3	+ 0,7	+ 0,4
Cafés, thé, infusions	+ 4,7	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5
Autres boissons non alcoolisées	+ 2,3	+ 2,0	+ 1,3	+ 0,4
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1
1) Habillement et articles textiles	+ 2,9	+ 1,6	+ 0,6	+ 0,2
Vêtements de dames, hommes et jeunes gens	+ 2,2	+ 1,2	+ 0,9	+ 0,2
Vêtements de dames, hommes et jeunes filles	+ 2,2	+ 1,0	+ 0,6	+ 0,1
Vêtements de dames enfants	+ 2,3	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,1
Lingerie, bonneterie hommes et jeunes filles	+ 2,3	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,1
Lingerie, bonneterie enfants	+ 2,2	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,2
Vêtements de travail et sport	+ 2,2	+ 1,5	+ 0,7	+ 0,2
Accessoires de vêtements	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2
Articles chaussants	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,2
Thé, café, sucre	+ 4,6	+ 2,6	+ 1,8	+ 0,4
Logement, meubles et textiles d'ameublement	+ 2,6	+ 0,5	+ 1,0	+ 0,1
2) Autres produits manufacturés	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1
Meubles	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,3
Travaux et revêtements de sol	+ 2,7	+ 1,3	+ 0,6	+ 0,1
Gros appareils ménagers	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1
Petits appareils ménagers électriques	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,2
Articles de ménage	+ 0,1	+ 1,3	+ 0,4	+ 0,4
Électrosciences, quincaillerie	+ 2,9	+ 2,2	+ 1,3	+ 0,5
Services de ménage et produits d'entretien	+ 2,0	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,4
Articles de toilette et de soins	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1
Véhicules	+ 0,3	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,1
Automobiles	+ 0,7	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,1
Articles de papeterie	+ 4,6	+ 2,8	+ 1,2	+ 0,2
Livres et journaux	+ 2,7	+ 2,1	+ 0,9	+ 0,3
Photo, optique sans lunettes	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,1
Articles électroménagers	+ 2,6	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,3
Autres articles de loisirs	+ 2,6	+ 2,7	+ 1,1	+ 0,5
Commodités, énergie	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,5
Boissons	+ 1,8	+ 0,1	+ 1,2	+ 0,5
Tabacs	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1
Articles divers	+ 4,3	+ 2,6	+ 1,4	+ 0,2
SERVICES	+ 2,5	+ 2,5	+ 1,2	+ 0,2
Loyers, eau	+ 2,5	+ 2,5	+ 1,2	+ 0,2
Transport public	+ 2,5	+ 2,5	+ 1,2	+ 0,2
Réparation et entretien du logement et des appareils ménagers	+ 4,7	+ 2,6	+ 1,9	+ 0,8
Réparations, maintenance, nettoyage	+ 2,2	+ 2,9	+ 1,2	+ 0,4
Soins personnels (1)	+ 2,5	+ 2,9	+ 1,6	+ 0,5
Services de santé	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,2	+ 0,1
Transport public	+ 4,3	+ 2,5	+ 1,7	+ 0,5
Services d'entretien des véhicules privés (2)	+ 4,9	+ 2,2	+ 1,2	+ 0,5
Prestations de télécommunication	+ 0,4	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,4
Pris d'abonnement	+ 4,3	+ 2,2	+ 1,4	+ 0,2
Spectacles	+ 4,6	+ 2,2	+ 1,4	+ 0,2
Stades, restaurants, casinos	+ 6,4	+ 2,0	+ 1,1	+ 0,2
Conspiration des lieux de culture	+ 4,9	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,2
Services de vacances, sport, camping	+ 4,9	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,2
Services divers (3)	+ 2,6	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,7

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1989, est publié en juin à 100,1 contre 100,0 en mai.

(1) Le poste « soins personnels » comprend notamment les dépenses de coiffure.
(2) Réparations automobiles, peinture, entretien, pièces sur automobiles, etc.
(3) Réparations électroménagers, entretien d'appareils, travaux de plomberie, TV, services des banques.

CONSEIL DE PARIS

MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION
DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Par délibération du 25 juin 1990, le Conseil de Paris a apporté un certain nombre de modifications au droit d'application du droit de préemption urbain renforcé dont bénéficie la Ville de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme.

Seront désormais soumises à ce droit les aliénations et cessions intervenant dans le secteur « Cauchy-Gutenberg » (15^e), constitué par les immeubles :

- 63, rue Gutenberg ;
- 63 bis, rue Gutenberg ;
- 65, rue Gutenberg ;
- 69, rue Gutenberg ;
- 71, rue Gutenberg ;
- 33, rue Cauchy ;
- 64, rue des Bergers ;
- 66, rue des Bergers ;
- 68, rue des Bergers.

ainsi que dans les immeubles suivants :

- 1, place de Budapest et 17, rue de Budapest (9^e) ;
- 3-3 bis, rue de Budapest (9^e) ;
- 7, rue Desargues (11^e) ;
- 62, rue Julien-Lacroix (20^e).

Par ailleurs, les dispositions de l'article 5 de la délibération D. 165-2*, en date du 27 février 1988, sont modifiées pour ce qui concerne les deux secteurs d'extension de la zone d'aménagement concerté « Réunion ».

Les nouveaux périmètres des secteurs dits d'extension de la ZAC « Réunion » à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain renforcé sont définis comme suit :

● **Secteur Ouest (C/2A) constitué par les immeubles :**

- 26 à 28, rue Planchet ;
- 26 à 28, rue de Terre-Neuve ;
- 85 à 91 et 99 à 103, rue de Buzenval ;
- 11 à 37, rue des Vignoles ;
- 3 à 21 et 16-18, impasse des Souhaites ;
- 3 à 21 et 4 à 18, impasse des Crins ;
- 5 à 13 et 6 à 14, impasse de Casteggio ;
- 1 à 5, impasse Vercin.

● **Secteur Est (C/2B) constitué par les immeubles :**

- 78 à 92, rue des Vignoles ;
- 1, 3, 5, 7 et 4 à 10, impasse Satam ;
- 3 à 7, passage Dieu ;
- 1 et 2, impasse Gros ;
- 2/5 et 4, impasse Saint-Paul ;
- 77 à 105, rue des Haies ;
- 9 à 13, impasse des Vignoles ;
- 12 à 22, passage Savart ;
- 1 à 11 et 2 à 12, impasse Rampon.

Enfin, aux dispositions de l'article premier de la délibération D. 165-1, en date du 26 septembre 1988, sont substituées les dispositions suivantes :

« Les aliénations et cessions, mentionnées à l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme, sont soumises au droit de préemption urbain dans tous les emplacements réservés aux voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts inscrits au plan d'occupation des sols général de Paris, approuvé par la délibération D. 2004, en date du 20 novembre 1989, et mis en application à compter du 15 décembre 1989. »

JEAN-HERVE NICOLAS OP
Synthèse
dogmatiquede la
Trinité
à la
TrinitéPréface du
Cardinal RatzingerEn un volume
de l'ensemble
du dogme chrétien

1248 pages 480 F

B. LACHENNE
Tous les libraires - 75001 PARIS

INDUSTRIE MÉCANIQUE, 900 PERSONNES, IMPLANTÉE EN ALSACE.
FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL RECHERCHE**Directeur relations humaines**

Cette entreprise souhaite rencontrer un ingénieur généraliste (A. + M. ...) ayant assumé des responsabilités d'encadrement en Production. A 40 ans environ, vous avez une pratique éprouvée en gestion du personnel et souhaitez réaliser autour de cette fonction une étape particulièrement qualitative de votre carrière.

La pratique de l'anglais et/ou allemand serait un plus. Votre dossier, adressé confidentiellement à MEDIA PA, sera traité à partir du 30.08.

Merci de nous le faire parvenir sous référence 6866 à
MEDIA PA, 50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Le Monde *des* Secteurs de Pointe

La filiale d'une société américaine dont l'activité est l'assemblage, la fabrication et la réparation des nacelles d'avions Airbus pour son bureau d'études

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR AÉRONAUTIQUE

Mission principale :

- Résolution des problèmes techniques de fabrication et/ou d'installation sur les éléments Rohr.
- Suivi des modifications, coordination avec les clients et avec le BE des USA.

Agé d'environ trente ans, de formation ingénieur en aéronautique ou à dominante mécanique (ENSICA, ENSMA...). Le candidat possède une expérience de 2 ans minimum dans le domaine aéronautique et maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Dynamique et homme de terrain, il sait se rendre disponible.

Rémunération mensuelle de 13 500 F à 14 500 F sur 13 mois.

Merci d'adresser lettre de candidature + CV complet + photo + rémunération actuelle à l'attention de N. Tsihlis, ROHR Europe, BP 16, 31931 TOULOUSE Cedex.

La filiale d'une société américaine dont l'activité est l'assemblage, la fabrication et la réparation des nacelles d'avions Airbus recherche pour son bureau d'études

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Mission principale :

Assistance à la résolution des problèmes techniques de fabrication et/ou d'installation sur les éléments Rohr.

Suivi des modifications :

Agé d'environ 30 ans, de formation technicien supérieur à dominante mécanique, le candidat possède une expérience de deux ans minimum dans le domaine aéronautique et maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Dynamique et homme de terrain, il sait se rendre disponible.

Merci d'adresser lettre de candidature + c.v. complet + photo + rémunération actuelle à l'attention de :
M. TSIHLIS, ROHR EUROPE - B.P. 16 - 31931 TOULOUSE Cedex.

CENTRE RÉGIONAL CFAO POITIERS
recherche URGENT
INGÉNIEUR CONSULTANT CAO

Débutant ou expérimenté.

Conseil, assistance technique PME

Liaison avec laboratoire de recherche
150/200 KF selon expérience + intéressement

Écrire : G. Pierre LISI/ENSMA
20, rue Guillaume-VII 86034 Poitiers

Société spécialisée en INFORMATIQUE PÉTROLIÈRE
RECHERCHE
dans le but de renforcer son activité - MODELES DE GISEMENT -
UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

Possédant :

- De très bonnes connaissances en analyse numérique ;
- 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans la manipulation de logiciels de calcul scientifique.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : Alpes-Maritimes.

Écrire LE MONDE PUBLICITÉ, sous le n° 8995
5, rue Montessuy, 75332 PARIS Cedex 07.

Rejoignez les *des* d'une Banque de Taille moyenne qui Recherche son Responsable Organisation et un Organisateur Senior pour l'Accompagner son Repositionnement Stratégique

Les missions du service Organisation couvrent un ensemble de fonctions s'inscrivant dans l'évolution du cadre réglementaire bancaire et financier, et touchant l'évolution des outils informatiques, l'amélioration des circuits administratifs, la participation à la définition des choix d'organisation liés aux options stratégiques et au suivi de leur pertinence compte tenu de l'évolution de l'environnement.

RESPONSABLE ORGANISATION

- Vous avez de 30 à 35 ans.
- Vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou d'une Grande Ecole Commerciale.
- Vous disposez d'une expérience confirmée dans des fonctions similaires, acquise soit dans un Etablissement bancaire, soit dans le Département Banque d'un cabinet de conseils.
- Vous êtes dynamique, pragmatique, excellent animateur, capable de concevoir des solutions et d'en mener à bien la réalisation.
- Rattaché directement au Directeur de l'Exploitation et de l'Administration, vous serez membre du Comité d'Organisation de la Banque.

ORGANISATEUR SENIOR

- Vous avez de 27 à 30 ans.
- Vous êtes diplômé d'enseignement supérieur : Ecole Scientifique ou Commerciale ou Universitaire BAC + 4.
- Vous bénéficiez d'une première expérience réussie dans un service d'organisation ou de contrôle d'une Banque ou dans un cabinet de conseils.
- La perspective de vous joindre à une équipe restreinte et de travailler à l'optimisation des moyens de l'entreprise vous motive.

Les lettres de candidatures manuscrites sont à adresser accompagnées d'un CV et d'une photo sous référence 4367 à SOURCES, 108 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS qui transmettra.

Ville de Valence
(Drôme)

RECRUTE

LE COORDONNATEUR de sa MISSION LOCALE pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes
d'une agglomération de 120 000 habitants

PROFIL

Il anime et pilote une équipe pluri-institutionnelle d'une dizaine de professionnels de la formation et de l'insertion des jeunes. Il mobilise les ressources de cette équipe sur la réalisation des objectifs, catalyse les projets et coordonne les programmes d'action. Il participe à la définition de ces objectifs et rend compte de leur réalisation au niveau du Bureau Exécutif, présidé par des élus locaux. Il gère les moyens financiers et matériels de la Mission Locale (Budget hors masse salariale : 1,6 million de francs). Ce poste convient à un professionnel possédant une solide expérience dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il aura une connaissance concrète des problèmes de formation en relation avec le secteur économique. Expérience confirmée d'animation d'une équipe de travail. Conviction, créativité et audaces appréciées.

FORMATION

Niveau BAC + 3, DEFA.

Adresser candidature à la Direction du Personnel - Secteur 2
Rue Farnier - 26000 Valence
AVANT LE 20 AOÛT 1990

VILLE DE SAINT-HERBLAIN
LOIRE-ATLANTIQUE

recrute

dans le cadre d'une procédure de Développement Social des Quartiers :

1 AGENT DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Formation supérieure en économie. Expérience de gestion.

Connaissance des dispositifs d'insertion et de développement.

1 RESPONSABLE DE RÉGIE DE QUARTIER

Gestion économique et sociale d'une entreprise de quartier. Expérience.

Candidature, c.v., photo et prétentions à adresser pour le 15 septembre :

MONSIEUR LE MAIRE
Hôtel de Ville BP 167
44802 SAINT-HERBLAIN CEDEX

ENTREPRISE DE PRESSE

CENTRE DE PARIS

recrute

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication (presse écrite, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publicité, relations publiques).

Adresser C.V. + photo.
Sous le n° 8996

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, Paris-7.

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE BAYONNE ET DU SUD-ADUR

recrute

Son Régisseur Général

Responsable de la préparation, de l'organisation des manifestations et de l'équipe technique.

A ce titre, organise et encadre le travail des techniciens. Expérience professionnelle (accueil et création de spectacles).

Rémunération : 57000 F

Poste à pourvoir en 09/90.

Adresser C.V. complet avant le 31/08/90 avec photo à :

Monsieur le Directeur

CAC de Bayonne

et du Sud-Adur

18 av. bd d'Alsace-Lorraine

64100 BAYONNE

AUDIT-ÉTUDES

Mission à la carte, longue exp. (diplôme expertises comptables), interventions France et étranger.

Possibilités en 8 et 9 1990.

Tél. : (01) 55-55-31-54.

COMMUNE TOURISTIQUE HAUT LIEU CULTUREL DE MIDI-PYRÉNÉES

recrute

Directeur(trice) de station

PROFIL :

Formation supérieure, réelle.

Expérience de terrain (site comparable) en tourisme, culture, aménagement avec optique développement et/ou stratégie marketing.

Connaissance des économies touristiques et culturelles et de leurs mécanismes institutionnels pour montage et suivi des dossiers d'investissement avec partenariats public et privé.

MISSIONS :

Développement et organisation du site sur le base d'objectifs précisés à court et moyen terme.

DURÉE :

2 ans, prolongation possible.

Dossier à demander par lettre manuscrite de motivation avec C.V. et photo récente, avant le 1^{er} août, accompagné d'une enveloppe timbrée à la Mairie de

CORDES 81170.

Tél. : FRANCE 33-71-61-61.

CONSEIL GÉNÉRAL
SOMMEADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE
SERVICES DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**DIRECTEUR-ADJOINT DES RESSOURCES HUMAINES**

REJOIGNEZ

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SOMME

VOUS êtes jeune, formé aux techniques modernes de gestion des ressources humaines (BAC + 4-minimum, IGS, etc.). Vous avez une première expérience réussie dans la fonction.

Les paris exigents vous motivent.

NOUS sommes une administration jeune, issue de la décentralisation. Avec nos 800 collaborateurs, nous sommes engagés sur la voie du management participatif.

VENEZ rejoindre notre équipe.

DIRECTEUR-ADJOINT DES RESSOURCES HUMAINES

vous y prendrez la responsabilité du recrutement, du Plan de formation et de la modernisation de nos méthodes de gestion des ressources humaines.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à :

Monsieur le Président du CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SOMME
43, rue de la République 80026 AMIENS

DEMANDES D'EMPLOIS

Chargé de sécurité, 10 ans exp., form. sup., cherche situation au sein d'une entreprise sur Côte d'Azur ou Paris. Dipl. réglementaire. Tél. : 66-87-82-86.

J.F. ch. exp. opératoire de

salles ou hôpitaux d'accueil.

Libre de suite, 43-82-37-91.

L'AGENDA

Garde d'enfants

TRÈS URGENT

Recherche J.F. pour garder

un nourrisson (8 mois) à

temps complet à mon dom.

Tél. M^{me} OSADA :

sp. 20 h 30 : 43-74-89-89.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Tél. : 35-87-72-52.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements

ventes

9^e arrdt

PRÈS TRINITE

Pièce de 10, 6 pces stand.

PLEIN SUD - 2 années.

URF, 45-22-02-44.

Province

DEAUVILLE

« LE LOUISIANE »

STUDIO 35 m², rez-de-ch.,

cave, parking,

500 000 F.

Libre fin 1990.

Tél. : 47-85-78-40.

maisons

individuelles

PERROS-GUREC

Trestraou, mas. F4 80 m²,

maison cat. 5000, 15 pces

part. 45, gar., jard., 180 m²

terrasse, épand. plage et

7 km. calm. Px : 450 000 F.

Tél. : 98-36-52-87, 19 h-21 h

Tél. : 47-85-78-40.

locations

non meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

75008 PARIS, recherche

APPARTEMENTS DE

GRANDE CLASSE VIDES

ou MEUBLÉS.

HOTEL PARTIC. PARIS et

VELLES PARIS-OUEST.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

Tél. : (1) 45-62-78-98.

locations

meublées

demandes

Paris

RESIDENCE CITY

URGENT. Rech. pour des

groupes étrangers d'importants

groupes anglo-saxons

LUXUEUX APPTS MEUBLÉS.

DURÉE 1 à 2 ANS.

LOYERS GARANTIS.

(1) 45-27-12-19.

appartements

achats

FAIE COMPTANT DE SUITE

Appt ou pavillon avec ou

sans confort. 47-80-03-51.

bureaux

Locations

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vos ADRESSES COMMERCIALES

PARIS 7^e, 9^e, 12^e, 15^e, 17^e.

LOCATION DE BUREAUX

CREAMOD, 42-67-05-09.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS</

MARCHÉS FINANCIERS

Malgré un rôle croissant dans le financement de l'économie

Les banques s'inquiètent de voir leurs marges laminées par la concurrence

A qui faut-il faire confiance ? Aux experts du ministère des finances qui estiment que les banques ont profité du rôle croissant qu'elles ont joué en 1989 dans le financement de l'économie (ce que les techniciens nomment la réintermédiation bancaire) ou aux banquiers eux-mêmes qui, au fur et à mesure que l'activité de crédit s'est déployée, se sont plaints de voir leurs marges laminées ?

MM. René Isnard (Banque de France) et Henri Estrat (direction de la prévision), qui ont eu à retracer le bilan du « développement de l'activité bancaire » pour les comptes de la nation 1989, sont catégoriques : les banques à réseau ont profité de la baisse progressive des crédits à taux privilégiés distribués par les établissements spécialisés.

Alors que les institutions financières spécialisées (IFS) ont dû affronter la fin de leur monopole sur des crédits à taux bonifiés et se reorienter vers des activités plus concurrentielles, les banques à réseau ont profité de ce désarroi pour augmenter leur part du marché des crédits. Entre 1985 et 1989, celle-ci s'est accrue de 5 points. MM. Isnard et Estrat affirment ainsi que les banques distribuaient, à la fin de 1989, 66 % des crédits aux ménages et 54 % des crédits aux sociétés, alors que ces parts s'élevaient respectivement de 60 et 50 % en 1985.

Dans le secteur du logement, le ralentissement des aides a frappé surtout des établissements comme la Caisse des dépôts, le Crédit foncier ou le Comptoir des entrepreneurs. Pour le crédit aux entreprises, ce sont les marchés interbancaires réservés du Crédit national ou du CEFME qui ont souffert.

MM. Isnard et Estrat estiment ensuite que, du côté de leurs ressources, les banques ont profité de la stabilité des conditions de rémunération des dépôts à taux réglementés et de la faible progres-

sion des taux « obligataires ». Et ils ajoutent que « la hausse des taux du marché monétaire, conjuguée à celle du volume des crédits distribués à taux variable, a engendré un accroissement sensible des intérêts reçus ».

Cette analyse réalisée en avril et publiée le 31 juillet arrive au moment précis où les banquiers, unanimes, se plaignent d'une baisse de leurs marges. Dans le dernier numéro d'Actualité bancaire, le bulletin de l'Association française des banques, M. Daniel Lebegue, directeur général de la BNP, estime ainsi que le « talon d'Achille des banques françaises réside dans leur insuffisante rentabilité ». Du côté des ressources, la stagnation des dépôts à vue non rémunérés et la hausse des crédits distribués à la clientèle obligent les banques à aller se refinancer sur le marché monétaire, où les taux ont effectivement augmenté.

La « financiarisation » des ressources

Du coup, la marge des banques serait non seulement « en moyenne moins élevée en France qu'à l'étranger », affirme M. Lebegue, mais serait même parfois « négative en période de taux élevés, pour certains crédits à taux fixes (crédits immobiliers et crédits d'équipement) ». M. Lebegue n'évoque pas la montée des crédits à taux variables, mais il est probable que cette hausse récente ne compense pas sérieusement la part prépondérante des crédits à taux fixes.

Dans le même numéro d'Actualité bancaire, M. Henri Moulard, président de la Société lyonnaise de banque, se plaint de la « financiarisation » progressive des ressources bancaires, « dont le coût se rapproche lentement de celui du marché » et de l'impossibilité d'augmenter les taux d'intérêt débiteurs en raison d'une forte « pression concurrentielle ». En privé, les banquiers soulignent le caractère malsain de la situation actuelle où, du fait de la concurrence, les particuliers peuvent obtenir des crédits à un taux plus avantageux que l'Etat.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CESSATION DE GARANTIE FINANCIÈRE

La NATIONAL WESTMINSTER BANK SA, au capital de 1 044 409 600 F, dont le siège social est situé 18, place Vendôme, 75001 Paris, dénonce par le présent avis la garantie financière de 350 000 F accordée à la SARL GREYHOUND WORLD TRAVEL, suite à la fermeture de son bureau sis à Paris 1^{er}, 12, rue de Castiglione.

La garantie cessera trois jours francs à dater de la présente publication.

Conformément à l'article 20 du décret 77-363 du 28 mars 1977, loi du 11 juillet 1975, les créanciers ont un délai de trois mois à dater de la présente parution pour produire leurs créances auprès de la NATIONAL WESTMINSTER BANK SA, 18, place Vendôme, 75001 Paris.

YVES MAMOU

Le bilan de la BSI-BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA au 30 juin 1990.

Le total du bilan de la BSI-BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA, Lugano (Suisse), au 30 juin 1990 atteint 9 351 millions de francs suisses. La progression de 227 millions de francs suisses par rapport à la fin 1989 (+2,5 %) est, pour l'essentiel, imputable à l'accroissement du volume des affaires interbancaires.

A l'actif, les prêts à la clientèle, soit 5,6 milliards de francs suisses, subissent une légère érosion de 97 millions de francs suisses, due uniquement au repli du dollar. Les participations permanentes s'inscrivent à 99,5 millions de francs suisses, sous l'effet, d'une part, des augmentations de capital de la banque Domus à Zurich et de BSI Finanziaria SPA à Milan et, d'autre part, de la cession de la participation dans la Compagnie monégasque de banque, Montecarlo.

Au passif, les fonds de la clientèle s'élevaient à 8 334 millions de francs suisses, accusant un recul de 10 % par rapport à la fin de l'année précédente. Ce tassement est à attribuer aux fluctuations du billet vert ainsi qu'aux taux d'intérêt élevés payés sur l'euro-marché. Ces derniers ont, en effet, entraîné un certain nombre de transferts des comptes courants et des livrets d'épargne et de dépôt vers les dépôts fiduciaires, lesquels sont ainsi passés de 5,8 à 6,7 milliards de francs suisses. Les obligations de caisse enregistrent une croissance satisfaisante de 13 %.

Le compte d'exploitation a connu, au deuxième trimestre, une évolution bien meilleure qu'au cours des trois premiers mois de l'année. Le compte de pertes et profits au 30 juin ne clôt ainsi qu'à un niveau légèrement inférieur à celui du premier semestre 1989, compte non tenu de l'important bénéfice extraordinaire résultant de la cession de participation indiquée ci-dessus.

NEW-YORK, 30 juillet ↑

Reprise

Le début de la semaine a bien failli être très mauvais à Wall Street. Après s'être de nouveau et rapidement alourdi, la tendance s'est progressivement redressée à l'approche de la clôture et, finalement, l'indice des industriels, qui avait perdu près de 38 points, terminait le séance en s'établissant à la cote 2 917,22 avec un gain de 18,81 points. Le bilan de la journée a été révélateur de ce changement de cap. Sur 1 987 valeurs, traitées, 710 seulement ont rétrogradé, tandis que 789 baissaient et que 488 autres répétaient leur cours précédent.

Le sentiment fut pour le moins partagé autour du Big Board. Les optimistes ont en effet commencé par s'interroger de la multiplication des signes de récession apparus avec la publication des dernières statistiques économiques. Mais à mesure que les heures passaient l'espoir d'une détente sur le front des taux d'intérêt s'est avéré, ce d'autant que le marché obligataire se raffermissait, contribuant ainsi à favoriser une baisse. Sur le marché, beaucoup semblaient désormais considérer que plus la situation se dégradait, plus la Réserve fédérale sera amenée à agir sur la politique de crédit pour éviter le pire.

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 30 juillet
Alcoa	88 3/8	89 5/8
Amstar	58 3/4	59 1/8
Boeing	113 1/4	114 1/4
Chrysler	58 3/4	59 1/8
Deere	113 1/4	114 1/4
DuPont	58 3/4	59 1/8
Eastman	113 1/4	114 1/4
Exxon	58 3/4	59 1/8
General Electric	72 1/2	73 1/2
General Motors	72 1/2	73 1/2
Goodyear	72 1/2	73 1/2
IBM	113 1/4	114 1/4
ITT	58 3/4	59 1/8
Johnson & Johnson	113 1/4	114 1/4
McDonald	58 3/4	59 1/8
Pfizer	72 1/2	73 1/2
Schering	58 3/4	59 1/8
Tyco	113 1/4	114 1/4
Union Carbide	58 3/4	59 1/8
USX	72 1/2	73 1/2
Weyerhaeuser	58 3/4	59 1/8
Xerox	113 1/4	114 1/4

LONDRES, 30 juillet ↓

Légère baisse

Les cours des valeurs britanniques ont terminé en net repli lundi au London Stock Exchange, où, au total, les plus de 1 000 valeurs ont baissé. L'indice Footsie des 100 valeurs vedettes a coté 13,6 points à 2 316,5, soit une baisse de 0,58 %.

Dès l'ouverture, le thermomètre boursier amorçait sa descente, dans un marché calme où les investisseurs se sont montrés réticents à l'égard des valeurs à court terme. Les données relatives à l'économie britannique, publiées mardi, d'un rapport du patronat sur l'industrie, la baisse de la Bourse de Tokyo et le très mauvais démarrage de Wall Street (voir ci-dessus) ont été des éléments qui incitent à prendre des positions.

FAITS ET RÉSULTATS

La chaîne Rodeway rachetée par Quality Inns - Manor Care, société propriétaire de la chaîne hôtelière Quality, vient de racheter pour 14,9 millions de dollars (environ 30 millions de francs) les 148 hôtels économiques Rodeway Inns.

Ces deux entreprises ont intégré dans le réseau Quality, qui comprend quelque 1 200 établissements, 700 Comfort Inns (deux étoiles améliorées), 450 Quality Inns (trois étoiles améliorées), une cinquantaine de Clarion Inns (cinq étoiles) et une douzaine de Sleep Inns (économiques). Quality a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,4 milliard de dollars en 1989.

Ball Corp. reprend les divisions européennes de Continental Can. - Le groupe américain Ball Corp. a racheté pour un peu plus de 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) l'ensemble des activités européennes de son compatriote Continental Can, rival d'ANC-Pechiney et de CMB-Packaging dans la boîte boisson. La transaction - réglée au comptant pour 650 millions de dollars et par apport de titres pour les 400 millions de dollars restants - permet à Ball Corp., cinquième fabricant de caisses de bière et de boîtes pour boissons non alcoolisées aux États-Unis, de tripler son chiffre d'affaires qui s'est élevé à 1,5 milliard de dollars (8,25 milliards de francs) l'an passé. Ball Corp. met la main sur les filiales britanniques, néerlandaises et ouest-allemandes de Continental Can, ainsi que sur 33 usines réparties sur le continent européen. Continental Can fournit, entre autres, 25 % des boîtes pour boisson utilisées par Coca-Cola en Europe.

Child World (jeux) racheté par Trefl. - Trefl, fonds d'investissement de la firme californienne Shamrock Holdings, va racheter Child World, deuxième chaîne américaine de supermarchés spécialisés dans les jouets, qui compte 175 établissements et a réalisé un chiffre d'affaires de 830 millions de dollars (près de 4,5 milliards de francs) au cours de l'exercice 1989. Représentant les 82 % détenus par CMC Holdings, Trefl va ensuite, pour 28 millions de dollars (environ 150 millions de francs), racheter le reste des actions, dispersées dans le public.

Pertes allégées au premier semestre pour PWA. - PWA Corp., société mère de Canadian International, deuxième compagnie

PARIS, 31 juillet ↑

Raffermissement

Après avoir baissé de 3,7 % au huitième jour, dont 2,2 % au cours des trois dernières séances, la Bourse de Paris s'est sensiblement raffermie mardi. Ce qui ne l'a pas empêché de chercher sa voie. Son redressement fut d'abord laborieux. Au bon démarrage matinal (+0,61 %), devait en effet succéder une phase plus hésitante durant laquelle la progression des cours fut ramenée à 0,17 %, avant de s'accroître par la suite. Vers 13 heures, l'indice CAC-40 entrait dans une phase de 0,60 %. Plus tard dans l'après-midi, il parvenait à s'élever de 0,70 %.

Cette reprise a été en grande partie due au facteur technique. Suite à la chute des cours observée ces derniers temps, le marché était tombé à plus de 2,2 % en dessous de son niveau du 29 juillet 1989. À l'évidence, de nombreuses valeurs françaises, fautes de la surévaluation à des cours d'achat. Ce, d'autant plus que la situation économique de la France reste bonne, comme en témoigne la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprises.

Ajoutons enfin, que la promesse d'une baisse des taux faite par la semaine prochaine, assurait un fond de pouvoir. En attendant, l'activité est restée assez faible en général expliquant l'apparent manque de vigueur du marché.

TOKYO, 31 juillet ↑

Reprise technique

Après sept séances de baisse consécutives, l'indice Nikkei a, de nouveau, mardi, repassé la barre des 31 000 points pour s'établir en clôture à 31 038,70 après une avance de 592,71 points, soit une hausse de 1,95 %.

Ce sont essentiellement la fermeté du marché obligataire et la bonne tenue du yen face au dollar qui ont contribué à cette reprise. Les investisseurs ont été rassurés par la baisse de la Bourse de Tokyo et le très mauvais démarrage de Wall Street (voir ci-dessus) ont été des éléments qui incitent à prendre des positions.

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

VALEURS	Cours de 30 juillet	Cours de 31 juillet
Asahi	980	987
Daewoo	1 420	1 440
Fuyo	1 780	1 780
Sanwa	1 780	1 780
Sumitomo	1 880	1 880
Yamaha	2 000	2 000
Yokohama	1 880	1 880
Yokohama Specie	8 810	8 850
Yokohama Specie	2 300	2 300

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

Le volume d'affaires a totalisé 380 millions de titres, contre 250 millions lundi. Les hausses ont emporté sur les baisses dans une proportion de quatre pour une (775 hausses contre 174 baisses pour 149 valeurs inchangées).

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Assemblée	428 90	425	BO	300	...
Amstel	105	...	IFRAM	135	135
B.A.C.	214	211 50	Loca Invest	318	328
B. Danachy Ass.	575	575	Locam	124	122
Bp Transatl.	178	178 50	Matex Compt.	177 40	179
ELIAC	940	940	Michèle Michèle	219	210
Edison	380	380	Molier	222	...
Edison (Lyor)	252	...	Norville-Delors	1168	1170
Edison de Lyon	3520	3485	Olivier Lagardère	550	550
CAI de Fr. (C.C.I.)	1305	1300	On. Gen. Fr.	615	615
Cabestan	520	507	Prévision	82	82
Carif	508	508	Prévision Assur.	550	...
CEE	370	371	Publi-Presse	688	683
C.E.R.E.P.	276	280	Réa	700	692
C.F.P.A.	268 50	260	Réa-App. (S.A.)	320	320
Ciments d'Origny	740	728	Sh. L. Morgan	259	280
C.N.I.M.	1218	1185	S.C.G.P.M.	630	640
Colson	285 50	283 50	Sighe	318	312
Comeng	348	345	Select Invest R.Y.	103	103
Continental	1120	1115	Sedex	520	520
Cosco	470 80	470	S.M.T. Group	215	215
Dalmeida	210 50	...	Sogefi	210	...
Daphin	705	715	Sogefi	205	205
Danubien et Giff.	280	279	TP1	290	290 10
Danubien	1210	1180	Thomson R. P.	155	155 10
Danubien	470 80	470	Union Fin. de Fr.	480	471
Dollars	175	174	Union Fin. de Fr.	189 90	185
Edison Belfond	285	285	Viel et Cie	1000	1005
Elysee Invest.	15 10	15 10			
Elysee Propriété	408	408			
Emor	180 50	180			
Emor	855	855			
EFF (group. I.N.F.)	480	480			
Grand Line	485	470			
Grand Line	251	245			
Grain	1150	1150			
I.C.C.	255 20	250 50			
IDA	385	344 40			
Idemora	153	152 10			
I.M.S.	1280	1223			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 30 juillet 1990

Nombre de contrats : 14 148

VALEURS	PRIX	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	640	19	17,50	-	-
CGE	680	5	15,50	35	35
EDF-Agencement	720	15,50	35	35	3,30
EDF-Energie	50	4,00	8	2	3,30
Euro Disneyland PLC	600	-	-	17	-
Haras	490	21,50	40	28	-
Michèle	110	1,10	3,70	17,50	-
Midi	1 200	34	-	-	-
Paribas	1 000	3,50	16	185	107
Peugeot SA	800	5,50	24	42	25
Renault-Financière	1 480	35	80	45	25
Société Générale	550	10	40	-	-
Suez Financière	440	6,50	17	28	-
Thomson-CSF	440	4,50	17	28	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 juillet 1990

Nombre de contrats : 31 454

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	183,84	183,16	183,08
Précédent	182,90	182,90	182,92

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	1,26	1,83
	0,19	0,71

INDICES

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

27 juillet 30 juillet

Valeurs françaises : 94,20 93,70

Valeurs étrangères : 94,10 93,20

(S.B.F. base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 528,90 524,82

(S.B.F. base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 965,79 1 955,35

NEW-YORK (indice Dow Jones)

27 juillet 30 juillet

Industrielles : 2 898,51 2 917,33

LONDRES (indice Financial Times)

27 juillet 30 juillet

Industrielles : 1 842,10 1 838,10

Mines d'or : 187,10 183,50

Fonds d'Etat : 79,71 79,76

TOKYO

30 juillet 31 juillet

Cours relevés à 13 h 47

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

30/7

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - + : prix préférentiel - ■ : marché continu

هكذا من الأعمال

TRINITÉ-ET-TOBAGO : les violences liées à la tentative de coup d'État

Les pays de la zone caraïbe s'inquiètent du « risque de contagion »

Violences, pillages et confusion : la situation reste toujours aussi tendue à Port-of-Spain, où l'on a même tiré au canon lundi soir 30 juillet, moins de trois heures après l'annonce par la radio nationale d'une nouvelle tentative d'accord entre le premier ministre, M. Ray Robinson, et les rebelles musulmans qui le détiennent en otage depuis vendredi au siège du Parlement ainsi que plusieurs membres de son cabinet.

Le calme semblait être revenu dans la capitale une demi-heure plus tard. La radio nationale, aux mains des rebelles, avait annoncé vers 21 heures

locales (1 heure GMT mardi) que M. Robinson avait accepté de démissionner, qu'une amnistie serait accordée aux rebelles et que des élections seraient organisées dans un délai de trois mois. Nouvelle sur le sérieux de laquelle le département d'État américain restait très réservé.

Un porte-parole du Pentagone a par ailleurs démenti lundi que le porte-avions américain *Theodore Roosevelt* croise dans les parages de Trinité-et-Tobago et que des avions américains aient survolé Port-of-Spain tôt dans la journée.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Les sanglants événements de Port-of-Spain, qui auraient déjà fait un bilan provisoire de morts selon un bilan provisoire (dont six dans les rangs des rebelles), suscitent une inquiétude croissante dans la région. A Kingston (Jamaïque), où

devait s'ouvrir mardi 31 juillet, le sommet du CARICOM – le marché commun des Caraïbes – le premier ministre jamaïcain par intérim, M. P.-J. Patterson, a annoncé l'envoi de cent vingt soldats à La Barbade, à 300 kilomètres au nord-est de Trinité-et-Tobago. Ces militaires, a-t-il déclaré, sont prêts à intervenir à Trinité-et-Tobago si les autorités de ce pays le demandent. Arrivé lundi à Kingston, le ministre trinitien des affaires étrangères, M. Sahadeo Basdeo, a remercié le gouvernement de La Barbade qui a interdit à un avion libyen de se poser sur son territoire. Le groupe Jamaat Al-Muslimeen bénéficie du soutien du colonel Kadafi. Bien qu'elle ne soit pas inscrite à l'ordre du sommet, la crise trinitienne ne manquera pas d'être le sujet de discussion essentiel des chefs de gouvernement réunis à Kingston.

La Jamaïque, principal avocat de la relance de « l'intégration régionale » depuis le retour au pouvoir, en février 1989, du social-démocrate, Michael Manley, a pris l'initiative en envoyant un premier contingent. Cette décision ne peut que satisfaire Washington, où le département d'État a condamné la tentative de coup d'État. A court

de financements internationaux, le premier ministre jamaïcain multiplie, il est vrai, les gestes de bonne volonté à l'égard de l'administration Bush.

Pour l'instant Washington affirme n'avoir aucun plan d'intervention militaire, se contentant de « suivre la situation de près, en soutenant le gouvernement démocratiquement élu de Port-of-Spain », mais les États-Unis – bien que cela paraisse improbable – pourraient être amenés à changer d'avis si la situation tournait à la guerre civile dans l'île de Trinité, qui occupe une position stratégique pour l'entrée sud de la mer des Caraïbes.

Autant que la prise d'otages réalisée par les musulmans noirs radicaux, ce sont les scènes de pillage et le danger de contagion implicite qu'elles contiennent qui inquiètent les leaders régionaux. Les potions amères administrées, sous forme d'ajustements économiques radicaux, par le FMI risquent de provoquer des explosions dans d'autres pays de la région, où les inégalités sociales sont souvent plus frappantes encore qu'à Trinité-et-Tobago.

JEAN-MICHEL CAROIT

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Les tensions au Kenya

Le président Arap Moi refuse de s'engager dans la voie du multipartisme..... 3

Le délabrement au Liban

L'épanouissement des « petits métiers » de la guerre..... 5

POLITIQUE

Nouvelle-Calédonie

Sans que le consensus autour des accords de Matignon soit remis en cause, les dirigeants du FLNKS repartent d'indépendance..... 6

SOCIÉTÉ

L'agitation dans les prisons

Le mouvement de contestation a gagné de nouveaux centres de détention..... 7

Sports équestres

La « bevure » du cavalier Paul Schockemöhle accusé de mauvais traitements à chevaux..... 8

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Des ouistitis pour étudier l'évolution du système immunitaire de l'homme • La vitamine A contre la rougeole • Les futures carrières de l'écotourisme de la Girlande..... 9 et 10

CULTURE

Le Festival méditerranéen Rostropovitch, Corboz et Raimondi à Montpellier..... 11

Le bilan du « off » d'Avignon

Un festival qui se professionnalise..... 11

La mort de l'écrivain Georges Conchon

..... 12

ÉCONOMIE

La croissance de la Corée du Sud

9 % en 1990..... 16

Les résultats des banques

Les établissements français se plaignent de la faiblesse de leurs marges..... 18

L'Uruguay Round

La CEE propose de réduire les subventions à l'agriculture de 30 % en dix ans..... 15

Services

Abonnements..... 6
Cartes..... 14
Marchés financiers..... 18-19
Météorologie..... 14
Mots croisés..... 12
Radio-Télévision..... 12
Spectacles..... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 juillet 1990 a été tiré à 487 584 exemplaires.

La Fédération nationale de la presse française préoccupée par les condamnations de journaux

M. Claude Puhl, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF) a fait part dans une lettre adressée à M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, ainsi qu'au premier ministre, M. Michel Rocard, et au ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, de la « vive inquiétude » suscitée au sein des titres adhérents à la FNPF par la condamnation de *France-Soir* et du *Parisien*, ainsi que de l'événement du jeudi. Les deux premiers titres ont été récemment condamnés en référé pour diffamation envers M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État chargé de l'action humanitaire, lors de l'affaire du trafic d'armes au Liban (le Monde du 27 juillet) et l'hebdomadaire pour diffamation envers le fils du président de la République, M. Jean-Christophe Mitterrand.

En précisant que « plus que quiconque, les directeurs de journaux sont conscients de la plénitude de leur responsabilité », M. Puhl, par ailleurs directeur général du *Républicain lorrain* (Metz), indique que « si cette jurisprudence » établie par ces condamnations « devait se confirmer, nous assisterions à une véritable érosion de la loi du 29 juillet 1981 garantissant la liberté de la presse, au profit d'une procédure expéditive ».

La FNPF, dans un communiqué, rappelle que « la loi du 29 juillet 1981 a institué un juste équilibre entre les droits essentiels des individus et la liberté de l'information », critique les condamnations en référé « prises dans des conditions de nécessaire précipitation » et demande que soit respecté « le délai d'au moins vingt jours entre la citation et la comparution, dans les respects des droits liés à la fois de la personne et de l'information ».

M. Michel Noir installe Lyon-III dans l'ancienne Manufacture des tabacs

M. Michel Noir, président de la Communauté urbaine de Lyon (COURLY), a signé, lundi 30 juillet, l'acte d'achat à la SEITA de l'ancienne Manufacture des tabacs. Le site, qui comprend 46 000 mètres carrés de bâtiments répartis sur près de 3 hectares, abritera à partir de 1992 une partie des locaux de l'université Lyon-III. La Manufacture des tabacs a été achetée 33 millions de francs par la COURLY et son réaménagement en locaux universitaires doit permettre d'absorber une partie des 40 000 étudiants supplémentaires qui entreront dans les universités lyonnaises d'ici l'an 2000. Selon la présidence de Lyon-III, le site devrait accueillir en priorité des premiers et seconds cycles.

Cette acquisition avait été remise en cause, fin avril, par M. Noir à la suite de la publication par M. Bernard Notin, maître de conférences à Lyon III, d'un article jugé révisionniste et antisémite dans la revue *Economie et sociétés*.

OUVERT EN AOUT

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

Préparation au TOEFL

début cours : date d'examen : 18 sept. 27 oct.

Préparation au GMAT

début cours : date d'examen : 25 août 20 oct.

American Language Institute

81, AL-30 34, avenue de New-York

75116 Paris. Tél. 47-32-44-59

CARTES POSTALES

Emeute à Roissy

Les « sigillogues » ont du talent. Quand n'importe quel aurait baptisé aérographe numéro trois le troisième aéroport de Roissy eux ont décidé que ce serait « TO ».

TO ou TO ? TO comme terminal ordinaire, ou TO comme terminal zéro ? Allez savoir. On croit savoir : c'est bien terminal pour les zéros, les nuls, les vade-l'aviation, les ras-de-la-soute. C'est tout neuf, et gai comme un hall de montage de l'Aérospatiale. Le palais des charters – c'est de là qu'ils s'envolent, ces pelés, c'est de là qu'ils atterrissent, ces galeux – est à l'architecture aéronautique ce qu'une cantine de CRS beyrouthins est à un bagage Vuitton : une caisse, une cache, un louché dépot.

Il ferait beau voir que les milliers de moins-que-rien qu'un jour ordinaire y transportent puissent s'agglutiner dans les salles des aérographes pour grandes personnes et y bénéficier des mêmes facilités ! Il y a deux sortes de voyageurs dans le ciel de Roissy-en-France : les vrais, et les pauvres.

Pour les sans-grade des horaires à géométrie variable, un siège pour cent personnes dans le hangar d'attente paraît suffire amplement. Une cafétéria jambon-beurre prise d'assaut, trois cabines téléphoniques qui jouent aux quatre coins, deux hôtesses d'accueil en perdition soumise au feu des angoisses intercontinentales, une demi-douzaine d'écrans minuscules se cachant du mieux qu'ils peuvent, une sono qu'on fait taire « sur ordre », une petite porte pour l'accès aux avions, une autre pour le débarquement, et voilà l'aventure du voyage désorganisé.

Hystérie, attente, lent piétinement des troupes suréquipées, caravanes aspirant aux desks d'embarquement, grappes d'enfants, groupes de grand âge, troupes lasses et débarquantes, troupes fraîches de la garde remontante, ramuement incessant des chariots s'entrechoquant sur cette grande piste comme des autos tamponneuses, appels inaudibles, candriers de sable, séparations et retrouvailles : le petit peuple du TO, ces « tézéros », ne sait à quel saint à casquette vouer son destin de passage.

Aussi, quels incidents ! L'autre jour on frisa l'émotion. Des parents aux aguets las de guetter, depuis six heures de rang, leurs marmots linguistiques retour d'outre-Atlantique, ameutés par une rumeur de grève des bagagistes, s'en prirent à des douaniers et à quelques flics qui stationnaient par là. Des portes furent forcées : « Rendez-nous nos enfants ! » « Appelez la police », lançait un policier affolé, jeune et blême, à un douanier qui fit un rempart de son corps avant de prendre la fuite vers un bureau vitré. « Appelez la DPC 12 » (ou la DPG 4, ou la CPC 9...).

Des gens bien, la bave aux lèvres, injuriant les agents de toute autorité. Un kapi vola. Une porte se dégonda sous la pression d'un commando. « Un peu d'éducation ! » lança une femme qui en désapprouvait une autre.

On finit par libérer les enfants-otages. On décala avec les décalés horaires et, frémissant encore de tant d'avaries, on alla se détendre sur le périphérique, où tous les hommes sont égaux.

De Charles-de-Gaulle
BRUNO FRAPPAT

SCIENCE & VIE

EXTRATERRESTRES FAITES-NOUS UN SIGNE

Connaissez-vous la bioastronomie ? C'est désormais une science à part entière, qui consacre toute la puissance de ses moyens techniques et de ses cerveaux à la chasse scientifique aux extraterrestres. Si leur existence est très probable, on attend toujours qu'ils se manifestent. Science & Vie fait le point sur ce passionnant sujet et vous explique quoi faire si vous rencontrez un petit homme vert.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Auto : attention au radar mobile !
- Cerveau : des neurones en survie
- La Méditerranée s'est évaporée... ... il y a six millions d'années

N°1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

سكزا من زكاهل